



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

DDI 60.390
ENTRÉ le 12.10.2020

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

Madame la Présidente
du Conseil d'État
Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Jean-Luc Schleich
☎ 247 - 82954

Luxembourg, le 12 OCT. 2020

Réf. CE / SCL : 60.390 - 1545 / ak

Objet : Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Tro'n, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort.


Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Je joins en annexe le texte du projet, l'exposé des motifs, le commentaire des articles, la fiche d'évaluation d'impact, la fiche financière, les cartes des zones de protection ainsi que les documents issus de la procédure de consultation publique.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Premier Ministre
Ministre d'État
Le Ministre aux Relations
avec le Parlement


Marc Hansen



Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Tro'n, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et notamment son article 44 ;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu la fiche financière ;

Vu les avis de la Chambre d'agriculture et de la Chambre de commerce ;

Les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre des salariés et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ayant été demandés ;

Vu l'avis du Comité de la gestion de l'eau ;

Vu les avis des conseils communaux des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, de Notre Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et, de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art.1^{er}. Sont créées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, les zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour (code national : SCS-210-15), Peiffer (SCS-207-11), Klingelbour 1 (SCS-206-38), Klingelbour 2 (SCS-206-39), Tro'n (SCS-210-60), Kluckenbach 1 (SCS-210-54), Kluckenbach 2 (SCS-210-55), Kluckenbach 3 (SCS-210-56), Kluckenbach 4 (SCS-210-57), Kluckenbach 5 (SCS-210-58), Kluckenbach 6 (SCS-210-59), Schmit 1 (SCS-206-49), Schmit 2 (SCS-206-50), Feyder 1 (SCS-210-51), Feyder 2 (SCS-210-52), Feyder 3 (SCS-210-53), Kremer (SCS-206-48), Guirsch (SCS-206-47), Kehlen (SCS-206-42), Stoltz (SCS-206-41), Wiersch 1 (SCS-206-43), Wiersch 2 (SCS-206-44), Wiersch 3 (SCS-206-45), Wagner (SCS-206-46), Buchholtzerbour (SCS-207-12), Waeschbour (SCS-207-13), Wykerslooth (SCS-207-14), Camping (SCS-210-31), Olmesbour (SCS-210-32), Simmerschmelz (SCS-210-70) exploités par le Syndicat des Eaux du Sud et les captages KR-15-1 (FCS-207-19), KR-15-2 (FCS-205-33), KR-15-4 (FCS-205-35), KR-15-5 (FCS-207-22), exploités par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûr, SEBES, et servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Art. 2. La délimitation des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Tro'n, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5, est indiquée sur les plans des annexes I, II et III. Toutes les surfaces ne portant pas de numéro cadastral, qui sont situées à l'intérieur des zones de protection, font partie intégrante des zones de protection.

Art. 3. Sous réserve des restrictions prévues au règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, les règles suivantes sont applicables :

- 1° La limite des zones de protection immédiate est à marquer par une clôture par les exploitants des points de prélèvement. En cas d'impossibilité matérielle ou s'il existe un obstacle topographique naturel, à condition qu'une protection équivalente à celle procurée par une clôture soit assurée, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser une alternative à la délimitation de la zone de protection immédiate par une clôture sur demande

introduite conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

- 2° La limite des zones de protection rapprochée à vulnérabilité élevée est à marquer clairement et de manière durable sur le terrain par les exploitants des points de prélèvement.
- 3° Le début et la fin des zones de protection sont signalisés sur les voies publiques, qui sont situées à l'intérieur des zones de protection, au moyen des panneaux de signalisation F,21a et F,21aa, prévus à l'article 107 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.
- 4° Les meilleures techniques disponibles pour la construction dans des zones de protection de captages utilisés pour la production d'eau destinée à la consommation humaine sont à utiliser lors de prochains travaux sur les C.R.102, C.R.104, C.R.105, C.R.106, C.R.108, C.R.109, C.R.110, C.R.189, N12 ainsi que pour toute autre partie de la voie publique, qui est située à l'intérieur des zones de protection. Les faisabilités techniques et économiques des différentes variantes de construction envisageables, qui tiennent compte des risques de dégradation de la qualité de l'eau captée, sont élaborées dans le programme de mesures tel que décrit à l'article 4.
- 5° Tout transport de produits de nature à polluer les eaux est interdit sur les tronçons des C.R.102, C.R.104, C.R.105, C.R.106, C.R.108, C.R.109, C.R.110, C.R.189, qui sont situés à l'intérieur des zones de protection, ainsi que pour toute autre partie de la voie publique, qui est située à l'intérieur de ces zones, à l'exception de la N12. Les interdictions de transports ainsi que la fin de ces interdictions sont signalisées sur les C.R.102, C.R.104, C.R.105, C.R.106, C.R.108, C.R.109, C.R.110, C.R.189 par les panneaux C,3m et C,17a prévus à l'article 107 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. Les produits utilisés sur les terres agricoles, dans les zones forestières, dans les établissements et les habitations, qui sont situés à l'intérieur des zones de protection rapprochée et éloignée, ne sont pas visés par cette interdiction.
- 6° L'accès aux chemins forestiers et agricoles est réservé aux engins utilisés dans le cadre de travaux d'entretien et d'exploitations forestiers et agricoles et aux ayants droit. Le ravitaillement et l'entretien de véhicules utilisés dans le cadre de travaux forestiers et agricoles sont interdits, sauf sur des surfaces imperméables conçues de façon à éviter tout déversement d'huile ou d'hydrocarbure en direction du sous-sol. Le ravitaillement et l'entretien de tout autre engin utilisé dans le cadre de travaux forestiers et agricoles ne sont autorisés que sur une surface étanche avec un volume de récupération suffisant en cas de fuite accidentelle au niveau de l'engin. Les engins utilisés dans le cadre des travaux forestiers contiennent exclusivement de l'huile biodégradable dans leur système hydraulique.
- 7° Les pâturages sont interdits dans les zones de protection rapprochée.
- 8° Toute fertilisation décrite à l'annexe I, points 6.24 et 6.26 à 6.28 de du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013 est interdite dans les zones de protection rapprochée.

- 9° Sur les terres arables situées dans les zones de protection éloignée, la quantité maximale d'azote organique est limitée à 130 kilogrammes par an et par hectare.
- 10° La quantité de fertilisants azotés disponibles épanchée par an et par hectare est limitée à 150 kilogrammes sur les cultures suivantes dans les zones de protection rapprochée et éloignée : cultures sarclées, colza, céréales d'hiver.
- 11° Sur les prairies temporaires et permanentes et les pâturages dans les zones de protection rapprochée et éloignée, la quantité de fertilisants azotés disponibles épanchée est limitée à 170 kilogrammes par an et par hectare. En cas de réactivation des prairies temporaires en terres arables moins de quatre ans après leur ensemencement, les cultures sarclées et la fertilisation organique sont interdites après la dernière coupe et pendant toute la durée de la première période végétale, qui suit le retournement. Si le retournement se fait après la quatrième année, les cultures sarclées sont interdites pendant les deux périodes végétales qui suivent le retournement et la fertilisation organique est interdite après la dernière coupe et pour la première période végétale, qui suit le retournement. Dans le cas où l'ensemencement de blé d'hiver, triticale d'hiver, seigle d'hiver ou épeautre d'hiver est envisagé, le retournement est autorisé à partir du 15 octobre. Toute application de produits phytopharmaceutiques est interdite après la dernière coupe et jusqu'au 1^{er} mars non inclus.
- 12° Toute conversion de prairies permanentes en terres arables est interdite.
- 13° Tout retournement de prairies permanentes est interdit dans les zones de protection éloignée sauf dans le cas de travaux de construction.
- 14° Les produits phytopharmaceutiques sont interdits dans les zones de protection rapprochée.
- 15° Sur demande introduite conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi précitée du 19 décembre 2008, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser certains ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités par dérogation aux dispositions des points 7 à 14 sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.
- 16° Les dispositions des points 7 à 14 ne s'appliquent qu'à partir de l'année culturale qui suit l'entrée en vigueur du présent règlement.
- 17° Le stockage d'ensilage en plein champs dans les zones de protection éloignée est autorisé en cas de rendements exceptionnels dus aux conditions météorologiques, en cas de force majeure, en cas de graves inondations ou d'accidents qui n'ont pas pu être prévus, mais uniquement sur les terrains où la formation aquifère du Grès de Luxembourg est recouverte par la formation géologique des marnes et calcaires de Strassen et sur les terrains où aucun ruissellement de surface en direction des captages visés par le présent règlement n'a lieu. Des déclarations de stockage sont à réaliser auprès de l'Administration de la gestion de l'eau au plus tard une semaine après le début du stockage ;
- 18° Des programmes de vulgarisation agricole sont à élaborer dans le cadre du programme de mesures prévu à l'article 4.

19° Les cuves souterraines renfermant du mazout sont à double paroi et équipées d'un détecteur de fuites et d'un avertisseur de remplissage.

Les cuves aériennes à simple paroi y compris les réservoirs amovibles, installés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un immeuble, sont à placer dans une cuve externe de sorte que tout écoulement soit détecté et retenu dans la cuve externe et ces cuves sont à équiper d'un avertisseur de remplissage. Les cuves aériennes à double paroi sont à munir d'un détecteur de fuites ainsi que d'un avertisseur de remplissage et sont à entourer d'une protection évitant tout endommagement.

Pour les cuves et réservoirs existants, la mise en conformité aux dispositions des alinéas 1^{er} et 2 devient obligatoire cinq ans après l'entrée en vigueur du présent règlement.

Avant la mise en service de toute nouvelle cuve ou réservoir, une attestation de conformité est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau.

20° Des contrôles d'étanchéité des réseaux d'eaux usées, d'eaux mixtes, des fosses septiques et des installations pour le maniement et le stockage d'engrais azotés liquides, de produits phytopharmaceutiques sont à réaliser tous les cinq ans. Cette mesure devient obligatoire deux ans après l'entrée en vigueur du présent règlement. Les résultats de ces contrôles sont à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau. En cas de renouvellement de ces installations, des critères de construction en vigueur dans les zones de protection autour de captages d'eau destinée à la consommation humaine sont à respecter. L'exécution des contrôles d'étanchéité incombe aux propriétaires.

21° Toute fosse septique avec trop plein est à remplacer au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du présent règlement par une fosse septique parfaitement étanche sans trop plein ou les eaux usées ou les eaux mixtes sont à raccorder au réseau d'eaux usées ou d'eaux mixtes de la commune concernée. Les cuves sont à équiper d'un avertisseur de remplissage et sont à vidanger régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

22° Les risques de pollution émanant des sites potentiellement pollués sont à étudier. Un réseau de surveillance de la qualité de l'eau est à mettre en place dans le cadre du programme de mesures prévu à l'article 4. Sans préjudice des législations applicables en matière de protection des sols et de gestion des déchets, si les investigations montrent que la détérioration de l'eau souterraine est due à une pollution locale du sol, l'article 31, paragraphe 2, de la loi précitée du 19 décembre 2008 est applicable.

23° Toute éolienne et les infrastructures qui y sont liées sont à considérer comme des installations avec maniement et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau, au sens de l'annexe I, point 1.3, du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013.

24° Sur demande introduite conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi précitée du 19 décembre 2008, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser dans les zones de protection éloignée l'installation, l'extension et l'exploitation de

capteurs et sondes horizontaux enterrés en vue de l'utilisation d'énergie géothermique à une profondeur inférieure à 10 mètres par dérogation à l'annexe I, point 5.6, du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013 sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

25° Sur demande introduite conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi précitée du 19 décembre 2008, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser des paddocks destinés à l'entraînement et à la promenade des chevaux par dérogation à l'annexe I, point 6.15, du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013 dans le cas où le crottin est enlevé quotidiennement et stocké sur des surfaces étanches, réalisées de façon à empêcher tout déversement et infiltration de substances potentiellement polluantes pour les eaux souterraines.

26° Sur demande introduite conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi précitée du 19 décembre 2008, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser dans les zones de protection éloignée l'épandage des effluents de volailles, qui sont produits dans les zones de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine et dans le cas où toutes les surfaces dont disposent les propriétaires des volailles sont situées dans ces zones de protection précitées, par dérogation à l'annexe I, point 6.25, du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013 et sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Art. 4. Un programme de mesures conformément à l'article 44, paragraphe 9, de la loi précitée du 19 décembre 2008 est à établir dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement par les exploitants des points de prélèvement. Ce programme comprend le détail des mesures à mettre en place selon l'article 3, du présent règlement, ainsi que selon le règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013 avec l'estimation des coûts et la priorisation de ces mesures.

Art. 5. Pour tous les ouvrages, dépôts, travaux, installations, établissements et activités visés par l'annexe I du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013, qui sont en exploitation au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, une demande d'autorisation est à introduire conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi précitée du 19 décembre 2008.

Art. 6. Conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013, un contrôle de qualité est à réaliser par les exploitants des points de prélèvement au niveau de chacun des captages. Des prélèvements à des fins de contrôle de qualité de l'eau sont effectués au moins quatre fois par an. Les paramètres à analyser sont définis dans le programme de mesures prévu à l'article 4.

Art. 7. Notre ministre ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions, Notre ministre ayant les Transports dans ses attributions et Notre ministre ayant le Budget dans ses attributions sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Tro'n, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent règlement trouve sa base légale dans l'article 44, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau en vertu duquel les zones de protection sont délimitées par règlement grand-ducal.

Il fixe la délimitation des zones de protection autour des captages d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour et Simmerschmelz exploités par le Syndicat des Eaux du Sud, ainsi que KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 exploités par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre.

Etant donné les problématiques similaires des différents captages et la juxtaposition, voir le recoupement des zones de protection de certains captages, l'ensemble des captages précités ont été regroupés dans un seul règlement et les groupes suivants ont été formés pour faciliter la présentation des données :

- groupe 1, Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz, constitué des forages Koerich KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 du SEBES, ainsi que des sources Lauterbour, Peiffer, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour et Simmerschmelz du SES ;
- groupe 2, Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach, constitué des captages Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6 et Tro'n du SES;
- groupe 3, Wiersch, constitué des captages Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Stoltz et Kehlen du SES.

L'eau souterraine des captages provient de l'aquifère du Grès de Luxembourg, qui fait partie de la masse d'eau souterraine du Lias inférieur. L'eau souterraine s'écoule aussi bien à travers les pores de la matrice rocheuse que le long des fissures. Le Grès de Luxembourg constitue la principale ressource naturelle du pays avec 75% de l'eau souterraine utilisée comme eau potable qui provient de cet aquifère.

Différents niveaux de nappes d'eaux souterraines, séparés par des niveaux peu perméables constitués de marnes ou de roches calcaires peu fracturées, sont captées par les différents captages.

La nappe du Grès de Luxembourg est majoritairement libre mais lorsque la nappe est recouverte par des niveaux peu perméables d'extension significative, celle-ci est alors sous pression et la nappe peut alors être captive, voir même artésienne, comme c'est le cas pour les forages Koerich du SEBES et la source Wykerslooth du SES.

Les normes de potabilité, définies dans le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, ne sont pas respectées pour la majorité des sources et des forages faisant l'objet du présent règlement.

Afin de garantir la sécurité d'approvisionnement en eau potable, le Syndicat SES n'exploite actuellement, pendant l'été 2018, pas les captages les plus contaminés ou mélange l'eau de ces captages avec celle de captages moins contaminés. Dans le cas où l'ensemble des ressources doit être exploité, le SES dispose également d'une dérogation conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal précité du 7 octobre 2002. Le site de captage Koerich n'est actuellement pas en exploitation.

En effet, les normes de potabilité ne sont pas respectées de façon récurrente au niveau des captages Klingelbour 1 (bacilles coliformes, E. Coli et entérocoques) et Wiersch 3 (bacilles coliformes, E. Coli). Pour la majorité des autres sources, des bacilles coliformes sont détectées.

Les tableaux suivants récapitulent les dépassements des limites de potabilité pour certains paramètres chimiques. Le détail pour chaque captage de chacun des groupes faisant l'objet du présent règlement sera ensuite présenté.

Captages du groupe 1	Paramètres chimiques					Autres
	Nitrates	Métolachlore ESA	Métolachlore OXA	Métazachlore ESA	Métazachlore OXA	
KR-15-1						X (fer et manganèse)
KR-15-2				X		
KR-15-5						X (fer)
Lauterbour		X	X	X	X	
Peiffer	X	X		X	X	
Waeschbour		X				X (2,6 dichlorobenzamide)
Wykerslooth		X				X (2,6 dichlorobenzamide)
Camping				X		
Olmesbour				X	X	

X : concentration supérieure à la limite de potabilité pour le paramètre chimique en question

Captages du groupe 2	Paramètres chimiques					
	Nitrates	Métolachlore ESA	Métolachlore OXA	Métazachlore ESA	Métazachlore OXA	Autres
Feyder 2	X	X		X		
Feyder 3	X	X		X		
Klingelbour 1						X (bentazone)
Kluckenbach 2		X				
Kluckenbach 3		X				
Kluckenbach 4		X				
Kluckenbach 5		X				
Tro'n				X		

X : concentration supérieure à la limite de potabilité pour le paramètre chimique en question

Captages du groupe 3	Paramètres chimiques					
	Nitrates	Métolachlore ESA	Métolachlore OXA	Métazachlore ESA	Métazachlore OXA	Autres
Wiersch 1		X		X		
Wiersch 2				X		
Wagner						X (2,6 dichlorobenzamide)
Kehlen	X	X				

X : concentration supérieure à la limite de potabilité pour le paramètre chimique en question

Produits phytopharmaceutiques et métabolites pour le groupe 1

Les produits phytopharmaceutiques et leurs métabolites, qui ont été détectés au niveau de certains captages du groupe 1 Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz, sont repris dans le tableau ci-dessous :

Captages du groupe 1 Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz	Métolachlore ESA	Métolachlore OXA	Métazachlore ESA	Métazachlore OXA	2,6 dichlorobenzamide
KR-15-1					
KR-15-2			XXX		
KR-15-4	X		XX		
KR-15-5					
Lauterbour	XXX	XXX	XXX	XXX	
Peiffer	XXX	X	XXX	XXX	
Buchholtzbour	X				
Waeschbour	XXX				XXX
Wykerslooth	XXX				XXX
Camping			XXX	X	
Olmesbour	X		XXX	XXX	X
Simmerschmelz			XX		

X : concentration inférieure à 0,075 µg/l, XX : concentration entre 0,075 et 0,1 µg/l, XXX : concentration supérieure à 0,1 µg/l (limite de potabilité : 0,1 µg/l par produit phytopharmaceutique et métabolite)

Pour les forages Koerich :

Seules deux analyses des produits phytopharmaceutiques de 2013 et 2014 sont disponibles. Les résultats des deux campagnes sont identiques : aucun produit phytopharmaceutique n'est retrouvé dans l'eau des forages KR-15-1 et KR-15-5 tandis que la limite de potabilité pour le métazachlore ESA, produit de dégradation du Métazachlore utilisé comme herbicide pour les cultures de colza jusqu'à son interdiction en 2015, est atteinte pour le forage KR-15-2 et la concentration pour le forage KR-15-4 est de 90 ng/l, supérieure à 75% de la limite de potabilité.

Pour la source Lauterbour :

Les normes de potabilité ne sont pas respectées systématiquement pour le métazachlore ESA (entre 270 et 460 ng/l entre 2014 et 2018) et quasi systématiquement pour le métolachlore ESA (entre 98 et 190 ng/l), produit de dégradation du Métolachlore utilisé comme herbicide pour les cultures de maïs jusqu'à son interdiction en 2015, dans l'eau de la source Lauterbour. Les concentrations en métazachlore OXA, produit de dégradation du Métazachlore utilisé comme herbicide pour les cultures de colza jusqu'à son interdiction en 2015, varient entre 40 et 170 ng/l et celles en Métolachlore OXA, produit de dégradation du Métolachlore

comme le métolachlore ESA, entre 20 et 157 ng/l entre 2011 et 2016 puis sont inférieures aux limites de détection depuis 2017 avec une tendance à la diminution pour ces deux paramètres.

L'atrazine, l'atrazine-déséthyl, le bentazone, le métazachlore (90 ng/l uniquement en 2011) et le Métalaxyl-M (90 ng/l uniquement en 2011) ont également été détectés dans l'eau. La somme de tous les produits phytopharmaceutiques n'est quasiment jamais en dessous de la limite de potabilité depuis 2014.

Pour la source Peiffer :

Pour la source Peiffer, des dépassements des limites de potabilité pour le Métazachlore ESA (990 ng/l en 2016) et métazachlore OXA (200 ng/l en 2015 et 2017) sont quasiment toujours à déplorer depuis 2015. La limite de potabilité pour le Métolachlore ESA est atteinte à une reprise, en 2016. Des traces d'atrazine, atrazine-déséthyl, bentazone, 2,6 dichlorobenzamide et métolachlore OXA sont également retrouvées dans l'eau de la source Peiffer. Les données récapitulées correspondent aux données du captage avant son réaménagement en 2017-2018 (mise en place de forages horizontaux).

Pour les sources Wykerslooth, Buchholtzerbour et Waeschbour :

Des dépassements des limites de potabilité pour le 2,6 dichlorobenzamide dans l'eau de la source Waeschbour ont été observés avec une concentration maximale de 223 ng/l mesurée en 2011. La limite de potabilité pour ce paramètre était encore dépassée d'après les dernières analyses réalisées l'été 2017 et en janvier 2018.

Pour la source Wykerslooth, la concentration en 2,6 dichlorobenzamide a dépassé une fois en juin 2010 la limite de potabilité (concentration de 125 ng/l). Pour la source Buchholtzerbour, le 2,6 dichlorobenzamide est détecté mais les concentrations respectent les normes de potabilité.

Des dépassements de la limite de potabilité pour le métolachlore ESA ont également été constatés en 2011 et 2012 respectivement pour Waeschbour (560 ng/l) et Wykerslooth (237 ng/l). Aucun dépassement n'a cependant été observé depuis 2015 dans l'eau des deux sources d'après les analyses disponibles.

Des traces de bentazone et/ou atrazine, atrazine-déséthyl, atrazine-desisopropyl, Métazachlore ESA, métolachlore OXA sont également détectées dans l'eau des 3 sources.

Pour les sources Simmerschmelz :

La limite de potabilité pour le métazachlore ESA est dépassée systématiquement dans l'eau des sources Olmesbour (concentration maximale de 410 ng/l mesurée en janvier 2017) et Camping (concentration maximale de 220 ng/l mesurée en octobre 2017) depuis quelques années. Les concentrations en

métazachlore ESA pour la source Simmerschmelz sont comprises entre 80 et 90 ng/l depuis janvier 2017 et sont donc supérieures à 75% de la limite de potabilité.

Pour le métazachlore OXA, la limite de potabilité a été atteinte en mai 2016 et dépassée en juillet 2016 (130 ng/l) pour la source Olmesbour. Les concentrations varient entre 70 et 90 ng/l depuis septembre 2016.

La limite de potabilité pour la source Camping n'a également pas été respectée en juin 2011 avec une concentration de 300 ng/l en métolachlore ESA. Cependant, le métabolite n'est plus détecté dans la source Camping depuis 2015. Pour la source Olmesbour, une concentration de 108 ng/l en métolachlore ESA a été enregistrée en juillet 2012 mais les concentrations fluctuent entre 30 et 60 ng/l depuis 2015.

Des traces d'atrazine, atrazine-déséthyl, terbutylazine-déséthyl, bentazone, DDT, 2,6 dichlorobenzamide ou encore métolachlore OXA ont également été observées dans plusieurs des 3 sources.

Produits phytopharmaceutiques et métabolites pour le groupe 2

Les produits phytopharmaceutiques et leurs métabolites, qui ont été détectés au niveau de certains captages du groupe 2 Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach, sont repris dans le tableau ci-dessous :

Captages du groupe 2 Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach	Métolachlore- ESA	Métazachlore ESA	Métazachlore OXA	Bentazone
Feyder 1	XX	XX		
Feyder 2 et Feyder 3	XXX	XXX	X	
Feyder 3	XXX	XXX	X	
Klingelbour 1	X	X		XXX
Kluckenbach 1	XX	X		
Kluckenbach 2	XXX	X		
Kluckenbach 3	XXX			
Kluckenbach 4	XXX			
Kluckenbach 5	XXX			
Kluckenbach 6	XX			
Tro'n	XX	XXX		

X : concentration inférieure à 0,075 µg/l, XX : concentration entre 0,075 et 0,1 µg/l, XXX : concentration supérieure à 0,1 µg/l (limite de potabilité : 0,1 µg/l par produit phytopharmaceutique et métabolite)

Pour les sources Klingelbour 1 et 2

Peu d'analyses ont été réalisées pour les captages Klingelbour 1 et 2 pour les produits phytopharmaceutiques. Les résultats montrent que seules des traces d'atrazine, d'atrazine-déséthyl, d'isoproturon, de Métazachlore ESA et Métolachlore ESA sont détectées dans l'eau de la source Klingelbour 1.

Pour les sources Kluckenbach 1 à 6 et Tro'n

Peu d'analyses ont été réalisées pour les captages du groupe Kluckenbach. Des dépassements de la limite de potabilité pour la Métolachlore ESA sont observés pour l'eau des captages Kluckenbach 2 (pic de 580 ng/l en 2011), Kluckenbach 3 (110 ng/l en 2017), Kluckenbach 4 (150 ng/l en 2017) et Kluckenbach 5 (120 ng/l en 2017). Pour les sources Kluckenbach 1, 6 et Tro'n, les concentrations les plus élevées mesurées sont égales à 90 ng/l.

La limite de potabilité pour la Métazachlore ESA n'est pas respectée depuis juillet 2015 pour la source Tro'n avec une concentration maximale de 210 ng/l mesurée en janvier 2017.

La limite de potabilité pour la somme des produits phytopharmaceutiques a été dépassée pour la source Kluckenbach 2 en 2011.

L'atrazine et l'atrazine-déséthyl ont été détectés dans l'eau de la plupart des captages du groupe Kluckenbach mais à des concentrations inférieures aux limites de potabilité.

Des traces de 2,6 dichlorobenzamide ont également été détectées dans Kluckenbach 6 (30 ng/l) en juillet 2017.

Pour les sources du groupe Riedergronn :

Les concentrations en métazachlore ESA et métolachlore ESA dépassent quasi-systématiquement les normes de potabilité pour la source Feyder 2 avec des concentrations maximales respectives de 290 ng/l, mesurée en 2016, et de 220 ng/l, mesurée en 2017. Pour la source Feyder 3, la norme de potabilité pour le métazachlore ESA n'est quasiment jamais respectée et la teneur la plus élevée de 240 ng/l a été mesurée en mai 2016. Pour la source Feyder 1, les concentrations varient entre 50 et 80 ng/l en 2017-2018.

Le métolachlore ESA est présent dans l'eau de la source Feyder 1 avec des concentrations comprises entre 60 et 90 ng/l. Pour les sources Feyder 2 et 3, les limites de potabilité pour le métolachlore ESA sont dépassées avec des concentrations maximales mesurées en janvier 2017 respectives de 220 et 200 ng/l.

La somme des produits phytopharmaceutiques a dépassé la limite de potabilité en mai et juillet 2016 pour la source Feyder 2.

Le métazachlore OXA est détecté dans l'eau des sources Feyder 2 et 3 avec des concentrations maximales mesurées en mai 2016 respectivement égales à 70 ng/l pour Feyder 2 et 50 ng/l pour Feyder 3.

Des traces d'atrazine et/ou d'atrazine-déséthyl, atrazine déisopropyl, bentazone, 2,6 dichlorobenzamide sont également retrouvées dans l'eau de certaines des sources du groupe Riedergronn.

Produits phytopharmaceutiques et métabolites pour le groupe 3

Les produits phytopharmaceutiques et leurs métabolites, qui ont été détectés au niveau de certains captages du groupe 3 Wiersch, sont repris dans le tableau ci-dessous :

Captages du groupe 3 Wiersch	Métolachlore-ESA	Métazachlore ESA	Métazachlore OXA	2,6 dichlorobenzamide
Wiersch 1	XXX	XXX	XX	
Wiersch 2	X	XXX	XX	
Wagner		XX		XXX
Stoltz		X		
Kehlen	XXX	XX	X	

X : concentration inférieure à 0,075 µg/l, XX : concentration entre 0,075 et 0,1 µg/l, XXX : concentration supérieure à 0,1 µg/l (limite de potabilité : 0,1 µg/l par produit phytopharmaceutique et métabolite)

Les concentrations en métazachlore ESA dans la source Wiersch 1 peuvent dépasser plus de 7 fois la limite de potabilité avec des concentrations comprises entre 460 et 730 ng/l entre 2014 et 2018. Pour la source Kehlen, les concentrations en métazachlore ESA varient entre 53 et 93 ng/l depuis 2016. Le métazachlore ESA est également détecté dans les sources Stoltz et Wagner (80 ng/l mesurée en 2014).

La limite de potabilité pour le métazachlore OXA a été atteinte en 2016 pour Wiersch 1 et a été dépassée en 2011 pour la métolachlore ESA.

Des dépassements de la limite de potabilité pour le 2,6 dichlorobenzamide sont observés dans l'eau de la source Wagner entre 2009 et 2011 avec des concentrations pouvant atteindre 330 ng/l. Les analyses récentes montrent des concentrations de l'ordre de 50 ng/l pour ce métabolite.

La limite de potabilité pour la somme des produits phytopharmaceutiques est également dépassée systématiquement entre 2014 et 2017 pour la source Wiersch 1 (810 ng/l en 2015) et de façon régulière pour Wiersch 2 (610 ng/l en 2017).

Pour le métolachlore ESA, un dépassement de la limite de potabilité a été observé une fois en 2011 pour Wiersch 1 (270 ng/l) et en 2016 (120 ng/l) pour la source Kehlen, sachant que pour cette dernière, la limite

de potabilité avait également été atteinte en 2014 (100 ng/l). Pour la source Wiersch 1, le métabolite n'est cependant plus détecté dans l'eau depuis 2015 d'après les analyses disponibles. Pour la source Kehlen, une concentration de 95 ng/l, très proche de la limite de potabilité était encore mesurée en octobre 2017.

Des traces d'atrazine et d'atrazine-déséthyl sont retrouvées dans l'eau de la plupart des sources du groupe Wiersch.

En conclusion, de nombreux captages sont concernés par des dépassements de la limite de potabilité pour certains produits phytopharmaceutiques, notamment le Métazachlore ESA et le Métolachlore ESA. Les plus importantes concentrations en produits phytopharmaceutiques se retrouvent au niveau des captages :

- du groupe 1 :
 - la source Peiffer avec une concentration en Métazachlore ESA de 990 ng/l, plus de 9 fois supérieures à la limite de potabilité,
 - la source Waeschbour avec une concentration en Métolachlore ESA de 560 ng/l,
 - la source Lauterbour avec une concentration en Métazachlore ESA de 460 mg/l,
- du groupe 2 avec des concentrations en métolachlore ESA de l'ordre de 580 ng/l pour la source Kluckenbach 2,
- du groupe 3, notamment Wiersch 1, avec des concentrations maximales de l'ordre de 730 ng/l, pouvant être plus de 7 fois supérieures à la limite de potabilité.

Les métabolites du Métazachlore et du Métolachlore sont largement présents dans l'ensemble des zones de protection et sont la cause principale de détérioration de la qualité de l'eau des sources du SES et mettent en péril la sécurité d'approvisionnement des réseaux d'eau potable. De plus, pour la plupart des captages, des tendances à la hausse des concentrations des produits phytopharmaceutiques sont à la hausse.

Concentrations en nitrates du groupe 1

Les concentrations en nitrates varient d'un captage à l'autre et montrent des influences plus ou moins importantes de l'agriculture dans les diverses zones de protection.

Le tableau suivant montre l'évolution des concentrations en nitrates des différents captages du groupe 1 Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz :

Captages du groupe 1 Koerich/Wykerslooth/ Simmerschmelz	Concentration en nitrates depuis 2000	% par rapport à la limite de potabilité	Tendance de l'évolution des concentrations
KR-15-1	<8 mg/l	< 16%	Pas de tendance particulière
KR-15-2	9-19 mg/l	18-38 %	Pas de tendance particulière
KR-15-4	14-27 mg/l	28-54 %	Pas de tendance particulière
KR-15-5	<3 mg/l	<6 %	Pas de tendance particulière
Lauterbour	24-40 mg/l	48-80 %	Pas de tendance particulière
Peiffer	35-54 mg/l	70-108 %	Tendance à la diminution
Buchholtzbour	20-34 mg/l	40-68 %	Légère tendance à la diminution
Waeschbour	20-41 mg/l	40-82 %	Légère tendance à la diminution
Wykerslooth	18-36 mg/l	36-72 %	Tendance à l'augmentation jusqu'en 2013 puis tendance à la baisse
Camping	15-31 mg/l	30-62 %	Tendance à la diminution depuis 2009
Olmesbour	23-34 mg/l	46-68 %	Légère tendance à l'augmentation
Simmerschmelz	9-18 mg/l	18-36 %	Tendance à la diminution depuis 2008

Les concentrations en nitrates de la source Peiffer dépassent régulièrement la limite de potabilité de 50mg/l jusqu'en 2006 puis une fois en 2015. La concentration moyenne en nitrates en 2017-2018 était de l'ordre de 44 mg/l, supérieure à 75% de la limite de potabilité.

Les concentrations en nitrates des sources Lauterbour et Waeschbour varient depuis 2000 entre 20 et 40 mg/l avec une concentration moyenne en 2017-2018 de l'ordre de 30 mg/l.

En résumé, une stabilisation des concentrations en nitrates est constatée sans qu'aucune tendance significative à la baisse ne puisse être interprétée.

Concentrations en nitrates du groupe 2

Le tableau présenté ci-dessous détaille les variations des concentrations en nitrates des différents captages du groupe 2 Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach :

Captages du groupe 2 Riedergrohn/Klingelbour/ Kluckenbach	Concentration en nitrates depuis 2000	% par rapport à la limite de potabilité	Tendance de l'évolution des concentrations
Schmit 1	11-21 mg/l	22-42 %	Tendance à l'augmentation
Schmit 2	10-29 mg/l	20-58 %	Légère tendance à la hausse depuis 2004
Feyder 1	24-45 mg/l	48-90 %	Tendance à la baisse entre 2000 et 2006 puis tendance à la hausse
Feyder 2	25-67 mg/l	50-134 %	Tendance à la baisse jusqu'en 2013 puis tendance à l'augmentation
Feyder 3	31-64 mg/l	62-128 %	Tendance à la baisse jusqu'en 2013 puis tendance à l'augmentation
Kremer	18-29 mg/l	36-58 %	Tendance à l'augmentation
Guirsch	19-31 mg/l	38-62 %	Tendance à l'augmentation
Klingelbour 1	22-38 mg/l	44-76 %	Pas de tendance particulière
Klingelbour 2	14-29 mg/l	28-58 %	Légère tendance à la baisse
Kluckenbach 1	26-37 mg/l	52-74 %	Pas de tendance particulière
Kluckenbach 2	16-29 mg/l	32-58 %	Pas de tendance particulière
Kluckenbach 3	24-36 mg/l	48-72 %	Tendance à l'augmentation
Kluckenbach 4	25-42 mg/l	50-84 %	Tendance à l'augmentation
Kluckenbach 5	28-38 mg/l	56-76 %	Légère tendance à l'augmentation
Kluckenbach 6	22-39 mg/l	44-78 %	Pas de tendance particulière
Tro'n	25-49 mg/l	50-98 %	Pas de tendance particulière

Les concentrations en nitrates des sources Feyder 2 et Feyder 3 ont dépassé la limite de potabilité jusqu'en 2004. La concentration moyenne en nitrates en 2017-2018 pour les sources Feyder 2 et Feyder 3 était respectivement de l'ordre de 44 et 41 mg/l, supérieures à 75% de la limite de potabilité.

En résumé, les concentrations en nitrates pour la majorité des sources du groupe 2 dépassent 75% de la limite de potabilité et une tendance généralisée à la hausse des concentrations est observée.

Concentrations en nitrates du groupe 3

Le tableau ci-dessous présente les fluctuations des concentrations en nitrates de chacun des captages du groupe 3 Wiersch :

Captages du groupe 3 Wiersch	Concentration en nitrates depuis 2000	% par rapport à la limite de potabilité	Tendance de l'évolution des concentrations
Wiersch 1	32-45 mg/l	64-90 %	Tendance à la baisse
Wiersch 2	17-35 mg/l	34-70 %	Tendance à la baisse entre 2000 et 2013 puis tendance à la hausse
Wiersch 3	7-16 mg/l	14-32 %	Tendance à la hausse
Wagner	17-33	34-66 %	Tendance à la hausse jusqu'en 2009 puis tendance à la baisse
Stoltz	7-15 mg/l	14-30 %	Pas de tendance particulière
Kehlen	35-59 mg/l	70-118 %	Tendance à la baisse entre 2000 et 2006 puis stabilisation

Les concentrations en nitrates de la source Kehlen dépassaient la limite de potabilité entre 2000 et 2004. La concentration moyenne depuis 2014 est de l'ordre de 43 mg/l, supérieures à 75% de la limite de potabilité. La source Wiersch 1 présente des concentrations en nitrates proches de 75% de la limite de potabilité en 2017-2018.

En résumé, les concentrations élevées en nitrates constituent un risque significatif pour la sécurité d'approvisionnement des réseaux d'eau potable d'autant plus que pour une bonne partie des sources du SES, les concentrations en nitrates varient et ont une tendance significative à la hausse.

Autres paramètres chimiques

D'autres paramètres chimiques présentent également des concentrations qui dépassent parfois ou même de façon récurrente les limites de potabilité ou les limites indicatrices fixées par le règlement grand-ducal précité du 7 octobre 2002.

Pour les sulfates

Des teneurs en sulfates dans l'eau du forage KR-15-1 ont dépassé la limite indicatrice de 250 mg/l en 2014 et 2015. Les sulfates ont une origine géogène et ne constituent pas de menace pour la santé humaine dans ces concentrations.

Pour les métaux

Pour la source Klingelbour 2, une concentration en fer supérieure à 1 mg/l (limite indicatrice fixée à 0,2 mg/l) a été mesurée en 2010 et de 0,2 et 1,73 mg/l pour l'aluminium (limite de potabilité fixée à 0,2 mg/l) respectivement en 2007 et 2010.

Des dépassements des limites de potabilité pour le fer, manganèse et aluminium ont été observés en 2007 pour Tro'n, en 2011 pour Schmit 2 et en 2007 et 2013 pour Feyder 2.

Pour le forage Koerich KR-15-1, les limites indicatrices pour le fer et le manganèse sont quasiment toujours dépassées depuis 2007. Pour le forage KR-15-5, la limite pour le fer est également très souvent dépassée.

Pour les forages KR-15-2 et KR-15-4, la limite pour le fer est dépassée de façon sporadique. Pour KR-15-4, seule une analyse a révélé un dépassement de la limite pour le manganèse.

La présence de ces métaux dans l'eau de certains captages est liée à la composition des roches et aux conditions anoxiques du niveau inférieur, en partie captif, de la nappe d'eaux souterraines.

Pour les HAP

Des traces de HAP ont été retrouvées dans l'eau de la source Tro'n (fluoranthène, pyrène, benzo(b)fluoranthène) et de la source Waeschbour (benzoanthracène et benzopyrène). Pour la source Waeschbour, ces substances proviennent très probablement des accidents et déversements de carburants qui se sont produits sur la route, qui est située directement au-dessus du captage.

Vulnérabilité des captages d'eau souterraine à la pollution

Les études hydrogéologiques ont révélé la présence de zones d'infiltrations préférentielle et rapide des eaux de surface vers certains captages en particulier :

- dans les vallons à l'est et à l'ouest des sources Klingelbour 1 et 2,
- dans le vallon où s'écoule le « Koericherbaach », à proximité des captages Wykerslooth, Buchholtzbour et Waeschbour,
- dans le vallon infiltrant où s'écoule le « Dondelerbaach », à proximité des captages du groupe Wiersch,
- dans le vallon Grondbur, à proximité des sources du groupe Riedergronn,
- à proximité de la doline qui favorise une infiltration rapide des eaux météoriques jusqu'à certaines sources du groupe Kluckenbach.

Des zones de protection rapprochée à vulnérabilité élevée ont également été délimitées sur les drains du nouveau captage Peiffer et du captage Klingelbour 2 et 20 m en amont dans la direction d'écoulement de la nappe. L'absence de couches protectrices au-dessus des drains explique la forte vulnérabilité de ces zones.

Par conséquent, la délimitation de zones de protection rapprochée à vulnérabilité élevée s'avère nécessaire pour les zones d'infiltrations préférentielle et rapide qui ont été identifiées d'après les investigations de terrain ainsi qu'à proximité des drains de certaines sources.

Pressions polluantes et risques de pollution

Les zones de protection créées par le présent règlement se caractérisent par la présence d'ouvrages, d'installations, dépôts ou activités présentant des risques potentiels de pollution des eaux souterraines.

L'ensemble des zones de protection créées autour des captages faisant l'objet du présent règlement a une surface de 21,3 km², dont plus de la moitié est recouverte de zones forestières et plus d'un quart par des terres agricoles.

L'occupation des sols des zones de protection des trois groupes identifiés précédemment est détaillée dans les tableaux ci-dessous :

Occupation des sols pour le groupe 1 Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz	Surface des zones de protection (avec adaptation des parcelles cadastrales) en km ²	Surface de la zone par rapport à l'ensemble des zones de protection pour le groupe Koerich/Wykerslooth/ Simmerschmelz
Zones forestières	8,34	62,5 %
Prairies mésophiles	1,15	8,6 %
Terres agricoles, cultures annuelles	3,3	24,7 %
Zones d'habitation et infrastructures	0,55	4,6 %
Autres (vergers, plans d'eau)	0,01	0,1 %
Cumul	13,35	100 %

Occupation des sols pour le groupe 2 Riedergrohn/Klingelbour/Kluckenbach	Surface des zones de protection (avec adaptation des parcelles cadastrales) en km ²	Surface de la zone par rapport à l'ensemble des zones de protection pour le groupe Riedergrohn/Klingelbour/ Kluckenbach
Zones forestières	1,29	39,5 %
Prairies mésophiles	0,78	23,9 %
Terres agricoles, cultures annuelles	1,13	34,4 %
Zones d'habitation et infrastructures	0,05	1,5 %
Autres (vergers, plans d'eau)	0,02	0,7 %
Cumul	3,27	100 %

Occupation des sols pour le groupe 3 Wiersch	Surface des zones de protection (avec adaptation des parcelles cadastrales) en km ²	Surface de la zone par rapport à l'ensemble des zones de protection pour le groupe Wiersch
Zones forestières	1,39	29,7 %
Prairies mésophiles	1,54	32,9 %
Terres agricoles, cultures annuelles	1,28	27,3 %
Zones d'habitation et infrastructures	0,42	9 %
Autres (vergers, plans d'eau)	0,05	1 %
Cumul	4,68	100 %

Les pratiques agricoles telles que l'épandage d'engrais et de déjections animales ainsi que la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques constituent la principale menace pour la qualité des eaux souterraines captées par les différents captages faisant l'objet du présent règlement. Les dépassements des limites de potabilité pour les nitrates et certains produits phytopharmaceutiques témoignent de l'influence indéniable des activités agricoles sur la qualité des eaux souterraines.

Les réseaux routiers peuvent également être à l'origine de pollutions multiples, chroniques ou accidentelles des eaux souterraines avec le déversement d'hydrocarbures, d'huiles, le salage des routes, etc. La présence de HAP dans le captage Waeschbour, qui résulte des accidents et des déversements accidentels de carburants sur la route qui est située au-dessus du captage, illustre bien les risques que représentent les infrastructures routières pour les eaux souterraines. Le C.R.110 passe directement à côté du captage Peiffer et constitue également une source potentielle de pollution des eaux captées.

Les zones urbanisées peuvent également être à l'origine de pollutions multiples, chroniques ou accidentelles des eaux souterraines avec le déversement d'hydrocarbures, d'huiles, la fuite des canalisations d'eaux usées/mixtes, des fosses septiques ou des réservoirs de mazout et d'hydrocarbures, la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, etc.

Différents sites potentiellement pollués, tels que des décharges sauvages, des magasins de jardinage, des garages automobiles, divers réservoirs, etc. constituent également des risques de pollutions accidentelles et chroniques du sous-sol et des eaux souterraines.

La sylviculture, avec le déboisement, le défrichement des forêts, la conservation et l'entreposage du bois, l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et de produits pour la conservation du bois, et la construction de routes ou chemins forestiers, est une activité qui présente des risques de pollution des ressources souterraines.

Par ailleurs, les zones de protection recoupent en partie les zones Natura 2000 de la Vallée de la Mamer et de l'Eisch (LU0001018).

Les mesures générales applicables dans les zones de protection, telles que les interdictions, réglementations, ou autorisations ministérielles pour les ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités qui sont susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau ou au débit exploitable de la ressource hydrique, font l'objet du règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Les sources Lauterbour (coordonnées géographiques : 63.557,8/83.154), Tro'n (68.832,22/84.530,57), Kluckenbach 1 (69.504,47/84.553,69), Kluckenbach 2 (69.486,15/84.603,82), Kluckenbach 3 (69.397,78/84.662,52), Kluckenbach 4 (69.350,34/84.687,97), Kluckenbach 5 (69.340,13/84.694,90), Kluckenbach 6 (69.292,68/84.727,28), Camping (66.814,57/84.274), Simmerschmelz (66.732,75/84.470,25), Feyder 1 (67.450,18/83.592,86), Feyder 2 (67.449,14/83.624,67), Feyder 3 (67.449,15/83.636,23) et les forages KR-15-2 (63.053,83/82.842,6) et KR-15-4 (63.483,9/82.866,65) sont localisés sur le territoire de la commune de Habscht, les sources Peiffer (63.016,37/82.367,95), Buchholtzbour (64.232,68/82.577,65), Waeschbour (63.991,91/82.662,14), Wykerslooth (63.942,44/82.750,72) et les forages KR-15-1 (62.921,35/82.431,9) et KR-15-5 (64.292,9/82.582,5) sur le territoire de la commune de Koerich, les sources Klingelbour 1 (69.146,36/83.391,04), Klingelbour 2 (69.340,58/83.341,29), Kehlen (70.287,40/83.386,88), Stoltz (70.303,28/83.471,69), Wiersch 1 (70.580,92/83.410,19), Wiersch 2 (70.647,41/83.331,75), Wiersch 3 (70.743,69/83.368,14), Wagner (70.742,31/83.314,71), Olmesbour (66.576,40/83.830), Guirsch (67.550,63/83.475,83), Kremer (67.466,02/83.443,38), Schmit 1 (67.419,51/83.604,82) et Schmit 2 (67.423,70/83.614,69) sur le territoire de la commune de Kehlen.

Pour le groupe 1, Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz

La source Lauterbour, dont le captage a été construit en 1909, permet de prélever les eaux souterraines avec un débit moyen prélevé depuis 2007 de l'ordre de 1.178 m³/jour. Quelques travaux de rénovation ont été réalisés ces dernières années. Les eaux s'écoulent gravitairement jusqu'à un bassin de collecte où l'eau est pompée pour être acheminée jusqu'à la station de pompage de Koerich.

Le captage Peiffer a été construit en 1909 et 3 forages horizontaux ont été réalisés en 2017-2018. Le débit moyen prélevé dans la source, avant la réalisation des nouveaux drains horizontaux, était de l'ordre de 1.927 m³/jour entre 2010 et 2016.

Les sources Buchholtzbour et Wykerslooth ont été réalisées en 1909 et la source Waeschbour en 1931. Seule la source Wykerslooth a été assainie en 2015. Les eaux des trois sources sont acheminées vers la station de pompage de Koerich. Le débit total moyen prélevé dans les trois sources est de l'ordre de 3.000 m³/jour entre 2002 et 2017.

Toutes les eaux qui sont acheminées vers la station de pompage de Koerich y sont désinfectées par chloration avant d'être distribuées dans le réseau d'eau potable.

Le captage Olmesbour a été réalisé en 1949 et le captage Simmerschmelz en 1929.

Le captage Camping, réalisé en 1929, est presque constamment hors service en raison d'importants problèmes microbiologiques. Un assainissement du captage est prévu à court ou moyen terme et consistera notamment à déplacer le captage de l'autre côté du C.R.104, en amont du camping.

Le débit moyen total prélevé dans les trois sources, dont les eaux sont acheminées jusqu'à la station de pompage intermédiaire de Leesbach, est de l'ordre de 1.300 m³/jour.

Les 4 forages Koerich constituent une des 4 solutions de secours du SEBES en cas de problèmes ou de travaux au niveau du barrage d'Esch-sur-Sûre. Ces forages ont été mis en service en 1989 et un débit maximal total autorisé de 3000 m³/jour peut être prélevé sur une période de deux mois par an par le biais de ces 4 captages.

Pour le groupe 2, Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach

Les captages Guirsch, Kremer, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2 et Feyder 3 ont été construits en 1930. Les eaux des captages sont acheminées vers la station de pompage de Dondelange par l'intermédiaire du captage François (SCS-511-63). Des travaux d'assainissement de l'ensemble des captages sont prévus à moyen terme. Le débit moyen total prélevé par les différents captages du groupe est de l'ordre de 310 m³/jour depuis 2007.

Le captage Klingelbour 1 a été construit en 1947 et est actuellement hors service en raison de problèmes bactériologiques.

La source Klingelbour 2 est en cours d'assainissement depuis 2017 et 3 forages inclinés ont été réalisés. Un débit moyen total de 500 m³/jour a été estimé pour les deux sources Klingelbour 1 et 2 d'après des données manuelles réalisées entre 2004 et 2016.

Les captages Kluckenbach 1 à 6 et Tro'n ont été réalisés dans les années 1930.

Le captage Kluckenbach 1 a été rénové en 2005 avec la réalisation d'un nouveau sas d'entrée, l'étanchéité de la surface autour du captage et le renouvellement d'une partie des conduites.

Les captages Kluckenbach 2 et Kluckenbach 2 annexe ont été assainis en 2009 et 2010. Un bassin de dessablement recueille les eaux des drains avant que celles-ci ne soient acheminées dans le réseau de collecte du SES.

Divers autres travaux de réhabilitation ont également été réalisés en 2005 et 2006 pour les captages Kluckenbach 3 à 6 et Tro'n.

Le débit moyen est estimé à 450 m³/jour pour les sources Kluckenbach 1 à 6 et de 110 m³/j pour la source Tro'n.

Toutes les eaux des captages du groupe Klingelbour/Kluckenbach sont acheminées vers la station de pompage de Dondelange où une ultrafiltration permet de traiter les eaux, qui sont alors chlorées et distribuées via le réseau du SES.

Pour le groupe 3, Wiersch

Les captages Stoltz, Kehlen, Wagner et Wiersch 1 à 3 ont été construits en 1930. Des travaux ont été réalisés en 2005-2006 pour étanchéifier une partie du lit du cours d'eau « Dondelerbaach » à proximité des sources Wiersch 1 et Wiersch 3.

Le débit moyen prélevé de l'ensemble des captages du groupe Wiersch est de l'ordre de 2.900 m³/j.

Article 2

Les zones de protection ont été délimitées dans le cadre du dossier de délimitation des zones de protection établi pour le SES et le SEBES suivant les instructions de l'Administration de la gestion de l'eau.

Les zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 sont formées par les parcelles cadastrales suivantes, données à titre indicatif étant donné que leur numéro est susceptible de changer suite notamment à des remembrements ou des démembrements:

1° Zone de protection immédiate :

a) commune de Habscht, section HA de Hobscheid : 1280/4297 (partie) ;

b) commune de Habscht, section SB de Roodt : 1/499, 1/500, 1/501, 1/502, 1/503, 1/504, 247/513, 247/514 ;

c) commune de Habscht, section SC de Septfontaines : 1502/3299, 1528/3294, 838/3174 (partie) ;

d) commune de Kehlen, section C de Nospelt : 1029/3781, 1030/3783, 1419/3661, 1423/3650, 1438/3653, 1448/3840 ;

e) commune de Kehlen, section D de Dondelange : 140/456, 142/488, 158/457 ;

f) commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt : 894/2254, 894/2255, 894/2256 ;

g) commune de Koerich, section A de Koerich : 1087/3890, 1130/4226 (partie), 167/3015, 167/3953 (partie), 168/3955, 17/3013.

2° Zone de protection rapprochée :

a) commune de Habscht, section HA de Hobscheid : 1280/4297 (partie), 1281 (partie)

b) commune de Habscht, section SB de Roodt : 1/505, 2/327, 242, 243, 245, 246/455, 247/515 (partie), 248, 249, 250, 251, 284/57, 285, 3 (partie), 3/2, 30/162, 30/163, 30/164, 30/165, 31, 32 (partie), 33, 34, 35/762, 4/298, 4/299, 40 (partie), , , 43/761 (partie), 41/799

c) commune de Habscht, section SC de Septfontaines : 1502/3298, 1502/3300, 1506/3238, 1513/2925, 1513/3024, 1528/3340, 1530/3027 (partie), 825/3173, 825/3271, 827/1960, 829, 830/1961, 830/1962, 830/1963, 831/1964, 832/1810, 833, 834, 834/784, 836/1965, 836/1966, 836/1967, 837/1316, 837/1317, 837/1318, 838/1319, 838/1321, 838/3174 (partie), 838/3175, 839, 842 (partie), 843 (partie), 849, 896/3435, 896/3436 (partie)

d) commune de Helperknapp, section TE de Bour : 1509/124, 1511/2297, 1513/1546

e) commune de Kehlen, section A de Kehlen : 1021/1799, 1021/5174, 1032/773, 1032/774, 1033 (partie), 1033/450, 1036/453, 1037/5175, 1038/457, 1038/458, 1039 (partie), 1040, 1041/3310, 1043/3311, 1045, 1046/5270, 1050 (partie), 1053/3112, 1064/4611, 1065/4612, 1066/4615, 1067/4616, 1068/2, 1069/4619, 1069/5388, 1070/4620, 1071/4621, 1072/4622, 1072/4623, 1072/4624, 1074/4976, 1077/4977, 1078/3848, 1079/3849, 1080/3850, 1080/3851, 1081/3852, 1082/3853, 1082/3854, 1084/3856, 1085/3857, 1085/3858, 1085/5873, 1086/3861, 1086/3862, 1086/5874, 1087/3863, 1087/3864, 1088/3865, 1088/3866, 1089/3867, 1089/3868, 1090/3869, 1090/3870, 1092/3871, 1092/3872, 1093/3873, 1093/3874, 1094/3875, 1094/3876, 1095/3877, 1095/3878, 1096/3879, 1096/3880, 1098/3881, 1098/3882, 1098/3883, 1098/3884, 1100/3885, 1100/3886, 1100/3887, 1100/3888, 1101/3889, 1101/3890, 1102/3891, 1102/3892, 1103/3893, 1103/3894, 1104/3895, 1104/3896, 1104/5389, 1106/3897, 1106/3898, 1107/3899, 1107/3900, 1107/3901, 1107/3902, 1108/3903, 1108/3904, 1109/3905, 1109/3906, 1110/3907, 1110/3908, 1110/3909, 1110/3910, 1110/3911, 1110/3912, 1110/3913, 1110/3914, 1110/5, 1110/6, 1111 (partie), 1112 (partie), 1113 (partie), 1114/2639, 1114/2640, 1115, 1117/5210, 1119/5357, 1119/5358, 1120/789, 1120/790, 1121/3916, 1121/3917, 1122/1574, 1125/3918, 1125/3919, 1126 (partie), 1129/3920, 1129/3921, 1133/5023, 1136/5301,

1138/2141, 1138/2999, 1142/6021, 1143/5925, 1144/5926, 1144/5927, 1145/798, 1146/2434, 1146/2436, 1146/5928, 1147/5929, 1151/5930, 1156/5932, 1159/3396, 1160/3397, 1190/1951, 1190/1952, 1191/1953, 1191/3943, 1192/3944, 1193/3945, 1194/3946, 1194/3947, 1194/3948, 1195/5157, 1196/2, 1197/3949, 1198/3950, 1200/5158, 1201/3953, 1203/3954, 1203/5392, 1203/846, 1204/847, 1206/5941, 1207/851, 1208/853, 1210/5942, 1212/5159, 1213, 1214, 1217/464, 1217/465, 1217/4829, 1217/4830, 1219/3365, 1219/407, 1219/408, 1221/3366, 1226/3206, 1226/3207, 1226/3208, 1229/3209, 1230/3210, 1231/2094

f) commune de Kehlen, section C de Nospelt : 1000/2126, 1001/1333, 1001/1334, 1001/2026, 1001/2027, 1002 (partie), 1003/1087, 1003/1088, 1004 (partie), 1012 (partie), 1012/2206, 1012/2207, 1013/1637, 1013/1638, 1013/2, 1013/3, 1015/1089, 1016/1090, 1016/1091, 1017/1430, 1017/1431, 1023/1547, 1027, 1028/1552, 1028/2082, 1029/3780 (partie), 1031 (partie), 1032 (partie), 1033 (partie), 1034, 1035, 1036/1871, 1038/3373, 1040/3374, 1040/3375, 1041/2772, 1042/2773, 1043/2774, 1045/2775, 1045/2776, 1046/2777, 1047/2778, 1047/2779 (partie), 1047/2780, 1048/2781, 1048/2782, 1050/3401, 1050/3402, 1050/3403, 1050/3404, 1052/2784, 1052/2785, 1053/2786, 1053/2787, 1054/2788, 1054/2789, 1055/2790, 1055/2791, 1057/811, 1057/812, 1058/813, 1058/814, 1059 (partie), 1060/2792, 1060/2793, 1060/2794, 1081/3632, 1082/2806 (partie), 1083/2807, 1084/2808, 1085/2809, 1085/2810, 1085/2811, 1085/4, 1086, 1087, 1088, 1089/714, 1091/1098, 1092, 1102 (partie), 1105, 1106 (partie), 1107 (partie), 1108, 1109, 1109/2, 1110 (partie), 1111 (partie), 1112 (partie), 1122/2816 (partie), 1122/3876, 1129/1103, 1296, 1297 (partie), 1298/187, 1298/188, 1299/189, 1300/1344, 1301 (partie), 1302/1653, 1304/3645, 1306/2920, 1363/2974, 1363/2975, 1363/2976, 1364/2977, 1366/2978, 1366/2979, 1367/2980, 1368/2981, 1369/2982, 1370/2983, 1372/3986, 1372/3987, 1373/2986, 1373/3, 1374/2987, 1375/2988, 1376/2989, 1377/2990, 1377/3802, 1378, 1379, 1380 (partie), 1381 (partie), 1383/1133, 1383/1134, 1384, 1385, 1386, 1387/2265, 1387/2266, 1388, 1389, 1399/3466, 1401, 1402, 1404, 1405, 1406/1438, 1406/1439, 1407 (partie), 1407/2, 1407/3, 1407/4, 1408/1137, 1410/3737, 1414/1138, 1418/1139, 1418/2, 1423/2188, 1423/3649, 1425/2189, 1428 (partie), 1431/1142, 1431/2, 1432, 1436/2302, 1438/3652, 1438/3654, 1439 (partie), 1439/2190, 1440/3803, 1443/3351, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448/3877, 1448/3878, 1448/3879, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468/1559, 1469/1560, 1469/1561, 1469/2, 1470/3539, 1470/3540, 1472/3379, 1472/3380, 1472/3381, 1473/3007, 1473/3010, 1474/3011, 1474/3014, 1477/2046, 1478/3022, 1479/3023, 1479/3695, 1479/3696, 1480/466, 1481, 1482/1824, 1482/467, 1483, 1487/3025, 1488/3026, 1489/3029, 1489/3030, 1489/3033, 1489/3034, 1490/3036, 1490/3037, 1490/3038, 1491/3039, 1492/3040, 1496/3511, 1496/3512, 1497/545, 1498/649, 1499/1147, 1499/1148, 1499/2, 1501/1149, 1501/1150, 1502/4304, 1502/4305, 1503/4306, 1505/3044, 1505/3045, 1505/3046, 1506/3047, 1508/3048, 1509/3049, 1510/3050, 1510/3051, 1511/3804, 1512/3052, 1513/3053, 1515/1875, 1515/3054, 1516/3055, 1556/325, 1556/326, 1557/2211, 1559/1569, 1559/1570, 1560/2057, 1560/2087, 1560/2088, 1560/2089, 1561/3113, 1563/3115, 1563/3415, 1563/3416, 1564, 1565/3116, 1566/3117, 1567/3118, 1568/3119, 1569/3121, 1570/3123, 907/1070, 911 (partie), 911/706, 911/707, 915 (partie), 916 (partie), 917 (partie), 919/2055, 920/2056, 921/2181, 921/427, 923/2694, 924/2695, 925/2696, 925/2697, 925/804, 939/2713, 939/2714 (partie), 940/2758, 940/2759, 941/1327, 941/1328, 941/1541, 941/1542, 941/1543, 941/2205,

941/2293, 941/3436, 941/6, 941/9, 942 (partie), 943 (partie), 944/2715, 946/2716, 946/2717, 947/2718, 947/2719, 948/2720, 948/2721, 949/2722, 949/2723, 949/2724, 950/2725, 951/2726, 951/2727, 952/3681, 952/3682, 953 (partie), 954/2728, 955/2729, 956/2081, 956/2730, 971, 972/1076, 973 (partie), 973/2 (partie), 974/2762, 976/2763, 977/2764, 978/2765, 978/2766, 979/2767, 981/2768, 982/3400, 983/2367, 984/2368, 984/2369, 985/1967, 985/1968, 986/1077, 986/1078, 987, 989/1866, 989/1867, 989/1868, 991/1750, 991/1751, 992 (partie), 993 (partie), 994/2256, 994/2257, 994/2258, 994/2259, 994/2260, 994/2261, 996/1651, 996/1652, 996/2262, 997/1086, 997/3, 997/760, 998 (partie), 999

g) commune de Kehlen, section D de Dondelange : 104/100, 105/336, 105/337, 106/338, 107/339, 108/341, 108/342, 108/343, 132/564 (partie), 138, 139/356, 139/357, 139/358, 140/108, 140/114, 140/40, 140/462, 140/600, 140/601, 140/602, 140/613, 142/621, 142/629, 142/630, 143/631, 143/632, 149/571, 149/572, 155/573, 158/517, 158/518, 158/722, 158/723, 160/308, 163, 164 (partie)

h) commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt : 1291/697, 1291/698, 1292, 1294/1075, 1294/1076, 1294/1077, 1295/923, 1295/924, 1296/497, 1296/498, 1297/2150, 1297/2151, 1297/775, 1297/776, 1298 (partie), 1299, 1300 (partie), 1301 (partie), 1302, 1303, 1304/779, 1304/780, 1304/781, 1304/782, 1304/783, 1305, 1306/1110, 1306/2, 1307, 1307/1112, 1307/1113, 1307/1114, 1307/1115, 1307/1116, 1307/1117, 876/1099, 893 (partie), 894/2253 (partie), 896/1134, 896/1705, 901 (partie), 902 (partie), 903/2030, 904 (partie), 906/876, 906/877, 907/2138, 911 (partie), 912, 913 (partie), 914

i) commune de Koerich, section A de Koerich : 1018/3132, 1018/3133, 1018/3134, 1020/2895, 1021/3139, 1022/2948, 1022/3137, 1022/3138, 1023/4183, 1054/1331, 1055/3141, 1059/2606, 1060/3142, 1060/3143, 1060/4161, 1061/3146, 1061/3587, 1061/3588, 1061/4162, 1066/4163, 1067, 1068/1802, 1068/1803, 1069/1971, 1069/1972, 1070 (partie), 1074, 1081/3407, 1082/2729, 1083/2358, 1083/2359, 1083/3408, 1088/3889, 1091/3409, 1091/3410, 1091/3411, 1092/2363, 1105/1060, 1105/1061, 1105/2954, 1105/4203, 1105/4204, 1110 (partie), 1110/2, 1111 (partie), 1111/2, 1112 (partie), 1113 (partie), 1114/1073, 1114/1074, 1114/1075, 1117, 1118/2609, 1120, 1121/1080, 1121/1521, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126 (partie), 1127/2537, 1127/2999, 1127/3000, 1128/1747, 1128/3001, 1128/3002, 1130/4226 (partie), 1131 (partie), 1132/2795, 1132/2796, 1132/2797, 1135/1081, 1135/1086, 1135/1344, 1135/2482, 1135/2912, 1206/1371, 1206/1372, 1207/1373, 1208/327, 1209/328, 139/1767, 139/1768, 139/1769, 142/364, 146/2259, 150/368, 154/3376, 154/3449, 154/3870, 154/5077, 154/5078, 154/5079, 156/3868, 156/3869, 157/1177, 158/1178, 158/1179, 158/2, 158/3, 159/1773, 159/1774, 160/1775, 160/1776, 161/43, 161/44, 162, 163/3787, 164 (partie), 167/3953 (partie), 167/3954, 169/3600 (partie), 17/2, 17/4022, 170/1180, 172/3837, 175/3601, 177/2, 177/2990, 178/3602, 180/2385, 180/2386, 180/784, 181/1949, 181/1950, 181/2734, 183/4176, 183/4205, 184/2761, 184/2762, 186/3788, 186/3789, 187/2402, 188/2577, 188/293, 189, 19 (partie), 190, 191/1580, 195/2776, 196/2137, 198/2593, 199, 200, 201/2903, 201/2904, 202/2283, 202/2284, 32 (partie), 549/4214, 549/4215, 549/4216, 549/4217, 549/4218, 549/4219, 549/5025, 549/5026, 549/5027, 549/5028 (partie), 550/1215, 550/1216, 550/5029, 550/664, 551/5017, 551/5018, 551/5019, 551/5020, 551/5021, 552/3917, 560/4045, 560/5080, 59, 60/2547, 61/1173, 62 (partie), 63, 66/1646,

66/1647, 67, 68/942, 68/943, 69, 70/2464, 70/772, 71, 966/3538, 969/4223, 969/4224, 969/4248, 969/4249, 969/4790, 969/4791, 969/4917, 969/4918, 973 (partie), 973/2 (partie), 974/1297, 974/1298, 975/1299, 975/1300, 976/2249, 977/2250, 978/3711, 979, 980, 983/3809 (partie), 984/3392 (partie), 985/4058, 985/4059, 987/2602

j) commune de Koerich, section B de Goebange : 44 (partie), 45, 46, 47 (partie), 53/1360, 54/1362, 54/1729, 54/1730

3° Zone de protection rapprochée avec vulnérabilité élevée :

a) commune de Habscht, section SB de Roodt : 247/515 (partie), 3 (partie)

b) commune de Kehlen, section C de Nospelt : 1026/1433, 1026/1869, 1026/1870, 1028/1553, 1028/2083, 1029/3780 (partie), 1030/2296, 1030/3782, 1033/2 (partie), 1033/3, 1033/4, 1419/3662, 1419/3738, 1421 (partie), 1422, 1422/2, 1422/2184, 1422/2185, 1423/3651, 909 (partie), 910/704, 910/705, 913/1910, 913/1911, 914/1900, 918 (partie)

c) commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt : 894/2253 (partie), 897 (partie), 898/1000, 898/999, 899, 900 (partie), 908, 909 (partie), 910, 921

d) commune de Koerich, section A de Koerich : 166/1673, 166/1674, 167/3953 (partie), 168/3956, 169/3600 (partie), 19 (partie), 29/2401, 983/3809 (partie), 984/3392 (partie)

4° Zone de protection éloignée:

a) commune de Habscht, section HA de Hobscheid : 1001, 1003/1881, 1004 (partie), 1005 (partie), 1008/3294, 1020/179, 1108/5063, 1111/5050, 1119/3104, 1120/5046, 1124/2852, 1124/2853, 1124/2854, 1125/3150, 1125/3151, 1125/613, 1125/614, 1126/1894, 1126/1895, 1126/1896, 1126/1897, 1126/1898, 1126/3821, 1126/3822, 1127/2855, 1128/3315, 1128/3391, 1129/2310, 1131 (partie), 1132/2856, 1133/3032, 1134 (partie), 1135/1604, 1135/2311, 1135/2312, 1136/1605, 1136/3532, 1137/1133, 1138/1460, 1138/1461, 1138/1462, 1140, 1140/2, 1141 (partie), 1141/2, 1142/2857, 1142/2858, 1143/2859, 1144/1, 1144/2, 1144/2860, 1146/1034, 1147, 1148, 1149 (partie), 1150/187, 1152/3758, 1153/1901, 1156 (partie), 1158/3392, 1159/3950, 1161/4664, 1161/4665, 1165/3246, 1165/4166, 1165/4167, 1165/5066, 1166, 1167/1607, 1167/1608, 1167/1609, 1173/3072, 1174/190, 1174/191, 1178/3759, 1181/4225, 1183/4226, 1188/4057, 1188/4059, 1189/4062, 1189/5047, 1189/5064, 1189/5065, 1198/4642, 1198/4643, 1199/5566, 1201, 1201/2, 1202/4490, 1203 (partie), 1204 (partie), 1206/4369, 1206/5551, 1207/4298, 1211/4093, 1212/5568, 1213/5569, 1214/1044, 1215, 1216/1045, 1218/4094, 1219 (partie), 1220/4600, 1220/4985, 1220/4986, 1220/4987, 1221/3193, 1222/4689, 1222/4768, 1223/4444,

1223/4445, 1223/4446, 1223/4447, 1224, 1225 (partie), 1226 (partie), 1227, 1229/3534, 1230 (partie), 1231/1046, 1233/2938, 1234/2743, 1236/3152, 1237/1051, 1237/3153, 1238/1052, 1239/3154, 1242/290, 1242/291, 1243, 1245/2939, 1245/2940, 1246, 1247 (partie), 1249/3226, 1251/2056, 1251/2057, 1252, 1253/1615, 1253/1616, 1253/3330, 1253/3331, 1255/2941, 1256, 1258/3535, 1259/1055, 1260/2059, 1260/3536, 1261/2060, 1262 (partie), 1266/4066, 1266/4067, 1267/3603, 1268/1059, 1270, 1271/3073, 1272, 1273 (partie), 1274, 1275/2340, 1276/4300, 1277 (partie), 1277/2, 1278/2342, 1278/2346, 1279/2347, 1282/3979, 1282/3980, 1283/3981, 1285/1623, 1285/1624, 1285/1914, 1286/2, 1286/4095, 1286/4096, 1287/3053, 1288, 1289/1061, 1289/194, 1290/4246, 1292/1066, 1294/4247, 1297/3641, 1298/1071, 1298/1072, 1298/1073, 1298/1074, 1299/3506, 1300/1077, 1302/3248, 1309/2948, 1310, 1311/1083, 1312/2777, 1313/3252, 1313/3253, 1314/3762, 1314/3763, 1315/3805, 1315/3806, 1317, 1318/3295, 1319, 1321/1626, 1321/3571, 1321/4208, 1321/4209, 1322/3409, 1322/3410, 1323/1630, 1323/3930, 1325/526, 1325/527, 1325/528, 1326/1632, 1328/4380, 1328/4381, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333 (partie), 1334 (partie), 1335, 1336/2589, 1337 (partie), 1338, 1340, 1341 (partie), 1342, 1343, 1344/2207, 1344/2994, 1345/371, 1345/372, 1346/294, 1346/295, 1347/2864, 1348, 1349/2952, 1349/2953, 1349/2954, 1350, 1351, 1351/2, 1352, 1353/3411, 1354/3507, 1354/3508, 1355, 1356/2778, 1356/2779, 1358/1091, 1359/3194, 1360/3195, 1361/3196, 1362/3197, 1366/2957, 1366/5555, 1369, 1370/2514, 1370/2515, 1371, 1372, 1373, 1374/2516, 1375/2517, 1376, 1377/2865, 1377/3020, 1379/1097, 1380 (partie), 1381 (partie), 1382/1098, 1383, 1386/1099, 1387/1100, 1389/3414, 1389/562, 1465/3931, 1466/1138, 1466/1139, 714/894, 780/3916, 783/3068, 784/274, 785/3324, 786, 787/3215, 787/3216, 787/3217, 787/3220, 787/3801, 787/3802, 787/3803, 787/3804, 790/90, 791 (partie), 791/2, 794 (partie), 795/3924, 796/2701, 797 (partie), 798/2, 798/2672, 798/2673, 799/1554, 799/1555, 799/4002, 800/4003, 801/1867, 801/4004, 801/4005, 802/4006, 802/4007, 803/11, 803/4008, 804 (partie), 805, 806/2334, 806/2336, 807/3744, 807/3745, 809/2827, 811/940, 813 (partie), 814 (partie), 815, 816, 841/2043, 841/2044, 842 (partie), 843/2198, 843/2199, 843/4755, 845/2502, 845/3948, 846, 847, 847/2, 848/3748, 849/3749, 850/2565, 851/1800, 852/739, 852/740, 852/741, 853, 854, 855, 856, 857/3313, 859/951, 860, 861/952, 862, 863/2702, 863/2703, 864/953, 866/1, 869/1564, 869/1565, 872/4245, 874 (partie), 876/958, 876/959, 878 (partie), 879/961, 880, 881/4009, 882/4010, 883/4011, 883/4012, 884/5468, 886/3843, 886/4758, 888/2133, 888/4759, 891/4310, 892/2135, 893 (partie), 893/2, 896/4311, 897 (partie), 903/1, 903/2 (partie), 904/4312, 906/1, 907/1, 908/2047, 911/2048, 912/2049, 913 (partie), 914/744, 914/979, 914/980, 915/981, 916/982, 917/2050, 917/2051, 919/1, 920/2903, 921/4953, 921/4954, 923/987, 924/518, 924/519, 924/520, 925/988, 926/989, 927/1, 927/2201, 927/2202, 927/3389, 930/4825, 930/4885, 931/4827, 931/4828, 932/287, 933 (partie), 934/1, 935/1, 935/2, 935/3, 937/1, 939/1, 939/2, 940/1, 941, 942/1576, 944/2737, 944/993, 945/3400, 945/3401, 946/4786, 946/4787, 947/5600, 947/5601, 947/5602, 947/5603, 947/5604, 947/5605, 947/5606, 947/5607, 947/5608, 947/5609, 949/5022, 949/5044, 949/5305, 950/5599, 951/2704, 951/5023, 951/5024, 951/5025, 951/5026, 951/5307, 952/3735, 952/5193, 952/5309, 953/2988, 955, 956, 957/4505, 957/5147, 957/5148, 958/5146, 961/3405, 961/4593, 965/4550, 965/4595, 965/4596, 969/4551, 971/4552, 971/4553, 974/4434, 974/4435, 974/4436, 974/4437, 974/4681, 974/4682, 974/5133, 974/5139, 974/5195, 974/5366, 974/5367, 974/5368, 974/5369, 974/5370, 974/5371, 974/5378,

974/5576, 974/5577, 974/5578, 983/4887, 984/3148, 984/607, 984/608, 985/3018, 992 (partie), 993 (partie), 994, 995/4959, 995/4961, 996/2829, 997/4788 ;

b) commune de Habscht, section SB de Roodt : 10/495, 11 (partie), 12, 13/350, 14/231, 14/232, 16 (partie), 17/697, 18, 19 (partie), 20 (partie), 21/160, 21/300, 21/301, 22, 23 (partie), 238/275, 239, 24/116, 240 (partie), 241/140, 241/141, 27/328, 27/7, 28/329, 28/330, 29/233, 29/236, 29/334, 45/360, 46/361, 49/362, 5 (partie), 50/557, 51/364, 52/365, 53/366, 54/367, 55/368, 56/369, 57/370, 57/371, 58/372, 59/13, 6 (partie), 61/373, 61/374, 61/507, 61/530, 61/531, 62/375, 63/376, 64, 65, 66/167, 67/168, 68/169, 7 (partie), 70 (partie), 71/170, 71/377, 71/378, 72, 73/379, 73/380, 74/381, 74/382, 75/383, 76/172, 76/173, 76/174, 76/175, 76/496, 76/497, 77/182, 77/386, 78/184, 79/185, 79/186, 8, 81/187, 83/156, 83/157, 43/798;

c) commune de Habscht, section SC de Septfontaines : 1499, 1500, 1530/3027 (partie), 1532/1996, 1533, 1534, 825/3092, 825/3270, 860/1500, 868/3089, 879/3053, 881/3054, 881/33, 881/34, 881/799, 882, 896/3436 (partie) ;

d) commune de Kehlen, section A de Kehlen : 1000/3842, 1001/3843, 1002/3368, 1003 (partie), 1004/2635, 1004/2636, 1004/769, 1010/5156, 1010/5269, 1011/2914, 1011/3807, 1011/3808, 1011/3809, 1011/3810, 1011/3811, 1011/3812, 1012/2546, 1012/2547, 1013/2970, 1016/3813, 1016/4909, 1019/3395, 1021/2637, 1021/2638, 1023/2362, 1023/2363, 1023/2364, 1023/2365, 1023/2366, 1023/2367, 1023/2368, 1028/1802, 1029/1947, 1029/1948, 1030 (partie), 1031 (partie), 1052/2917, 1053/3113, 1054 (partie), 1055, 1056, 1056/2, 1056/2971, 1057, 1058, 1059/1891, 1059/1892, 1061/3196, 1061/3197, 1063/4609, 1064/4610, 1065/4613, 1066/4614, 1067/4617, 1068, 1069/4618, 1084/5872, 1153/5931, 1161/5933, 1162/813, 1163/5934, 1163/814, 1164/817, 1166/5390, 1166/5935, 1166/6856, 1168/3940, 1169/1900, 1169/1901, 1169/1902, 1169/1903, 1184/5485, 1184/5938, 1185/6805, 1185/6806, 1187/5257, 1189/5940, 1189/6882, 1190, 1197/5391, 1220/3962, 1222/3367, 1223 (partie), 1231/2093, 1235/2095, 1235/2096, 1237 (partie), 1238/4638, 1240, 1241/2097, 1241/4729, 1242, 1244/2075, 1244/5014, 1246/3965, 1246/3966, 1247/3967, 1248/3968, 1248/4831, 1250/4832, 1252/3972, 1253/3973, 1253/5393, 1255/5302, 1257/3977, 1258/3978, 1259/3979, 1259/3980, 1260/3981, 1261/3982, 1262/3983, 1263/5058, 1263/5059, 1264/3987, 1264/3988, 1265/3989, 1265/6807, 1265/6808, 1266/3992, 1266/6810, 1267/3993, 1267/3994, 1268/3995, 1269/3996, 1271/4833, 1272/4834, 1273/5394, 1274/4000, 1274/6811, 1274/6812, 1276/5258, 1276/5259, 1277/4003, 1278/4004, 1279/4005, 1280/4751, 1281/4008, 1282/4009, 1283/4010, 1284/6815, 1284/6816, 1294/4013, 1294/6817, 1294/6818, 1295/4014, 1296/4015, 1296/6820, 1298/6822, 1298/6824, 1301/6826, 1301/6828, 1302/6830, 1305/6832, 1306/6834, 1306/6835, 1306/6836, 1306/6838, 1307/2551, 1307/2552, 1308/6839, 1308/6840, 1309/4597, 1309/4598, 1309/4599, 1310/4639, 1310/4640, 1311/4601, 1311/4602, 1312/1965, 1312/1966, 1313/1173, 1313/1174, 1313/1175, 1313/1176, 1313/1336, 1313/1338, 1313/4856, 1313/4857, 1328/2877, 1328/3000, 1495/4090, 1495/6310, 1495/6311, 1496/6308, 1496/6309, 1497/4093, 1498/4094, 1500/5015, 1512/4106, 1517/6307, 890, 891, 916/3453, 917/1946, 921/1554, 925/3392, 925/3393, 926/122, 926/123, 928/3345, 931/3800, 934/124, 934/125, 947/3456, 952/3815, 955/3818, 956/3819, 958 (partie), 969/3830, 970/2, 973 (partie), 974, 977/765, 977/766, 978, 980/3831, 981/3832,

981/3833, 983/1272, 983/2671, 987/3187, 987/3189, 987/4711, 987/4712, 989/767, 989/768, 990, 992 (partie), 993 (partie), 994/3834, 995/3835, 995/3836, 995/3837, 995/3838, 995/3839, 996 (partie), 997, 998/3840, 999/3841, 999/5387 ;

e) commune de Kehlen, section C de Nospelt : 1005 (partie), 1006, 1007 (partie), 1010/3742, 1011/167, 1011/3743, 1019 (partie), 1019/2, 1020 (partie), 1021/1790, 1029/2760, 1029/3780 (partie), 1047/2779 (partie), 1050/3405, 1050/3406, 1061/3566, 1061/3567, 1062/3613, 1065/2, 1065/3, 1065/3607, 1066 (partie), 1067/1969, 1067/1970, 1067/2, 1067/3, 1067/4, 1068/2032, 1068/2033, 1068/3643, 1068/3644, 1069 (partie), 1070/3507, 1070/3508, 1071/1094, 1071/3407, 1071/3408, 1072 (partie), 1073 (partie), 1074/2174, 1075/2175, 1076 (partie), 1076/2350, 1077/1792, 1077/2797, 1077/2798, 1077/2799, 1077/2800, 1078/2801, 1079/2802, 1080/2803, 1082/2806 (partie), 1089/715, 1093/2176, 1095, 1096, 1097/2177, 1097/2178, 1098/2208, 1102 (partie), 1103/1099, 1104/1100, 1113 (partie), 1114, 1114/2, 1114/3, 1122/2816 (partie), 1125/2298, 1125/2820, 1126/2821, 1128/817, 1129/2822, 1130/2823, 1131/639, 1131/640, 1132, 1133, 1133/2, 1134 (partie), 1134/575, 1135/3678, 1136/3679, 1138/2263, 1141 (partie), 1143/4331, 1149 (partie), 1151/4332, 1155, 1156 (partie), 1158, 1160/4822, 1161/3615, 1162/4823, 1167, 1168, 1169 (partie), 1170 (partie), 1171/641, 1171/642, 1172 (partie), 1173/2824, 1178/2828, 1179/2231, 1181/2829, 1181/2830, 1181/3616, 1182/2832, 1183/2833, 1183/2835, 1183/2836, 1183/3409, 1183/3410, 1184/2837, 1184/2838, 1185/2839, 1186/3509, 1186/3510, 1187/2841, 1188/2842, 1188/2843, 1189/2844, 1189/2845, 1204/4825, 1206/2855, 1206/3798, 1206/643, 1207/4824, 1208/2857, 1209/2858, 1211/2859, 1211/2860, 1211/2861, 1212/2862, 1213/2867, 1214/2868, 1215/2869, 1216/2870, 1217/2871, 1219/2872, 1222/2873, 1226/3617, 1226/3618, 1227/2875, 1227/2877, 1230/1112, 1230/2878, 1230/2879, 1231/2880, 1231/2881, 1232/184, 1232/185, 1234/2882, 1235/2883, 1235/2884, 1235/2885, 1236/2887, 1236/3411, 1236/3412, 1236/769, 1237/2888, 1238/297, 1239/2889, 1239/2890, 1239/822, 1241/2891, 1242/2892, 1243/302, 1245, 1246/2896, 1247/2893, 1247/2895, 1247/3668, 1247/3669, 1249/2897, 1252/2898, 1253/3413, 1253/3414, 1255/2899, 1256/2900, 1256/2901, 1257, 1258, 1259/2902, 1261/2903, 1261/2904, 1262 (partie), 1264/2907, 1264/2908, 1264/3462, 1266, 1267 (partie), 1268 (partie), 1269 (partie), 1271/2909, 1272/2910, 1275/2911, 1277/2912, 1277/2913, 1278/2914, 1279/2915, 1281/2916, 1282/2917, 1283 (partie), 1284 (partie), 1285, 1286, 1288/1972, 1288/1973, 1288/1974, 1288/1975, 1290, 1291, 1292/2127, 1293/1123, 1294, 1295, 1302/1654, 1302/1655, 1303/2918, 1304/3646, 1308/2921, 1308/2922, 1308/2923, 1309/2924, 1310/2925, 1310/2926, 1311/2927, 1311/2928, 1312/1127, 1312/2929, 1313, 1313/2, 1314, 1315/2182, 1316/2183, 1317/2353, 1317/2354, 1317/3619, 1317/3620, 1317/893, 1318/2930, 1319/2931, 1320/2932, 1321/2933, 1322/2934, 1323/3647, 1323/3648, 1324/2936, 1324/2937, 1325/2938, 1326/2939, 1326/2940, 1327/2941, 1328/2942, 1329/2, 1329/2943, 1330/1908, 1331/2209, 1332/2038, 1332/446, 1333/1129, 1333/3, 1334/894, 1335/2944, 1336/2945, 1337/2946, 1338/2947, 1339/2948, 1341/2949, 1341/2950, 1341/2951, 1342/2952, 1342/2953, 1343/3799, 1344/2954, 1345/2955, 1346/2956, 1346/463, 1347/4636, 1347/4637, 1348/2959, 1348/2960, 1349/2961, 1350/2962, 1350/2963, 1351/2964, 1352/2965, 1352/2966, 1353/3800, 1354/3801, 1355/2967, 1357/2968, 1358/2969, 1359/2970, 1360/2971, 1361/2972, 1370/2984, 1390/2991, 1391/2992, 1393/2993,

1394/2994, 1396/2, 1396/2995, 1397, 1451, 1452/2998, 1452/2999, 1453/3000, 1454/3001, 1454/3002, 1456/4319, 1456/4320, 1457, 1458, 1458/2, 1459, 1471/3377, 1471/3378, 1471/3467, 1471/3468, 1473/3008, 1473/3009, 1473/465, 1474/3012, 1474/3013, 1474/3015, 1474/3016, 1475/3017, 1475/3018, 1476/3019, 1476/3020, 1484/1708, 1484/1709, 1485/472, 1487/3621, 1489/3028, 1489/3031, 1489/3032, 1489/3035, 1494/3041, 1495/3043, 1517/2210, 1518, 1518/2, 1518/3, 1518/4, 1518/5, 1519/1710, 1519/1711, 1519/1712, 1520/3057, 1520/3058, 1520/3059, 1520/3590, 1521/3060, 1521/3061, 1521/3062, 1521/3063, 1521/3064, 1521/3065, 1521/3066, 1521/3805, 1522/587, 1522/588, 1523/3069, 1523/3070, 1523/3071, 1523/3072, 1523/3073, 1524/3074, 1524/3075, 1524/3077, 1524/3541, 1524/3542, 1524/3543, 1524/3544, 1526/3078, 1526/3079, 1528/3080, 1528/3081, 1529/3082, 1530/3083, 1531/3358, 1531/3359, 1532/3085, 1539/3093, 1540/3094, 1541/3095, 1541/3096, 1541/3097, 1542/3098, 1542/3099, 1543/3100, 1544/3101, 1545/3102, 1546/3103, 1547/3480, 1547/3481, 1549/3105, 1550/3106, 1551/3107, 1551/3108, 1552/3806, 1553/3109, 1554/3110, 1554/3591, 1570/3122, 1570/3124, 618/2522, 619/2523, 622/2524, 623/3627, 624/2528, 625/1948, 625/696, 625/697, 626, 627, 628/3528, 628/3529, 629/3530, 630, 631, 632/3793, 633/1018, 634, 635, 637/4315, 642/1524, 642/1525, 642/1526, 642/1527, 642/1528, 642/1529, 644/2539, 650/2541, 650/2542, 651/2543, 651/2544, 653/2545, 654/2546, 657/2549, 658/2550, 658/2551, 658/2552, 658/2553, 658/2554, 658/2558, 658/2559, 659/2560, 659/4316, 661/2561, 661/2562, 663/2563, 663/2564, 664/2565, 665/1631, 666/2011, 666/2204, 667/2566, 667/2567, 667/2568, 668/2569, 669/2570, 670/2074, 671/2075, 672, 690/4317, 812/2667, 873/2678, 874 (partie), 875, 876/2679, 876/2680, 877/2681, 878 (partie), 879 (partie), 880/2682, 881/2683, 885/2684, 886/2, 886/2051, 887/1318, 889/2685, 889/2686, 890/2687, 891/2688, 892/2689, 895/2690, 897/2691, 897/2692, 897/2693, 899/3631, 900 (partie), 901 (partie), 902 (partie), 903 (partie), 903/2 (partie), 904 (partie), 905/1068, 906/1069, 926, 926/1073, 926/2, 926/3, 926/4, 927/2 (partie), 927/2698, 927/3, 928/2699, 929/2700, 930, 932/2702, 933/2703, 934/2704, 934/2705, 934/2706, 934/2707, 935/2708, 935/2709, 938/3372, 939/2714 (partie), 959, 960/888, 961/1748, 961/1749, 962, 963/1332, 964, 965, 967/805, 967/806, 968, 969/2294, 969/2295, 970/3478, 970/3749, 970/3750, 970/808 ;

f) commune de Kehlen, section D de Dondelange : 130/20, 130/390, 130/391, 130/392, 130/393, 130/394, 130/395, 130/396, 130/397, 130/398, 130/399, 130/400, 130/401, 130/402, 130/403, 132/437, 132/438, 132/564 (partie), 132/565, 132/566 ;

g) commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt : 1001/1989, 1001/1990, 1001/1991, 1002/1992, 1003/1993, 1004/1994, 1004/1995, 1004/1996, 1004/1997, 1005/1998, 1006/1999, 1007/2000, 1008 (partie), 1009/1290, 1009/1291, 1009/1292, 1009/2 (partie), 1013/2860, 1016 (partie), 1017, 1019 (partie), 1020 (partie), 1020/2, 1020/3, 1021, 1022, 1023/1348, 1023/1349, 1024/1575, 1025/2113, 1025/2114, 1026/2111, 1026/2112, 1035/2115, 1035/2116, 1036/1578, 1037, 1037/2, 1037/3, 1038/1294, 1038/1295, 1041/2449, 1041/759, 1043/2450, 1046/2451, 1046/2452, 1048, 1049/2914, 1050/2913, 1054 (partie), 1056/3086, 1057/3087, 1058/2337, 1059 (partie), 1059/2, 1060/484, 1060/485, 1060/486, 1061/895, 1061/896, 1062/487, 1063/488, 1063/489, 1065/490, 1066 (partie), 1067/1383, 1067/1384, 1068/656, 1069 (partie), 1070 (partie), 1071, 1072 (partie), 1073/897, 1073/898, 1076/899, 1077/2, 1077/900, 1077/901,

1077/902, 1078/3364, 1078/3365, 1078/903, 1078/904, 1079 (partie), 1079/2, 1080, 1081, 1082, 1083/355, 1083/356, 1084/2405, 1085/1706, 1085/1707, 1086/1708, 1089/3331, 1089/3332, 1089/3408, 1089/3409, 1089/3410, 1090/162, 1090/2169, 1090/2170, 1090/39, 1091/1350, 1091/3, 1092/3107, 1093/3108, 1095/163, 1096/3333, 1096/3334, 1097/2724, 1097/3434, 1097/3435, 1097/3436, 1097/3437, 1098/2815, 1098/2816, 1099, 1101/2845, 1101/3016, 1101/3380, 1101/3381, 1103/2426, 1103/2427, 1104/2428, 1104/2600, 1104/3022, 1104/3023, 1104/3024, 1104/3028, 1104/3392, 1104/3393, 1104/3394, 1105/2812, 1105/2814, 1105/3039, 1105/3040, 1105/3041, 1105/3042, 1105/3043, 1106/3034, 1106/3036, 1107 (partie), 1108/2316, 1109/3373, 1109/3374, 1109/3375, 1113/3031, 1114/2538, 1114/3029, 1114/3030, 1120/2083, 1120/2084, 1121, 1122/2188, 1126/177, 1130/835, 1130/836, 1131/2381, 1136/3065, 1136/3133, 1138/2758, 1140/2761, 1140/2762, 1140/3104, 1140/3105, 1140/3177, 1140/3178, 1141/2571, 1141/3389, 1141/3390, 1142/3103, 1142/3106, 1148/3246, 1152/1586, 1152/1587, 1156/3411, 1158/2039, 1160/925, 1161/2042, 1161/2656, 1162/2764, 1164/1564, 1165/1565, 1166/1566, 1169/2766, 1169/3323, 1173/2768, 1176/3136, 1176/3196, 1177/3137, 1177/3138, 1177/3139, 1180/3122, 1180/3170, 1180/3171, 1180/3172, 1180/3173, 1180/3174, 1180/3175, 1180/3176, 1181/1441, 1181/3193, 1184/1443, 1185/1447, 1185/3125, 1188/3109, 1188/3111, 1189/2365, 1191/2366, 1191/2367, 1192, 1192/2, 1193/2453, 1193/2454, 1194/2455, 1195/2345, 1198/2346, 1200/2347, 1202, 1203 (partie), 1204 (partie), 1205, 1206, 1207/233, 1207/234, 1208, 1210, 1211, 1211/2, 1213/1608, 1213/2189, 1214/2190, 1215/1611, 1216, 1217, 1218 (partie), 1219/2304, 1220 (partie), 1221 (partie), 1222, 1223 (partie), 1223/2, 1225/675, 1226/3, 1227/2117, 1227/2118, 1227/3, 1228/2191, 1229/1385, 1229/1386, 1229/1387, 1229/1388, 1229/491, 1229/492, 1231/2192, 1232/2572, 1232/2573, 1233/2574, 1233/3045, 1234/2696, 1234/3, 1234/3046, 1234/465, 1234/466, 1235, 1236/467, 1236/468, 1239/2817, 1239/2818, 1239/2819, 1240/2730, 1240/3165, 1240/3166, 1240/3167, 1240/3168, 1240/3169, 1242/2953, 1242/2954, 1242/2965, 1242/2966, 1242/2967, 1242/2968, 1242/2969, 1242/2970, 1242/3056, 1242/3058, 1242/3059, 1242/3088, 1242/3356, 1243/3060, 1243/3264, 1243/3265, 1243/3363, 1244/3063, 1244/3064, 1246/2349, 1247 (partie), 1248/1100, 1249/3048, 1249/3186, 1249/3187, 1249/3188, 1249/3189, 1249/3190, 1250/3191, 1256/2350, 1259/3211, 1261/906, 1261/907, 1261/908, 1265/909, 1266/1710, 1266/1711, 1266/765, 1266/767, 1266/768, 1267/1007, 1267/1008, 1267/1009, 1268 (partie), 1268/2, 1269/2043, 1269/493, 1271/1760, 1271/912, 1271/913, 1272/687, 1272/688, 1273 (partie), 1275/2351, 1277 (partie), 1278, 1280/769, 1280/770, 1280/771, 1281 (partie), 1282/2725, 1282/2726, 1283/2004, 1283/2005, 1284/2222, 1284/914, 1284/916, 1284/917, 1285/1402, 1285/1544, 1285/1545, 1285/2021, 1285/496, 1286/1321, 1286/80, 1287/1072, 1287/2165, 1288/2166, 1288/921, 1288/922, 1289/1712, 1289/1713, 232/2796, 233/2704, 235/2232, 235/2705, 235/2707, 235/2708, 235/2709, 236/2285, 236/3367, 236/3368, 236/3369, 236/3370, 236/3398, 236/3399, 236/3400, 236/3401, 237/2, 240/3337, 241/2727, 243/3151, 243/3152, 243/3336, 248/1887, 248/560, 311/2460, 314/2462, 314/2467, 314/2468, 314/2469, 314/2470, 314/2471, 314/2472, 314/2473, 314/2474, 314/2475, 314/2476, 314/2477, 314/2478, 314/2479, 314/2481, 314/2482, 314/2483, 314/2484, 314/2485, 314/2486, 314/2490, 314/2583, 314/2584, 314/2640, 314/2642, 314/2643, 314/2644, 314/294, 314/3119, 314/3120, 314/3121, 314/3402, 314/3403, 314/3404, 314/3405, 314/3406, 314/3407, 317/2491, 317/2492, 317/2493, 317/2494, 317/2645, 317/2646, 317/3266, 318/2614, 318/2615, 318/2616,

318/2617, 318/2618, 318/2619, 318/2620, 318/2621, 318/2622, 318/2623, 318/2624, 318/2625, 318/2626, 318/2627, 318/2628, 318/3154, 318/3155, 319/2031, 319/2032, 320/1553, 320/3157, 320/3158, 320/3160, 320/3162, 321/1554, 322/1505, 322/3, 323 (partie), 324, 325, 326 (partie), 327/707, 328/708, 329, 331, 333/987, 334/2303, 338/809, 339/1333, 339/1334, 339/1335, 339/1336, 339/1337, 340/3372, 341/2498, 341/2866, 341/2868, 341/3423, 341/3424, 341/3425, 341/3426, 341/3427, 341/3428, 341/3429, 341/3430, 341/3431, 341/3432, 341/3433, 343/2871, 344/2870, 344/3384, 344/3385, 344/3386, 345/2154, 345/2155, 348/1643, 349/1644, 350/2064, 351/1022, 351/1023, 351/2823, 352/2800, 353/2122, 353/2799, 354/1488, 354/3354, 354/3355, 356/3308, 357/3309, 358/1495, 359/1494, 362/2891, 364/2893, 364/3271, 364/3272, 365/2894, 368/2895, 369/948, 369/949, 369/950, 370/2896, 370/3197, 370/581, 370/582, 372/190, 372/191, 372/2077, 372/6, 373/299, 373/300, 374, 375/2927, 375/2928, 375/2929, 375/2930, 375/2934, 375/2935, 375/3243, 375/3244, 375/3245, 378/2713, 378/2714, 378/2715, 378/2716, 378/2944, 379/3286, 379/3287, 379/3288, 379/3289, 380/2924, 380/2925, 380/2926, 380/2931, 380/2932, 380/3290, 381/2938, 381/2939, 381/3291, 382/2940, 382/2941, 382/2942, 383/2945, 383/2946, 383/2947, 384/2949, 384/2951, 385/1533, 385/2, 385/3, 385/3194, 385/3195, 386/1534, 386/1535, 387, 388, 389, 390, 391, 391/2317, 391/2318, 391/3, 392/1688, 393/2, 394/1269, 394/1270, 395/1531, 395/1532, 395/2205, 396, 397/425, 398/426, 399/1744, 401/1271, 401/14, 401/16, 401/17, 401/18, 401/19, 402, 403, 403/2, 404, 404/2, 405/2735, 405/2736, 408/2737, 408/3011, 408/3095, 408/3096, 409/2739, 409/2740, 411/2916, 411/2917, 411/2918, 411/2919, 411/2920, 411/2921, 411/2922, 411/2923, 413/2902, 413/2903, 413/2906, 413/2908, 413/3014, 413/3015, 413/3140, 413/3141, 413/3142, 413/3143, 415/3310, 415/3311, 415/3312, 415/3313, 416/2801, 416/2802, 416/2897, 416/2898, 417/3284, 417/3285, 417/3292, 417/3293, 418/2301, 419/143, 420/3206, 420/3228, 421/2501, 421/2502, 422/3146, 422/3147, 423/3148, 423/3149, 423/3150, 424/2553, 424/2554, 427/2555, 428, 429/2697, 429/3276, 429/3277, 430/2826, 430/2827, 430/2828, 430/2829, 430/3278, 430/3280, 430/3303, 431/2633, 432/1217, 432/2556, 433/2557, 504/16, 504/17, 504/20, 504/2012, 504/25, 504/3247, 505/10, 505/11, 505/12, 505/13, 505/14, 505/15, 505/16, 505/17, 505/19, 505/20, 505/2075, 505/21, 505/22, 505/23, 505/24, 505/25, 505/26, 505/3379, 505/386, 505/387, 505/431, 505/510, 505/511, 505/7, 505/861, 505/862, 505/9, 506, 506/2, 506/3, 506/4, 507, 507/2, 507/3, 507/4, 507/5, 507/512, 507/513, 719/3248, 720, 720/2, 720/2019, 722, 738/449, 738/450, 738/451, 741/3075, 748/2, 748/3073, 748/3074, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755/1028, 755/1029, 756, 756/2, 757, 758, 759/2960, 759/2962, 759/2963, 759/2964, 760/2957, 760/2959, 760/3217, 760/3218, 760/3219, 761/2, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769/1747, 772, 774/2506, 774/2720, 774/2721, 774/2722, 774/2971, 774/2972, 774/2973, 774/2974, 774/2975, 774/2976, 774/2977, 774/2978, 774/2979, 775, 776/452, 776/453, 776/454, 776/455, 776/456, 777/1378, 777/1379, 778, 779/1519, 780/2, 781, 782, 783/2107, 783/2108, 784, 785, 786/1562, 787/2, 788, 789, 790, 791 (partie), 792/718, 792/719, 793, 794 (partie), 795/1901, 795/1902, 795/1903, 795/1904, 796/1905, 798/1906, 798/2751, 798/2753, 798/2911, 798/2912, 798/3183, 798/3184, 800/1064, 801/1065, 802/2754, 802/2755, 802/2756, 802/2998, 802/2999, 802/3000, 804 (partie), 807/2980, 807/2982, 807/2983, 807/2984, 807/3090, 807/3091, 809/2985, 811/2682, 812, 813/2524, 814/2986, 814/2987, 814/2988, 814/2989, 814/2990, 814/2991, 814/2992, 814/2993, 814/2994, 814/2995, 818/2996, 818/2997, 818/3001, 818/3002, 818/3003, 818/3004, 818/3005, 818/3006, 818/3007,

818/3008, 818/3009, 818/3010, 819/1912, 820/1913, 821/1914, 822/1920, 822/3179, 822/3180, 823/1921, 824/1922, 825/1923, 826/1924, 827/1915, 827/2377, 828/1916, 828/1918, 828/3181, 828/3182, 829/2386, 830/2387, 831, 832/3054, 832/3163, 832/3164, 834/2594, 835/2595, 835/2597, 835/3052, 835/3053, 836/3050, 836/3412, 836/3413, 836/3414, 842/3207, 846/1926, 846/1927, 846/1928, 847/1929, 848/1930, 849/1931, 850/1932, 851/1933, 852/1934, 854/2037, 855/1939, 855/1940, 856/1937, 856/1938, 856/1941, 856/1942, 858/1943, 859/1944, 860/1945, 861, 862/3208, 864/3209, 864/3210, 866, 868 (partie), 870/1091, 870/1092, 870/1093, 870/1094, 870/1095, 870/1096, 871, 872/394, 873/1130, 873/1131, 873/1132, 873/1133, 876/1097, 876/1098, 877/873, 877/874, 877/875, 878 (partie), 878/2, 878/3, 879 (partie), 879/4, 879/645, 879/646, 879/647, 880/1315, 881/1614, 881/1615, 881/735, 881/737, 881/738, 883 (partie), 884, 885, 886, 887, 888/648, 889/649, 889/650, 890/1616, 890/1617, 890/998, 892/739, 892/740, 892/741, 892/742, 915 (partie), 916 (partie), 917 (partie), 918 (partie), 919, 922/651, 923/1757, 924, 926/652, 927, 927/2 (partie), 928/1658, 929/1659, 932/395, 932/396, 933 (partie), 934, 935, 936, 937/1397, 937/1398, 937/1399, 937/749, 938 (partie), 939 (partie), 941/2020, 943/878, 944/1522, 945/881, 946/882, 947/883, 949/1542, 949/884, 950/1543, 951/1547, 953/1381, 953/1382, 953/1548, 953/1549, 954, 955/2053, 955/2054, 956/2055, 956/2056, 957, 958 (partie), 958/2531, 958/2532, 958/5, 959/2533, 959/3220, 959/3221, 961/2025, 961/2026, 962/2312, 964/3223, 966/3222, 967/1950, 968/1951, 970/1952, 971/1953, 972/1954, 972/1955, 973/1956, 974/1957, 975/1958, 976/2378, 977/1959, 977/1960, 977/1961, 977/2379, 978/1962, 978/1963, 979/1964, 980/1965, 981/1966, 982/1967, 984/1968, 984/1969, 984/1970, 985/1971, 986/1972, 987/1973, 987/2380, 988/1002, 988/1974, 988/1975, 989/1976, 990/1977, 991/1978, 992/1979, 993/1980, 993/1981, 994/1411, 995/1285, 996/1983, 996/1984, 997/1985, 998/1986, 999/1987, 999/1988 ;

h) commune de Koerich, section A de Koerich : 10 (partie), 100/3253, 1000/1796, 1000/2702, 1001/2, 1002 (partie), 1003 (partie), 1004 (partie), 1005 (partie), 1006/1800, 1006/1801, 1007 (partie), 1008 (partie), 1009, 1009/2 (partie), 1009/3, 101/1860, 101/1861, 101/2, 101/3, 1010, 1011, 1012 (partie), 1013, 1014, 1015/1969, 1015/1970, 1016 (partie), 1016/2163, 1025/2456, 1025/4184, 1026/2868, 1027/2869, 1028, 1029/2703, 1030 (partie), 1030/14, 1030/15, 1031 (partie), 1032 (partie), 1033 (partie), 1033/2 (partie), 1034/3086, 1034/3087, 1035/4201, 1037/4202, 1038/2413, 1039 (partie), 1040/2480, 1040/2481, 1041/2682, 1041/2683, 1042, 1044/2793, 1044/2794, 1045/1329, 1046/1330, 1047, 1048/746, 1049/2, 1049/74, 1049/75, 1050 (partie), 1051, 1051/2, 1052/3401, 1052/3402, 1052/3403, 1052/3404, 1052/3405, 1052/3482, 1052/3483, 1057/3422, 1057/3423, 1057/3424, 1057/3433, 1057/3434, 1057/3435, 1057/3436, 1072/2352, 1073 (partie), 1075, 1076 (partie), 1076/2, 1077, 1078/2354, 1079 (partie), 1079/1338, 1079/1339, 1092/1030, 1092/1031, 1093/2364, 1093/2365, 1093/2366, 1093/2367, 1093/2368, 1093/2911, 1094/1039, 1094/1040, 1094/1041, 1094/1042, 1094/1043, 1094/1044, 1094/1045, 1094/1046, 1094/1049, 1094/1050, 1094/1051, 1094/1052, 1094/1517, 1095/1053, 1095/1054, 1095/1055, 1095/1056, 1095/2950, 1095/2951, 1096/847, 1096/848, 1098, 11 (partie), 11/2, 1100/3484, 1102/2952, 1102/3485, 1105/1066, 1105/1067, 1105/1068, 1105/2953, 1106 (partie), 1106/2, 1107/2504, 1108/2414, 1108/2415, 1108/2505, 1136/2913, 1137/1101, 1137/1102, 1137/1103, 1137/1104, 1137/1115, 1137/1116, 1137/1122, 1137/1123,

1137/2484, 1137/2914, 1137/2915, 1137/2916, 1137/4164, 1137/4165, 1138, 1138/2798, 1138/850, 1140/4166, 1143/4485, 1144, 1145/1353, 1145/3849, 1147/2, 1148/4486, 1149/3361, 1149/3592, 1149/3593, 1151, 1151/2, 1152/3362, 1153/3810, 1158/4487, 1159/2870, 1160/4488, 1162/2840, 1163, 1164, 1165, 1166/1355, 1167/1652, 1167/1653, 1168/856, 1168/857, 1169 (partie), 1169/2568, 1170 (partie), 1171, 1172 (partie), 1172/2, 1173/1356, 1173/1357, 1174/1359, 1174/1973, 1174/1974, 1175/1360, 1175/3280, 1176, 1176/2, 1176/3, 1177, 1178/1363, 1179/1364, 1179/1365, 1180/1366, 1181/2485, 1181/2799, 1181/2800, 1181/2801, 1184/4398, 1185/749, 1186, 1187, 1189/1804, 1189/1805, 1191/3157, 1191/3158, 1191/3363, 1193/858, 1193/859, 1194/1975, 1194/2743, 1195/2655, 1196/3029, 1196/3030, 1197/1367, 1197/1368, 1197/860, 1199/2265, 1200/3243, 1203/3573, 1205/2871, 1205/3811, 1217/4227, 1217/4228, 1218 (partie), 1219 (partie), 1220 (partie), 1221 (partie), 1222/3281, 1224/3364, 1224/3415, 1224/3416, 1225 (partie), 1225/2, 1225/3, 1226 (partie), 1227/2656, 1228, 1229/3763, 1229/3764, 1229/6, 1229/865, 1230 (partie), 1231, 1232, 1233, 1234, 1235/2308, 1236, 1236/2, 1237 (partie), 1238, 1240/4399, 1240/4400, 1241/340, 1241/341, 1242/1806, 1242/1807, 1243/2252, 1243/2253, 1243/2486, 1244/2099, 1244/2612, 1245/3282, 1246/3283, 1247/3284, 1248/1380, 1248/2528, 125/358, 1250/1383, 1250/2, 1251/2983, 1251/2984, 1252/2457, 1253/3850, 1253/868, 1253/869, 1254, 1255/1808, 1255/1809, 1257/1384, 1257/1385, 1258/3486, 1258/3487, 1259, 126, 1260/567, 1261/2100, 1261/2101, 1262/754, 1262/755, 1264, 1265, 1266/2996, 1267 (partie), 1268 (partie), 1269 (partie), 127/2, 127/779, 127/780, 1270/2, 1270/870, 1270/871, 1271, 1272/955, 1273/956, 1274/2985, 1275/2309, 1276/872, 1277/873, 1278/2805, 1278/2806, 128, 1280/2220, 1280/2221, 1281/1810, 1281/1811, 1282, 1283 (partie), 1283/2873, 1284 (partie), 1285/3108, 1286/2897, 1289/3329, 129, 1290/3330, 1291/3331, 1292/3332, 1293/3333, 1294/3334, 1294/957, 1295/3335, 1295/3336, 1296/3337, 1297 (partie), 1297/2, 1298 (partie), 1299/2488, 130, 1300 (partie), 1301/2971, 1303/77, 1303/78, 1304/3109, 1305/3110, 1306/3111, 1306/3112, 1309/3114, 1309/3209, 1309/3210, 131/3529, 1310/3115, 1311/3116, 1312/3117, 1314/3118, 1315/3119, 1317/3120, 1318/3121, 1318/3122, 1319/3123, 1320/227, 1320/228, 1320/229, 1321/2919, 1321/2920, 1322/226, 1323/230, 1324/233, 1324/234, 1325/3245, 1325/959, 1325/960, 1325/963, 1326/237, 1327/238, 1328/239, 1329/240, 133, 133/781, 133/782, 1330/241, 1330/3124, 1331/3125, 1332/3, 1332/3004, 1332/3005, 1333 (partie), 1334 (partie), 1334/2, 1335/2843, 1337 (partie), 1338/1128, 1338/1129, 1339/1131, 1339/3338, 134/1765, 134/1766, 1340/3339, 1340/3340, 1341 (partie), 1342/3341, 1343/2228, 1343/2229, 1343/2230, 1343/3342, 1345, 1346/3343, 1346/457, 1346/458, 1346/460, 135, 1350/3594, 1352/2231, 1352/3344, 1354/3595, 1356/3540, 1357/3347, 1357/3348, 1358/3349, 1358/3350, 136/2926, 1360/3351, 1363/3352, 1364/3353, 1365/3354, 1366/3355, 1368/3887, 1369/3888, 137/359, 1371/3707, 1372/471, 1373/472, 1374/568, 1375/475, 1380/3614, 1381/3596, 1388/1815, 1388/1816, 1388/1817, 1388/2392, 1388/3551, 1390/2571, 1391, 1394/4401, 1397/4402, 1398/2584, 1398/624, 1399/1391, 1399/2134, 1399/2135, 1399/965, 14/3661, 140/1770, 140/1771, 140/1772, 1401/251, 1401/252, 1401/253, 1402/255, 1403/254, 1404/256, 1406/3738, 1407 (partie), 141/363, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417/2311, 1417/2312, 1418/21, 1418/22, 1418/23, 1418/24, 1419, 1420/2166, 1420/2167, 1421 (partie), 1422/2753, 1423, 1423/2, 1424/1821, 1424/1825, 1425/2585, 1425/2586, 1425/2587, 1426, 1427, 1428 (partie), 1429/3418, 1429/3419, 1430, 1431, 1432/1135, 1432/1136, 1433/1142, 1433/1146,

1433/1155, 1433/2613, 1433/2614, 1438, 1439 (partie), 1440/3032, 1440/3739, 1441/3246, 1441/966, 1442/1826, 1442/1827, 1442/1828, 1443/1829, 1443/1830, 1443/1831, 1443/1832, 1444/3368, 1444/3369, 145/2257, 145/2258, 1451/2102, 1451/2103, 1452/2104, 1452/3035, 1452/3036, 1453/2105, 1453/2106, 1454/2, 1454/497, 1454/699, 1454/700, 149/367, 153, 1602/3780, 1608/3615, 1610/1163, 1612, 1614/4552, 1616/3718, 1617/3505, 1617/3552, 1618/1848, 17/3776, 17/3777, 17/4023, 18/3666, 18/3667, 18/3836, 19 (partie), 192/370, 194/371, 197/528, 197/529, 198/2594, 198/2595, 2/4644, 20 (partie), 203, 203/2, 203/3, 204, 205, 206 (partie), 207/3299, 207/3300, 208/112, 208/375, 209/2000, 21 (partie), 215/4591, 215/4592, 215/4593, 216/4408, 216/4650, 217/4409, 218/4652, 218/4654, 22/1668, 22/1669, 23 (partie), 24, 25, 26, 26/2, 27, 28, 31/3724, 31/3725, 31/3726, 33/3598, 34/2075, 34/2076, 34/2077, 34/2079, 34/2080, 34/3443, 35, 36, 37/1477, 38/1479, 39/2634, 40/2635, 41/4536, 41/4537, 43/2, 43/3168, 45/1166, 46/1167, 46/1168, 46/2, 46/3, 47 (partie), 48, 49/2446, 50/2966, 545/4499, 546/4135, 547/4044, 548/4070, 548/4071, 548/4074, 548/4075, 548/4076, 548/4077, 548/4261, 549/5028 (partie), 551/4518, 551/4715, 551/4716, 551/4717, 551/4775, 551/4776, 551/4777, 551/4779, 551/4780, 551/4781, 551/4782, 56/2886, 58/2690, 58/2888, 585/4710, 585/4711, 73/2500, 73/2501, 73/580, 73/583, 74/3021, 75/3599, 76/3022, 77/287, 778/3947, 778/3948, 778/3997, 778/4155, 778/4453, 778/4454, 778/4510, 778/4511, 778/4512, 778/4513, 79/3023, 795/3503, 795/3504, 796/3321, 797 (partie), 799/2525, 80 (partie), 800, 800/2, 801/3322, 801/3323, 805/2448, 806/2449, 807/2450, 808/2, 810/2977, 811/2769, 813 (partie), 814 (partie), 815/3278, 817/2564, 817/2565, 819/2789, 822/3324, 825/3325, 83/2521, 830/3326, 831/1267, 833/3, 833/3327, 834/2831, 835, 836, 837/1736, 838/2679, 839/1270, 839/2860, 84/2522, 840, 842/2476, 843 (partie), 844, 845, 847/2292, 847/3155, 847/3156, 848/2861, 85 (partie), 850, 851, 852/2451, 853/2452, 854/3240, 855/603, 859/4392, 86 (partie), 861/4393, 864/3643, 866/1788, 866/2410, 866/3847, 867, 868 (partie), 869/441, 87 (partie), 87/521, 871/739, 872, 873/4548, 873/4549, 875/1628, 878/3674, 878/3883, 878/3884, 878/3886, 878/4831, 878/4832, 88/2383, 881/4616, 881/741, 882/3807, 882/3808, 882/3999, 882/4000, 882/4617, 883 (partie), 885/3652, 885/3677, 890/2864, 890/3024, 890/3026, 891/3525, 892/3526, 895/4158, 895/4320, 895/4357, 895/4358, 895/4359, 895/4360, 896/3861, 897/3862, 899/3863, 90/524, 901/5015, 901/5016, 903 (partie), 905/2455, 906/4001, 908/4003, 908/4179, 908/4180, 91/525, 91/526, 910/4004, 910/4005, 911/4006, 913/3950, 913/4007, 914/3388, 915/4008, 916/1793, 916/3164, 916/3184, 916/3185, 917/1967, 917/3186, 917/3279, 918 (partie), 918/3187, 919/3188, 920/3191, 922/4394, 922/4395, 924/1281, 924/1282, 924/1571, 924/4009, 924/4010, 924/4083, 924/4084, 924/4639, 924/4640, 924/4641, 924/4642, 924/4643, 93/527, 934/1631, 934/1632, 934/1633, 936/1745, 936/1746, 937/1507, 937/1508, 938 (partie), 939 (partie), 94/3298, 940/2097, 940/2098, 942 (partie), 943 (partie), 944, 945, 946/2791, 947/2792, 948, 949, 95, 950, 951, 952, 953 (partie), 954/2411, 954/2412, 954/843, 954/844, 954/951, 954/952, 955/3653, 956/4159, 958/3656, 958/3658, 958/3755, 958/3756, 958/4160, 96, 97 (partie), 98/2900, 987/3220, 987/3867, 987/4011, 99/775, 99/776, 990/3713, 991/1320, 991/1574, 992/4515, 992/4550, 992/4551, 993/2333, 993/3242, 995/2203, 995/2204, 996 (partie), 997/606, 997/607, 998 (partie), 998/2, 999/744, 999/745, 139/1767, 139/1768, 139/1769, 142/364, 146/2259, 150/368 ;

i) commune de Koerich, section B de Goeblange : 1, 10 (partie), 100/2250, 101/2252, 101/2664, 101/2665, 102/2253, 102/2254, 103/1612, 104/2255, 105/2256, 105/2257, 105/2258, 105/2259, 105/2260, 106/1470, 106/1471, 107, 108/682, 108/683, 109/2766, 11 (partie), 110/1, 110/2, 111/2261, 111/2262, 112 (partie), 113/2263, 114, 115, 116, 117/1786, 117/608, 119/1841, 12/2023, 12/2024, 12/2025, 12/2026, 120/1004, 120/1005, 120/1006, 120/1007, 120/1010, 120/1798, 120/2100, 120/2264, 120/2265, 121, 122, 123, 124, 126/2266, 126/2267, 127, 128/1474, 128/1475, 128/1677, 128/1678, 128/2268, 128/2269, 128/2271, 128/2272, 128/2273, 128/2274, 128/2277, 128/2634, 128/2635, 128/2742, 128/2743, 128/285, 128/286, 128/288, 129/2276, 129/290, 129/295, 13/2166, 13/3, 13/4, 13/522, 130/1262, 130/1263, 130/1264, 130/1265, 131/2278, 131/2279, 131/2280, 131/2281, 131/2282, 132/1501, 134/2811, 134/2812, 135/2813, 135/2814, 136/131, 137/3094, 139/2027, 139/2028, 139/2029, 14, 14/2, 14/2167, 14/524, 140/1200, 140/1201, 140/690, 140/691, 141/2500, 142/2501, 142/2502, 142/694, 143/1431, 143/2503, 143/2504, 143/2505, 143/2506, 144/2507, 144/2557, 145/2509, 145/2968, 145/2969, 146/1843, 146/2511, 146/2778, 146/2779, 148/3096, 149/2512, 15, 152/1204, 153/1209, 153/1733, 153/2592, 153/2593, 153/2594, 153/2650, 153/2651, 153/2652, 153/2653, 154/2222, 154/2223, 155/2595, 155/2596, 156/1019, 156/1020, 157/3225, 158/3226, 159/3227, 16 (partie), 160, 161/1613, 161/1614, 161/1615, 162/2283, 163/2284, 164/2780, 165/2287, 166/2288, 166/2289, 167/2290, 167/2291, 168/2292, 169/2293, 17/109, 170/2294, 170/2295, 171/2296, 172/2297, 173/2298, 174/2299, 175/2300, 176/2301, 176/2302, 177/1934, 178, 18/1594, 180/722, 181/1824, 181/1825, 184/2303, 184/2304, 185/2305, 186, 187/1502, 187/1503, 187/2306, 188/2307, 189/449, 191/2308, 191/3097, 192/2737, 193/2311, 194/2991, 194/2992, 2, 20 (partie), 201/1276, 201/1277, 202, 203/728, 203/729, 205/730, 205/731, 206 (partie), 208/1848, 209/1278, 209/1279, 209/1280, 21 (partie), 210, 211, 212/732, 217/3026, 218, 219/1616, 219/1617, 22/110, 22/111, 220/2767, 221, 222, 223/1383, 223/1384, 223/1385, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 23/112, 230, 231, 231/2834, 232/2835, 233, 234/2836, 234/2837, 235, 235/2, 236/2838, 237/3120, 238/3121, 239/2841, 239/2842, 24/2590, 240 (partie), 242/1693, 242/1694, 243/2357, 244/2358, 244/2513, 245/2359, 246/2769, 247/2516, 248/2517, 249/2518, 249/2519, 249/610, 25/1358, 25/1359, 251/2520, 252/2521, 253/2522, 253/2524, 254/2525, 255/2527, 256/2528, 256/2529, 256/3098, 257/2531, 257/2532, 258/2843, 259/2844, 259/2845, 259/2846, 26/117, 26/660, 26/661, 260/2847, 261, 264/2313, 264/2314, 265/2315, 266/2316, 267/2317, 268/2318, 268/2319, 268/2320, 269/2321, 27/118, 270/2322, 271/2323, 271/2324, 272/2325, 273/2326, 274/2327, 275/2328, 276/2329, 277/2330, 278/2331, 279/3099, 28/119, 281/3074, 288/2534, 288/2536, 288/2537, 29/2732, 29/2733, 290/1036, 290/3151, 294/3709, 294/3710, 3/1251, 3/1252, 3/1255, 3/1256, 3/1531, 3/1532, 30/2734, 302/3357, 302/3358, 315/3359, 32/1780, 322/2228, 322/2230, 323 (partie), 326 (partie), 327, 33/2558, 33/2559, 33/2560, 331/3102, 333/1736, 333/1737, 334/1738, 334/1739, 334/2781, 334/3076, 335/1764, 335/1765, 336/1766, 336/1767, 337, 338, 34/668, 34/669, 340/1781, 341/3608, 341/3609, 341/3610, 342/2816, 342/3606, 342/3607, 343/2819, 343/2820, 344/2821, 345/2822, 346/3055, 347/3056, 348/2827, 348/3011, 35/124, 35/1567, 35/1568, 351/3012, 352, 353, 354/754, 354/755, 355, 357/1820, 358/2, 359 (partie), 36/2193, 36/2194, 360, 361/1307, 361/1900, 362/756, 362/757, 363/1982, 364/613, 365/3605, 367/2850, 368/2849, 37, 371/2851, 371/3604, 374/3603, 377/2858, 378/3602, 38, 381/3601, 383, 384/2047, 384/2048, 385/2049, 386/2050, 387/2051, 387/2052,

388/2604, 39/3248, 39/3249, 39/3250, 39/3577, 39/3578, 390/2865, 391/2866, 392/2867, 392/2868, 393/2869, 4/1257, 40 (partie), 401/1520, 402/1521, 406/2103, 409, 41/1603, 41/1604, 41/2195, 410, 413/774, 414/2669, 414/2670, 417, 417/2, 418/2863, 419/1489, 419/2864, 42 (partie), 420, 421/1047, 421/1048, 421/1768, 422/2055, 423, 424/1935, 425/560, 425/561, 426, 426/2, 427, 43, 44 (partie), 478/628, 479, 48/1456, 480, 481, 482, 5 (partie), 50, 51/2561, 51/2562, 51/2806, 52, 52/2, 524/589, 525, 528/1438, 528/1439, 55, 56/989, 56/990, 58/1424, 58/1425, 58/1426, 58/672, 59/2099, 6 (partie), 60, 61, 62 (partie), 62/1674, 62/1675, 62/2762, 62/2763, 63/677, 64/425, 64/426, 65/427, 66/1791, 66/993, 67/1468, 67/1469, 68/1258, 68/1259, 69/1260, 69/1261, 69/431, 7 (partie), 70/2976, 72/2736, 72/2977, 73/528, 73/529, 74/436, 74/437, 75/438, 77/2807, 78/2808, 78/2809, 79/2810, 8/2632, 8/2633, 82 (partie), 83/1429, 83/3095, 84/678, 85/1762, 85/1785, 85/2243, 86/3071, 86/998, 86/999, 87 (partie), 88 (partie), 9, 90/2966, 90/2967, 92/1933, 92/2245, 92/3072, 93/2563, 93/2764, 93/2765, 95/1000, 95/1001, 95/531, 95/532, 96/2247, 96/2818, 97 (partie), 99/2248, 99/2249 ;

j) commune de Steinfort, section A de Steinfort : 100/910, 101, 102, 103, 104/453, 108, 109, 110, 111, 112 (partie), 113/1631, 26/3463, 30/3830, 30/3831, 30/4114, 32/2762, 328/1746, 328/1747, 328/1748, 328/1749, 328/1750, 336/1751, 337/1752, 340/2031, 341/2495, 342/1816, 342/1819, 342/1820, 342/1853, 342/1854, 342/1855, 342/2885, 342/2886, 342/2887, 342/2888, 342/3752, 343/3753, 344/2529, 344/2781, 346/3754, 346/3755, 346/3756, 347/2782, 348/3033, 348/792, 349/3728, 359 (partie), 36/1246, 361, 363/489, 363/490, 364, 365, 366/1304, 366/378, 369/2084, 38/272, 40/1268, 41/1674, 42 (partie), 43/3814, 43/3815, 43/761 (partie), 46/3816, 46/3817, 46/3818, 48/3426, 5/3507, 5/3508, 5/3509, 5/3571, 5/3572, 5/3725, 5/3726, 5/3751, 5/3760, 5/4096, 5/4098, 50/3684, 59/3839, 59/3840, 60/4183, 60/4184, 61/3068, 63/3689, 63/3690, 64/2764, 64/3691, 64/3692, 65/3693, 65/3694, 66/3698, 68/1398, 69/3695, 69/3696, 69/3841, 69/3842, 70 (partie), 73/1448, 74/912, 75, 76/92, 76/93, 78/1194, 79, 80 (partie), 81, 82 (partie), 84/1203, 85 (partie), 86 (partie), 87 (partie), 88 (partie), 89, 90, 91, 92, 93, 96/786, 98, 99.

Toutes les surfaces ne portant pas de numéro cadastral, telles que les chemins et les cours d'eau et qui sont situées à l'intérieur des zones de protection, font partie intégrante des zones de protection.

Les surfaces des zones de protection pour le groupe 1 se répartissent de la manière suivante :

Zones du groupe 1 Koerich/Wykerslooth/ Simmerschmelz	Surface de la zone de protection en km ²	Surface relative de la zone de protection par rapport à l'ensemble :	
		des zones de protection pour les captages du groupe Koerich/Wykerslooth/ Simmerschmelz	de toutes les zones de protection créées par le présent règlement
Zone de protection immédiate	0,007	0,05 %	0 03 %
Zone de protection rapprochée	3,64	27,3 %	17,1 %
Zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée	0,05	0,3 %	0,2 %
Zone de protection éloignée	9,66	72,3 %	45,3 %
Cumul	13,35	100 %	62,6 %

Les surfaces des zones de protection pour le groupe 2 se répartissent de la manière suivante :

Zones du groupe 2 Riedergronn/Klingelbour/ Kluckenbach	Surface de la zone de protection en km ²	Surface relative de la zone de protection par rapport à l'ensemble :	
		des zones de protection pour les captages du groupe Riedergronn/Klingelbour/ Kluckenbach	de toutes les zones de protection créées par le présent règlement
Zone de protection immédiate	0,004	0,1 %	0,02 %
Zone de protection rapprochée	1,51	46,2 %	7,1 %
Zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée	0,09	2,8 %	0,4 %
Zone de protection éloignée	1,66	50,9 %	7,8 %
Cumul	3,27	100 %	15,4 %

Les surfaces des zones de protection pour le groupe 3 se répartissent de la manière suivante :

Zones du groupe 3 Wiersch	Surface de la zone de protection en km ²	Surface relative de la zone de protection par rapport à l'ensemble :	
		des zones de protection pour les captages du groupe Wiersch	de toutes les zones de protection créées par le présent règlement
Zone de protection immédiate	0,001	0,03 %	0,01 %
Zone de protection rapprochée	1,56	33,4 %	7,3 %
Zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée	0,06	1,2 %	0,3 %
Zone de protection éloignée	3,06	65,3 %	14,4 %
Cumul	4,68	100 %	22 %

Pour la zone de protection immédiate

La délimitation des zones de protection immédiate des captages s'étend de 10 à maximum 20 m autour de chacun des captages.

Pour la zone de protection rapprochée

L'extension de la zone de protection rapprochée représente la limite à partir de laquelle une substance qui a atteint la nappe d'eaux souterraines met 50 jours pour arriver jusqu'au captage. La limite des 50 jours a été calculée en utilisant la vitesse efficace, déterminée à l'aide des données de terrain disponibles (perméabilités), des résultats des essais de traçage, ou à partir des données de rabattement et de rayon d'influence des pompages pour les forages Koerich KR-15-1, KR-15-2 et KR-15-4, et enfin à partir des données de la modélisation du Grès de Luxembourg (perméabilités et gradient hydraulique).

A partir de ces données et de ces calculs, on obtient une extension de l'isochrone de 50 jours de :

- 400 m de rayon en amont des sources Lauterbour, Peiffer(nouveau) et du groupe Wykerslooth, à savoir les sources Wykerslooth, Buchholtzerbour et Waeschbour ;
- 350 m de rayon en amont de chacun des captages du groupe Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach ;
- 540 m en amont de chacun des captages du groupe Wiersch ;
- 270 m de rayon autour de chacun des forages Koerich KR-15-1, KR-15-2 et KR-15-4.

A noter que pour le forage KR-15-5, aucune zone de protection rapprochée n'a été proposée en raison de l'absence d'influence de la surface et des activités qui s'y déroulent sur les eaux captées par le forage, dans les conditions d'exploitation actuelles.

Toute parcelle recoupée par cette surface est incluse dans la zone de protection rapprochée à l'exception des parcelles cadastrales suivantes, qui ont été découpées le plus possible le long de lignes clairement visibles sur le terrain telles que des chemins forestiers ou agricoles, pour minimiser la surface en zone de protection rapprochée :

- Pour le groupe de captages Klingelbour, la parcelle 1082/2806 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 69065,54/83769,33 et 69071,35/83771,36 et la parcelle 1047/2779 le long des points de coordonnées géographiques 69101,34/83770,93 et 69097,88/83768,95 ;
- Pour le groupe de captages Klingelbour, la parcelle 1029/3780 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 69579,14/83034,96 et 69484,95/83017,93 ;

- Pour le groupe de captages Kluckenbach et Tro'n, la parcelle 2/327 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 68634,7/84344,46, 68592,59/84317,81, 68559,52/84309,22 et 68592,65/84204,96 ;
- Pour le groupe de captages Kluckenbach et Tro'n, la parcelle 104/100 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 69505,96/84565,75, 69610,24/84505,43, 69572 et 47/84382,97
- Pour le groupe de captages Kluckenbach et Tro'n, la parcelle 106/338 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 69617,62/84375,38 et 69566,34/84322,16 ;
- Pour le groupe de captages Kluckenbach et Tro'n, la parcelle 132/564 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 69623,53/84194,49 et 69609,88/84072,25 ;
- Pour le groupe de captages Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz, la parcelle 19 est découpée le long des points de coordonnées géographiques 64716,66/82654,68 et 64878,22/82765,66 puis le long d'un chemin entre les points de coordonnées géographiques 64878,22/82765,66 et 64992,04/83093,74 ;
- Pour le groupe de captages Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz, la parcelle 896/3436 est découpée le long d'un chemin entre les points de coordonnées géographiques 63390,43/83646,86 et 63685,45/83563,6 ;
- Pour les captages Simmerschmelz, Camping et Olmesbour, la parcelle 1530/3027 est découpée le long d'un chemin entre les points de coordonnées géographiques 66313,63/84507,91 et 66419,35/84718,7 puis entre les points de coordonnées géographiques 66419,35/84718,7 et 66573,48/84861,1 ;
- Pour les captages Simmerschmelz, Camping et Olmesbour, la parcelle 44 est découpée le long d'un chemin entre les points de coordonnées géographiques 66049,97/83979,41 et 66049,97/83979,41 ;

Pour la zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée

Des zones de protection rapprochée à vulnérabilité élevée ont été délimitées autour des drains du nouveau captage Peiffer et du captage Klingelbour 2 et jusqu'à 20 m en amont de ces drains, dans les directions d'écoulement de la nappe. L'absence de couches protectrices au-dessus des drains explique la forte vulnérabilité de ces zones.

Les vallons, situés à l'est et à l'ouest des captages Klingelbour 1 et 2 ont également été reconnus comme étant particulièrement infiltrants, rendant ainsi vulnérables les deux sources. Il en est de même pour le vallon dans lequel s'écoule le « Koericherbaach », qui s'infiltré et alimente en partie les sources Wykerslooth, Buchholtzerbour et Waeschbour, et pour le vallon infiltrant dans lequel s'écoule le

« Dondelerbaach » à proximité des sources du groupe Wiersch. Ces vallons sont donc classés en zones de protection rapprochée à vulnérabilité élevée.

Etant donné l'observation d'infiltrations préférentielles et rapides des eaux de surface dans le vallon Grondbur à proximité des sources du groupe Riedergronn, le fond de ce vallon est également déclaré comme zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée.

Un essai de traçage a également mis en évidence que la doline, zone de fracturation et d'infiltration rapide des eaux de surface jusqu'à certaines sources du groupe Kluckenbach, constitue une zone particulièrement vulnérable pour les sources. Cette zone de fracturation a donc été classée en zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée.

Pour la zone de protection éloignée

La surface restante de la zone d'alimentation des captages, qui ne se trouve ni en zone de protection immédiate, ni en zone de protection rapprochée, ni en zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée, est située en zone de protection éloignée. La zone d'alimentation est déterminée à partir du débit moyen des sources, des débits de pompages des forages et des données de rabattement de la nappe lors des pompages dans les forages, des données d'infiltration efficace ainsi que de la constellation géologique locale mise en évidence par des investigations de terrains.

Les zones d'alimentation des sources ont été calculées à partir des données suivantes :

Captages du groupe 1 Koerich/Wykerslooth/Simmerschmelz	Débit moyen (m³/jour)	Infiltration efficace (l/s/km²)
Lauterbour	1.300	9,8
Peiffer	2.310	8,6
Buchholtzerbour	3.020	8,7
Waeschbour		
Wykerslooth		
Camping	1.800	8,3
Olmesbour		
Simmerschmelz		

Captages du groupe 2 Riedergronn/Klingelbour/Kluckenbach	Débit moyen (m ³ /jour)	Infiltration efficace (l/s/km ²)
Schmit 1 et 2	650	7,8
Feyder 1, 2 et 3		
Kremer		
Guirsch		
Klingelbour 1 et 2	650	4,6
Kluckenbach 1 à 6	620	8,4
Tro'n		

Captages du groupe 3 Wiersch	Débit moyen (m ³ /jour)	Infiltration efficace (l/s/km ²)
Wiersch 1, 2 et 3	3.300	8,1
Wagner		
Stoltz		
Kehlen		

Toute parcelle cadastrale dont la surface se trouve à 50% ou plus dans la zone d'alimentation des sources est classée en zone de protection éloignée à l'exception de la parcelle cadastrale 1512/4106 surdimensionnée, qui a été découpée le long des points de coordonnées géographiques 71247,44/82619,44 et 71244,12/82617,54 pour le groupe de captages Wiersch.

Article 3

1. Cette mesure s'impose en vue de délimiter visiblement sur le terrain la zone de protection immédiate.
2. Cette mesure s'impose en vue de délimiter visiblement sur le terrain la zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée.
3. Cette mesure s'impose en vue de sensibiliser les automobilistes, qui entrent dans les zones de protection, à se comporter de façon responsable pour limiter les risques de pollution des eaux souterraines.
4. Des polluants provenant de pollutions chroniques ou accidentelles le long des axes routiers sont susceptibles d'atteindre l'eau potable captée par les différents captages.
5. Des polluants provenant de pollutions chroniques ou accidentelles le long des axes routiers sont susceptibles d'atteindre l'eau captée. L'interdiction visée par ce paragraphe et qui

concerne par exemple des camions citernes permettra d'éviter l'arrivée de polluants en grande quantité en cas de pollution accidentelle.

6. Les chemins forestiers et agricoles présentent un risque de pollution avec le ruissellement d'eau en direction des captages d'eau potable, ainsi qu'un risque de pollutions accidentelles ou chroniques en provenance de véhicules.
7. Les pâturages peuvent entraîner une augmentation aussi bien des risques de pollution microbiologique que des concentrations en nitrates. Cette mesure se justifie par l'observation de problèmes bactériologiques récurrents pour la plupart des sources, notamment pour les sources Klingelbour 1 et Wiersch 3 ainsi que par les concentrations élevées en nitrates, supérieures à 75% de la limite de potabilité pour les captages Lauterbour, Waeschbour, Feyder 1, Klingelbour 1, Kluckenbach 4, 5 et 6, Tro'n et Wiersch 1 et supérieures à la limite de potabilité pour les sources Peiffer, Feyder 2 et 3 et Kehlen.
8. Cette mesure se justifie par l'observation de problèmes bactériologiques récurrents pour la plupart des sources, notamment pour les sources Klingelbour 1 et Wiersch 3 ainsi que par les concentrations élevées en nitrates, supérieures à 75% de la limite de potabilité pour les captages Lauterbour, Waeschbour, Feyder 1, Klingelbour 1, Kluckenbach 4, 5 et 6, Tro'n et Wiersch 1 et supérieures à la limite de potabilité pour les sources Peiffer, Feyder 2 et 3 et Kehlen.
9. Cette mesure se justifie par l'observation de problèmes bactériologiques récurrents pour la plupart des sources, notamment pour les sources Klingelbour 1 et Wiersch 3 ainsi que par les concentrations élevées en nitrates, supérieures à 75% de la limite de potabilité pour les captages Lauterbour, Waeschbour, Feyder 1, Klingelbour 1, Kluckenbach 4, 5 et 6, Tro'n et Wiersch 1 et supérieures à la limite de potabilité pour les sources Peiffer, Feyder 2 et 3 et Kehlen.
10. Cette mesure se justifie par l'observation de concentrations élevées en nitrates, supérieures à 75% de la limite de potabilité pour les captages Lauterbour, Waeschbour, Feyder 1, Klingelbour 1, Kluckenbach 4, 5 et 6, Tro'n et Wiersch 1 et supérieures à la limite de potabilité pour les sources Peiffer, Feyder 2 et 3 et Kehlen.
11. Cette mesure se justifie par l'observation de concentrations élevées en nitrates, supérieures à 75% de la limite de potabilité pour les captages Lauterbour, Waeschbour, Feyder 1, Klingelbour 1, Kluckenbach 4, 5 et 6, Tro'n et Wiersch 1 et supérieures à la limite de potabilité pour les sources Peiffer, Feyder 2 et 3 et Kehlen.
12. La conversion de prairies permanentes en terres arables peut également engendrer une augmentation aussi bien des risques de pollution microbiologique que des concentrations en nitrates.
13. Le retournement de prairies permanentes peut également engendrer une augmentation des concentrations en nitrates et une détérioration de la qualité de l'eau potable, qui est déjà affectée par les pratiques agricoles.

14. La présence de produits phytopharmaceutiques au niveau des captages d'eau potable KR-15-2, Lauterbour, Peiffer, Waeschbour, Wyckerslooth, Camping, Olmesbour, Feyder 2 et 3, Klingelbour 1, Kluckenbach 2, 3, 4 et 5, Tro'n, Wiersch 1 et 2, Wagner et Kehlen avec des concentrations qui dépassent la limite de potabilité est liée à des pratiques d'épandage dans le secteur agricole. En cas de demande de dérogation (point 14), toute utilisation de produits phytopharmaceutiques sera à documenter et les documents y relatifs sont à conserver et une copie est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau et au fournisseur d'eau potable avec le détail des substances utilisées, les quantités pulvérisées, les dates et les conditions météorologiques correspondantes, etc.
15. Ce paragraphe tient compte de l'existence, notamment dans le secteur agricole de pratiques durables qui permettent de garantir, au-delà des restrictions prévues dans les paragraphes précédents, une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine. Ces pratiques sont liées à des connaissances précises sur les fertilisants azotés et produits phytopharmaceutiques utilisés par parcelle agricole, demandant un suivi précis par un conseiller agricole et nécessitant une évaluation et une surveillance rapprochée. Ces conditions ne sont dans la plupart des cas pas encore remplies lors de la rédaction du présent règlement. Afin de permettre une plus grande flexibilité dans le cadre des pratiques agricoles tout en garantissant que le degré de protection de la qualité et du débit exploitable de la ressource hydrique ne soit pas amoindri, des dérogations peuvent être autorisées conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau dans des cas particuliers et objectivement justifiés. Cette mesure se justifie d'autant plus que l'aquifère du Grès de Luxembourg est recouvert à certains endroits par des couches géologiques peu perméables du Lias Inférieur (li3), qui peuvent parfois avoir une épaisseur de plusieurs dizaines de mètres. Toute utilisation de produits phytopharmaceutiques et d'engrais azotés est à documenter, les documents y relatifs sont à conserver et une copie est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau avec le détail des substances utilisées, les quantités pulvérisées respectivement épandues, les dates et les conditions météorologiques correspondantes, etc.
16. Les restrictions et interdictions ne peuvent être prises en compte au cours d'une année culturale entamée. C'est la raison pour laquelle, après échange avec l'ASTA, il a été convenu de prévoir un délai supplémentaire aux agriculteurs pour pouvoir se préparer aux restrictions/interdictions prévues l'année culturale suivante et leur laisser du temps pour faire d'éventuelles demandes de dérogation.
17. Certains périmètres situés dans les zones de protection éloignée sont moins vulnérables en raison de la composition géologique du sous-sol et des conditions de ruissellement. Par conséquent, un stockage d'ensilage est envisageable à titre exceptionnel et pour une durée limitée dans ces zones moins vulnérables où l'aquifère du Grès de Luxembourg est

- protégé par une couverture marneuse peu perméable. L'Administration de la gestion de l'eau sera alors à informer au préalable.
18. Un suivi rapproché des mesures à appliquer dans le domaine agricole et une collaboration renforcée entre les exploitants des points de prélèvement et les exploitants agricoles sont indispensables.
 19. La présence de réservoirs de mazout a été mise en évidence dans le dossier de délimitation. Des fuites accidentelles peuvent entraîner des pollutions de l'eau souterraine captée par les différents captages.
 20. Des pollutions peuvent résulter des réseaux de canalisation et des infrastructures non étanches. Pour la construction de nouvelles canalisations d'eaux usées dans les zones de protection, les recommandations de l'ATV-DVWK-A 142 sont à respecter afin d'assurer de bonnes pratiques dans ces zones
 21. Les fosses septiques non étanches ou qui débordent peuvent être à l'origine de pollution microbiologique des eaux souterraines captées par les différents captages. Toute fosse septique est à éliminer et à remplacer par un raccordement au réseau des eaux usées.
 22. Plusieurs sites potentiellement contaminés sont présents dans les zones de protection. Les risques de pollution émanant de ces sites ne sont pas complètement identifiés à l'heure actuelle. La mise en place d'un réseau de surveillance constitue une première approche afin d'identifier d'éventuels risques.
 23. La considération des éoliennes, et de toutes les infrastructures qui sont nécessaires à leur fonctionnement, comme des installations avec maniement et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau, point 1.3 de l'annexe I du règlement grand-ducal modifié précité du 9 juillet 2013 est ainsi clarifiée.
 24. En considérant la vulnérabilité à la pollution de l'aquifère dans les zones de protection éloignée visées par le présent règlement, l'installation, l'extension et l'exploitation de capteurs et de sondes enterrés pour la production d'énergie géothermique peuvent être autorisées à condition qu'un risque de dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine puisse être exclu (par exemple pas de contact direct ou indirect avec la nappe phréatique par des fissures ou couches perméables).
 25. En considérant la vulnérabilité à la pollution de l'aquifère, des paddocks existants destinés à l'entraînement et à la promenade des chevaux peuvent être autorisés à condition qu'un risque de dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine puisse être exclu.
 26. En considérant la vulnérabilité à la pollution de l'aquifère, l'épandage des effluents de volailles, qui sont produits dans les zones de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine et dans le cas où toutes les surfaces dont disposent les propriétaires des volailles sont situées dans ces zones de protection précitées, peut être autorisé dans les zones de protection éloignée à condition qu'un risque de dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine puisse être exclu. .

Article 4

Un programme de mesures, conformément à l'article 44, paragraphe 9, de la loi précitée du 19 décembre 2008, doit être établi dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement. Ce programme doit comprendre une proposition détaillée des mesures visées par le présent règlement, ainsi que par le règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013, y compris une estimation des coûts, ainsi qu'une priorisation des mesures.

Article 5

Pour les établissements, travaux, activités, etc. visés par l'annexe I du règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013, une demande d'autorisation doit être introduite, conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q), de la loi précitée du 19 décembre 2008, au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.

Article 6

La fréquence des mesures pour le programme de contrôle de la qualité de l'eau est fixée en fonction des conclusions du dossier de délimitation, notamment du degré de vulnérabilité à la pollution des différents captages d'eau potable.

Article 7

sans commentaire

Fiche financière

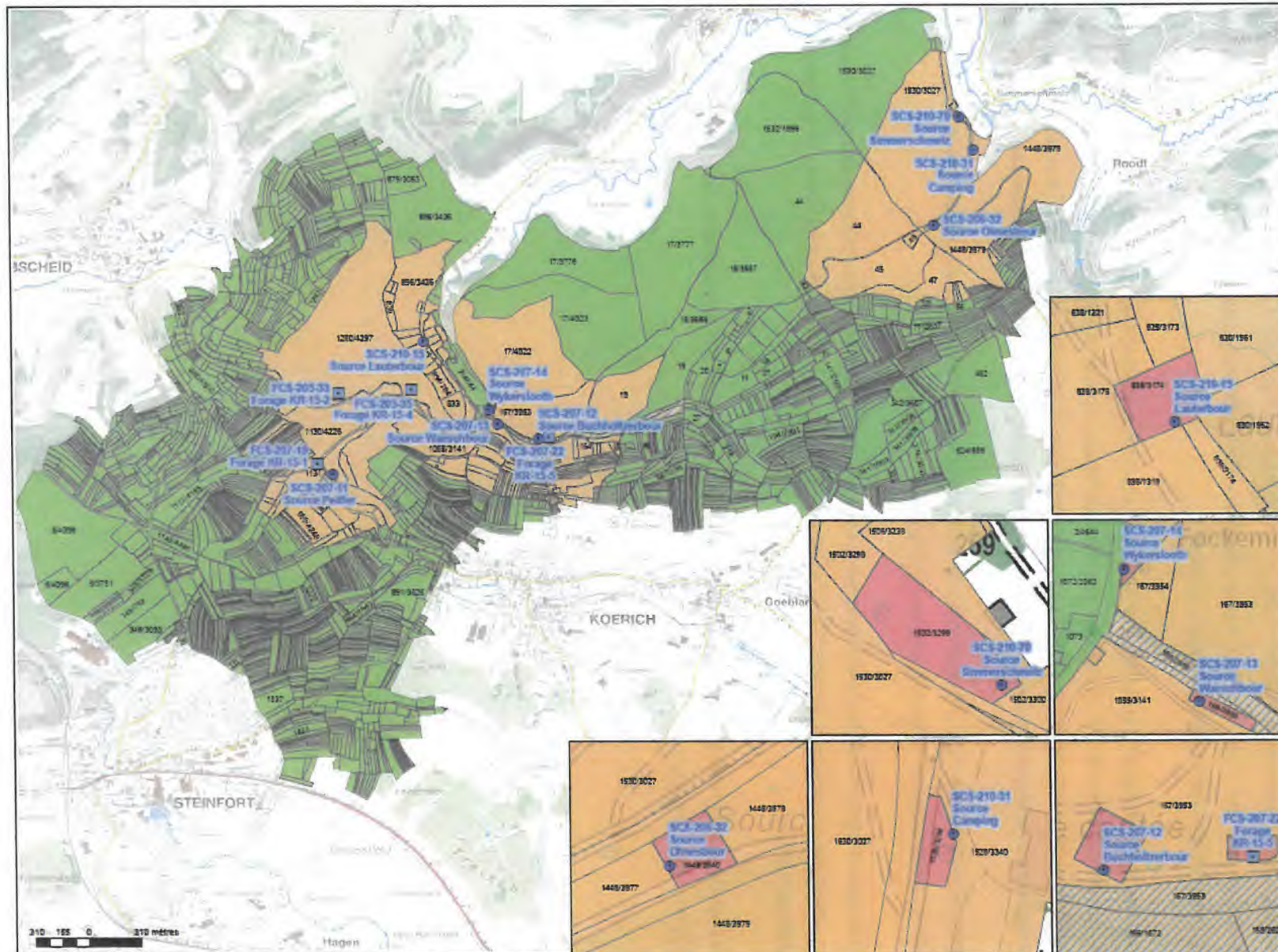
Le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort est susceptible d'avoir un impact sur les articles ayant trait à l'eau dans le budget de l'Etat.

Conformément à l'article 65, paragraphe 1^{er}, lettres g) et h), de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, sont imputables sur le Fonds pour la gestion de l'eau, la prise en charge jusqu'à 50% de l'étude de délimitation de zones de protection, ainsi que jusqu'à 75% des coûts liés à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de mesures qui sont basés sur les annexes I, II et III du présent règlement.

Les impacts financiers sont à évaluer lors de l'élaboration du programme de mesures conformément à l'article 44, paragraphe 9, de la loi précitée du 19 décembre 2008.

Le Fonds pour la gestion de l'eau est alimenté par la taxe de prélèvement d'eau et la taxe de rejet des eaux usées, introduites à partir de l'année 2010, respectivement par les articles 15 et 16, de la loi précitée du 19 décembre 2008.

Chaque année, environ 8.850.000,00 €, dont la moitié provient de la taxe de prélèvement, sont ainsi portés en recette du Fonds pour la gestion de l'eau.



Légende Cadastre: situation au 07/09/2020

Zones de protection

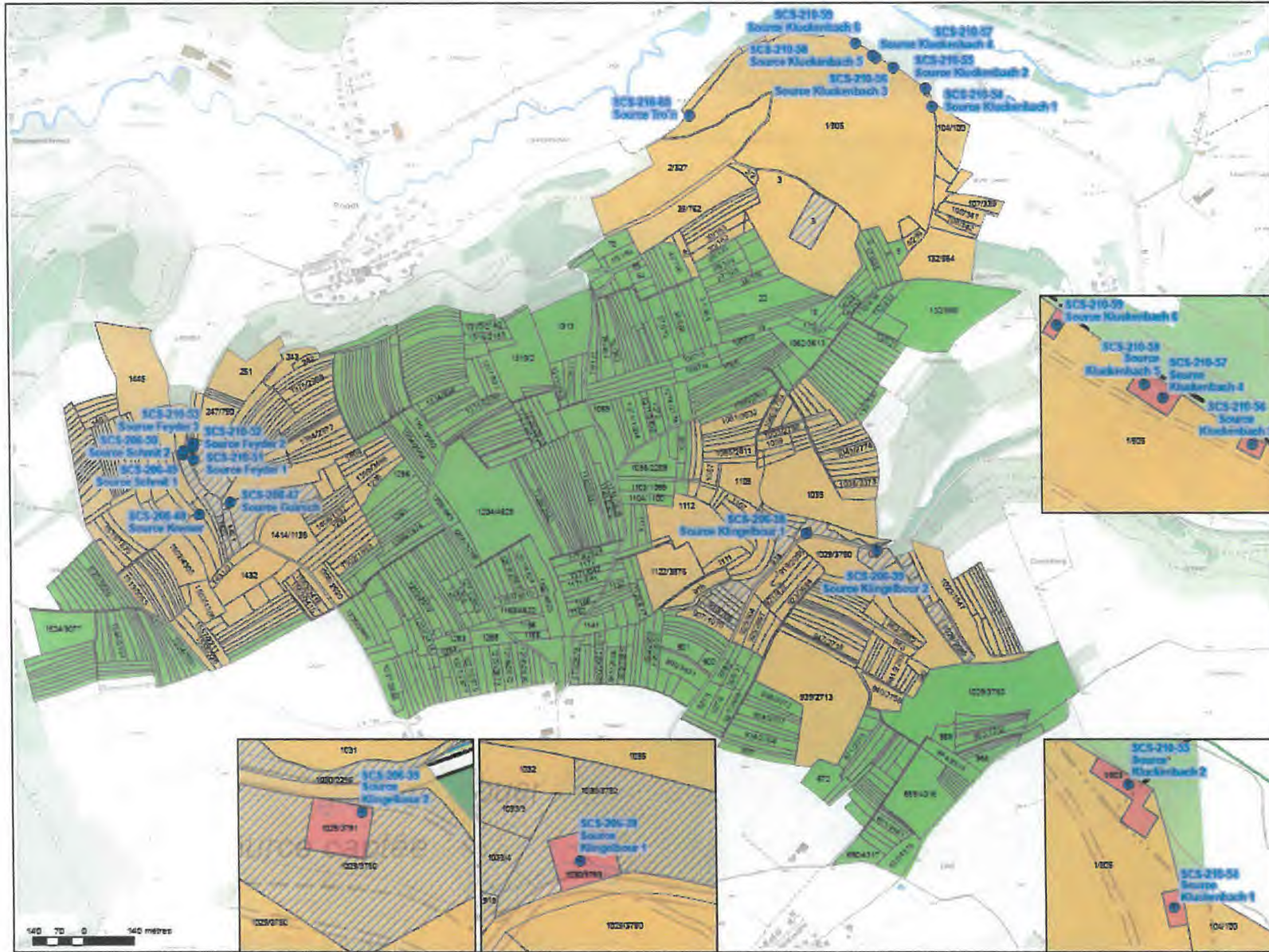
- Zone de protection immédiate (zone I)
- Zone de protection rapprochée (zone II)
- Zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée (zone II-V1)
- Zone de protection éloignée (zone III)

Source captée
 Puit-captage

OBJET: ANNEXE I

PROJET: CREATION DES ZONES DE PROTECTION AUTOUR DES CAPTAGES D'EAU SOUTERRAINE KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4, KR-15-5, PEIFFER, LAUTERBOUR, WYKERSLOOTH, WAESCHBOUR, BUCHHOLTZERBOUR, SIMMERSCHMELZ, CAMPING ET OLMESBOUR

© Données topographiques, cartographiques et cadastrales: Adm. du Cadastre et de la Topographie. Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (2006)



Détail de la zone de protection immédiate (zone I)



Légende Cadastre: situation au 07/09/2020

Zones de protection

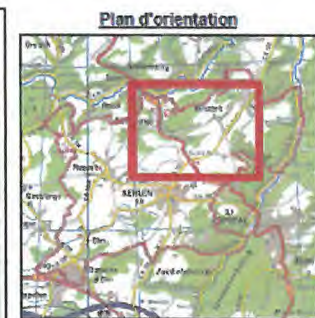
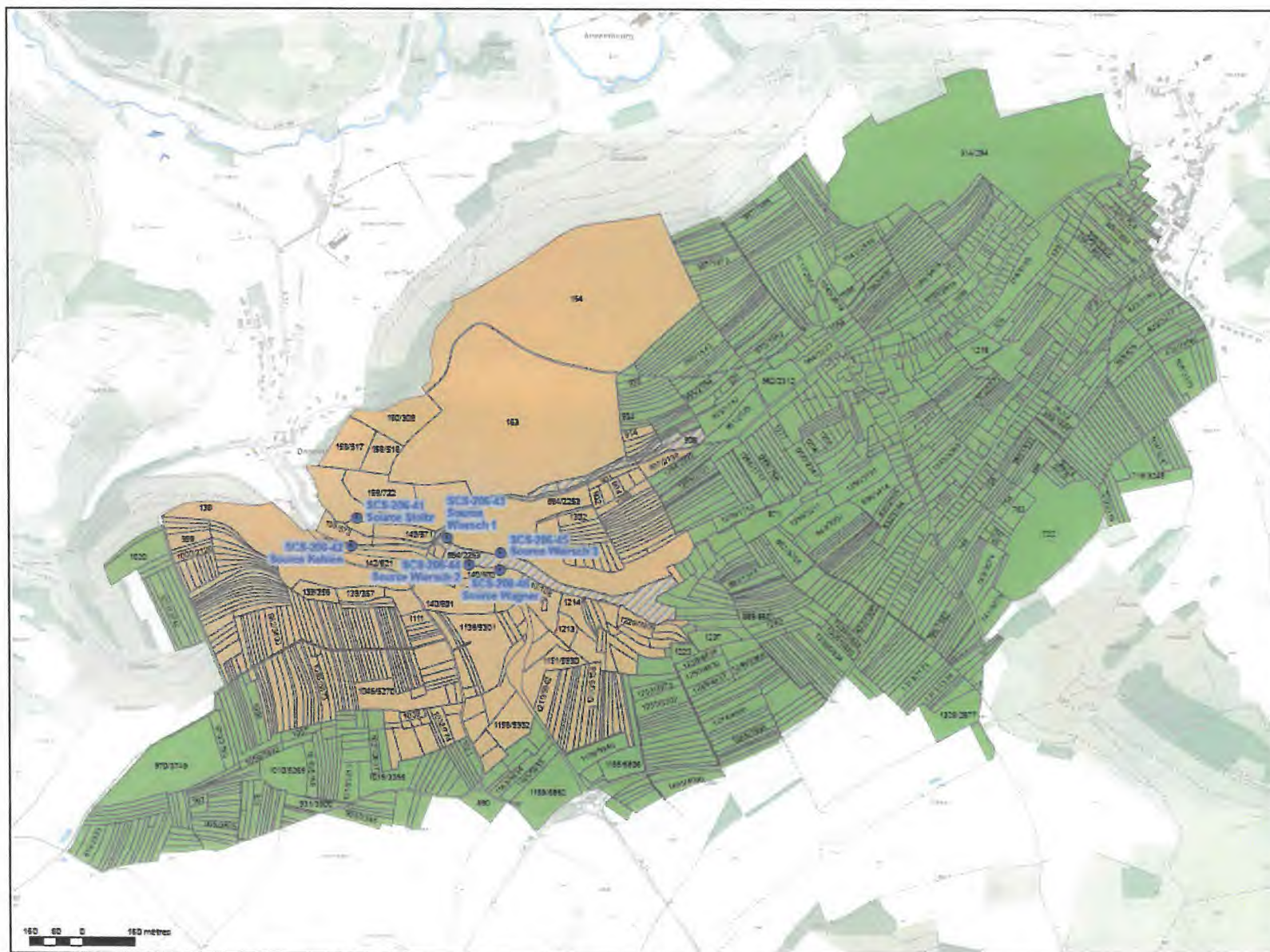
- Zone de protection immédiate (zone I)
- Zone de protection rapprochée (zone II)
- Zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée (zone II-V1)
- Zone de protection éloignée (zone III)

Source captée

OBJET: ANNEXE II

PROJET: CREATION DES ZONES DE PROTECTION AUTOUR DES CAPTAGES D'EAU SOUTERRAINE SCHMIT 1, SCHMIT 2, FEYDER 1, FEYDER 2, FEYDER 3, KREMER, GUIRSCH, TRO'N, KLUCKENBACH 1, KLUCKENBACH 2, KLUCKENBACH 3, KLUCKENBACH 4, KLUCKENBACH 5, KLUCKENBACH 6, KLINGELBOUR 1 ET KLINGELBOUR 2

© Données topographiques, cartographiques et cadastrales: Adm. du Cadastre et de la Topographie. Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (2006)



Légende Cadastre: situation au 02/05/2018

Zones de protection

- Zone de protection immédiate (zone I)
- Zone de protection rapprochée (zone II)
- Zone de protection rapprochée à vulnérabilité élevée (zone II-V1)
- Zone de protection éloignée (zone III)

Source captée

OBJET: ANNEXE III

PROJET: CREATION DES ZONES DE PROTECTION AUTOUR DES CAPTAGES D'EAU SOUTERRAINE STOLTZ, KEHLEN, WIERSCH 1, WIERSCH 2, WIERSCH 3 ET WAGNER

© Données topographiques, cartographiques et cadastrales: Adm. du Cadastre et de la Topographie. Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (2006)



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Tro'n, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort
Ministère initiateur :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Auteur(s) :	Bruno Alves
Téléphone :	24786864
Courriel :	bruno.alves@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Le projet de règlement grand-ducal sous rubrique se propose de fixer la délimitation des zones de protection autour du captage de source d'eau souterraine
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)s	
Date :	09/01/2020



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du développement rural, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, Administration des Ponts et chaussées, Administration des services techniques de l'agriculture, Administrations communales de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, Chambres professionnelles (Procédure de consultation publique)

Remarques / Observations : Le dossier de délimitation des zones de protection a été déposé aux fins d'enquêtes publiques conformément à l'article 44 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dans la maison communale précitée.
En supplément au dépôt des dossiers, une présentation publique a eu lieu en présence de Madame la Ministre de l'Environnement.

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a. ¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations :

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations :



- 6 Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

- 7 a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

- 8 Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

- 9 Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

- 10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui Non

Remarques / Observations :

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui Non N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

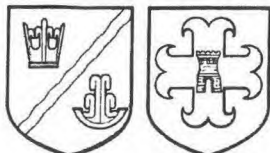
⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Documents issus de la procédure de consultation publique

Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1, Klingelbour 2, Tro'n, Kluckenbach 1, Kluckenbach 2, Kluckenbach 3, Kluckenbach 4, Kluckenbach 5, Kluckenbach 6, Schmit 1, Schmit 2, Feyder 1, Feyder 2, Feyder 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1, Wiersch 2, Wiersch 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort



ADMINISTRATION COMMUNALE DE HABSCHT REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 8 mai 2019

date de l'annonce publique : 02 mai 2019
date de la convocation des conseillers : 02 mai 2019

Présents : S. HOFFMANN, bourgmestre, C. MOES, Ch. BOULANGER-HOFFMANN, M DECKER, échevins,
N. BAILLET-WEILER, F. BOHLER, J. CARELLI, J.-P. LICKES, A. MOSEL-KNEIP, G. ROBERT, M.ROEMER, N. ZIGRAND,
conseillers,
P. REISER, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): R. FRANK, D. FREYMANN et M. STEINBACH, conseillers

Point de l'ordre du jour :

02. Création de zones de protection de sources – Avis du conseil communal

Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et plus particulièrement son article 44 au sujet des zones de protection pour les masses d'eau ou parti de masses d'eau servant de ressources à la production d'eau destinée à la consommation humaine, qui en son point 6 dispose que la création de zones de protection se fait par règlement grand-ducal - les conseils communaux des communes territorialement compétentes entendues en leur avis respectif ;

Vu le dossier de «Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort», objet de la présente décision ;

Que dans le cadre du projet de règlement ci-avant, le conseil communal de la commune de Habscht est appelé à se prononcer au sujet du projet de règlement grand-ducal en question ;

Considérant que le conseil communal est également appelé à prendre connaissance des éventuelles observations et/ou réclamations lui soumises par le collège échevinal, introduites au cours de l'enquête publique, pour ensuite les verser au dossier à transmettre au Ministre de l'Environnement ;

Considérant que dans le cadre de l'enquête publique, l'avis au public afférent a été publiée et affichée de la manière usitée pour les publications communales du 03 avril 2019 au 02 mai 2019 inclusivement, soient 30 jours, le délai pour l'inspection du public du dossier à la maison communale s'étant également étendu 03 avril 2019 au 02 mai 2019 inclus ;

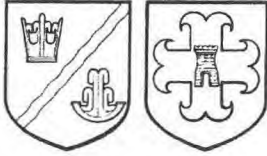
Qu'à la suite de cette publication, 7 (sept) réclamations ont été introduites dans le délai légal, à l'encontre du projet en question ;

Qu'il s'agit en l'occurrence des réclamations suivantes :

1	Monsieur	Neu Norbert	Hobscheid	réclamation reçue le 29 avril 2019
2	Monsieur	Biren Eric	Hobscheid	réclamation reçue le 30 avril 2019
3	Monsieur	Noesen Georges	Septfontaines	réclamation reçue le 30 avril 2019
4	Monsieur	Scholer Aloyse	Hobscheid	réclamation reçue le 30 avril 2019
5	Monsieur	Weber Joé	Hobscheid	réclamation reçue le 30 avril 2019
6	Monsieur	Weiler François	Roodt/Septfontaines	réclamation reçue le 30 avril 2019
7	Madame	Matgé-Stoltz Isabelle	Dondelange	réclamation reçue le 02 mai 2019

Entendu les explications de Monsieur Jean-Paul Lickes qui, en tant que directeur de l'administration de la gestion de l'eau (AGE), connaît parfaitement la matière et a su donner aux autres membres du conseil communal des informations très détaillées sur la procédure que suivent les dossiers de protection auprès des instances étatiques, des mesures envisagées et à envisager par la suite ainsi que de la mise en pratique de ces dernières ;

Considérant que le conseil communal a conscience de la responsabilité de la commune de Habscht, située dans Vallée de l'Eisch, région productrice d'eau potable qui approvisionne un grand nombre des habitants des agglomérations du sud du pays par le biais du Syndicat des Eaux du Sud (SES) ;



ADMINISTRATION COMMUNALE DE HABSCHT REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 8 mai 2019

Qu'à côté des sources propres à la commune, un très grand nombre de sources du SES se trouvent sur le territoire de la commune de Habscht ;

Considérant que depuis toujours, les habitants de notre commune ont un lien de plus étroits avec l'eau et tout ce qui s'y rapporte ;

Que le sujet de la protection de l'eau sous toutes ses facettes intéresse la très grande majorité de la population ;

Que le conseil communal a parfaite conscience de la vulnérabilité des sources d'eau et s'est toujours prononcé pour une protection active des ressources en eau tant au niveau de la qualité que de la quantité ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988 telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite ;

Après délibération conforme ;

à l'unanimité

émet l'avis suivant : Le conseil communal réitère sa position favorable à la création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine en général.

Le conseil communal se prononce en faveur du projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort et n'a pas d'observations spéciales à formuler à son encontre.

prend acte

des 7 (sept) réclamations introduites à l'encontre du projet en question qui seront transmises ensemble avec la présente à Madame la Ministre de l'Environnement, conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

et prie Madame la Ministre de l'Environnement d'intervenir auprès des instances étatiques compétentes afin que celles-ci veillent à un prompt paiement des aides agro-environnementales aux agriculteurs concernés, ce notamment eu égard aux contraintes leurs imposées par les zones de protection.

*Ainsi délibéré en séance, date qu'en tête.
(suivent les signatures)*

Le Secrétaire

*Pour extrait conforme:
Eischen, le 14 mai 2019*

Le Bourgmestre



CERTIFICAT DE PUBLICATION – ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Par la présente il est certifié:

1. que l'avis ci-dessus a été publié et affiché de la manière usitée pour les publications communales **du 03.04.2019 au 02.05.2019 inclusivement**, soit 30 jours, le délai pour l'inspection du public du dossier à la maison communale étant du **03.04.2019 au 02.05.2019 inclus**,
2. qu'à la suite de cette publication, aucune réclamation/observation n'a été introduite, dans le délai légal, à l'encontre du projet en question.

Eischen, le 28 mai 2019

Pour le Collège des Bourgmestre et Echevins
Le Secrétaire

Paul Reiser



Le Bourgmestre

Serge Hoffmann

Neu Norbert
19, Rue De L' Eau
L-8372 HOBSCHEID



195263

26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Habscht
Place Denn
L-8465 Eischen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Ich fordere eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Neu Norbert

Neu Norbert
19 rue de l'Eau
L-8372 Hobscheid
Tel. 691 396023

Biren Eric
10, Rue Tresch
L-8373 HOBSCHEID



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Habscht

Place Denn
L-8465 Eischen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

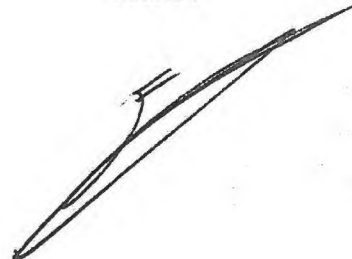
Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Biren Eric

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Biren Eric', written in a cursive style with a long, sweeping underline.

Noesen Georges
41, Mierscherstrooss
L-8396 SEPTFONTAINES



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Habscht
Place Denn
L-8465 Eischen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

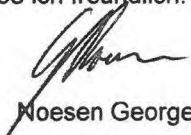
Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!



Moesen Georges

Scholer Aloyse
11, Rue De Steinfort
L-8371 HOBSCHIED



195274

26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Habscht

Place Denn

L-8465 Eischen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitrat Auswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Ich fordere eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Scholer Aloyse



Weber Joe
9, rue Merschgrund
L-8373 HOBSCHIED

195275



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Habscht
Place Denn
L-8465 Eischen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlämmungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

In der Abgrenzung der Schutzzonen wurde die Katasterparzelle: 1023/4183 A de Koerich in die Schutzzone II gelegt. Die 50-Tageslinie wird herangezogen um die Abgrenzung der Schutzzone II festzulegen. Im Kapitel 9.4.2 des Ausweisungsdossiers (Partie A) wird darauf hingewiesen dass zur Berechnung der 50-Tageslinie ein allgemeines Modell für den Luxemburger Sandstein herangezogen wurde, ohne über Tracerversuche bestätigen zu können dass dieses Modell auch auf das hier vorliegende Einzugsgebiet der Quellgruppe *Wykerslooth* übertragbar ist. Demzufolge ist die hiesige Abgrenzung der Zone II nur eine Vermutung. Ich fordere deswegen die genannte Katasterparzelle in die Zone III zu verlegen, auch deswegen weil diese durch die 50-Tageslinie durchschnitten wird und zu mehr als 2/3 außerhalb der 50-Tageslinie liegt.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Ich fordere eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Hobscheidl 29.04.2019

Weber Joe



Weiler Francois
3, Kierchewee
L-8398 ROODT / SEPTF.

195276



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Habscht
Place Denn
L-8465 Eischen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

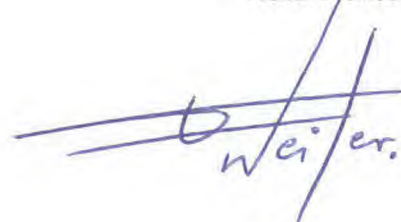
Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Weiler Francois

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Weiler', with a large, stylized flourish above it.

Matgé-Stoltz Isabelle
4 Rue d'Ansembourg
L-7423 Dondelange



An den Schöffenrat der Gemeinde Hobscheid
Place Denn
L – 8465 Eischen

Dondelange, den 01.05.2019

Betrifft: Ausweisung neuer Wasserschutzzonen

Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

Sehr geehrte Damen und Herren,

mit der Schutzgebietsausweisung und den damit einhergehenden Reglementierungen entstehen zukünftig eine Reihe von Einschränkungen, zu denen wir folgende Stellung nehmen:

Für die Abgrenzung der Zone II hat das Ingenieurbüro die Ergebnisse des numerischen Grundwasserströmungsmodells herangezogen, welches 2008 im Rahmen des Grundwassermanagementplans für den Luxemburger Sandstein erstellt wurde. Somit basiert die 50-Tageslinie auf einem großräumigen Modellgebiet von ca. 893km²! Der Radius der 50-Tageslinie um die Quellen Tro'n und Kluckenbach wurde somit ohne standortspezifische Untersuchungen, wie z.B. Tracerversuche auf 350 m festgelegt. Wir stellen die Abgrenzung der Zone II somit in Frage.

Zudem ist uns aufgefallen, dass die Katasterparzelle 43/761, wie in der Abbildung 1 zu sehen ist, nicht innerhalb der 50 Tages-Linie liegt und somit unberechtigt in die Zone II gelegt wurde. Wir fordern deswegen die Katasterparzelle 43/761 in die Zone III zu klassieren.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da dieses Verbot im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen ist, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung auf Ackerflächen mit max. 130 kg organischem Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. Vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) weisen regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) auf.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis wollen wir darauf hinweisen, dass vor allem Grünland, darunter auch Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist, ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen. Ein Verbot der organischen Düngung ist auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist ein Verbot der organischen Düngung äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf unseren leichten Sandböden, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht und die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Wir fordern demnach das Totalverbot der organischen Düngung für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Des Weiteren sollen die Katasterparzellen 24/358 und 41/357 neu vermessen und an der Grenze der aktuellen 50-Tageslinie geteilt werden. Die Unterlagen der Ausmessung müssten für diesen Sommer vorliegen. Somit fordern wir die Schutzzonenabgrenzung im Hinblick auf die neu vermessenen Katasterparzellen anzupassen !



Einschränkungen bezüglich der Ausbringung von Hühnermist in Trinkwasserschutzgebieten.:

Laut horizontalen Trinkwasserschutzgesetz vom 9 Juli 2013, ist das Ausbringen von Geflügelmist in Trinkwasserschutzgebieten untersagt. Als Beweggrund für dieses Verbot wird seitens der AGE (Administration de la Gestion de l'Eau) die Gefahr einer Verschmutzung der Quellen mit Salmonellen genannt. Der Hühnermist aus unserer Legehennenhaltung wird regelmäßig auf Salmonellen untersucht. Dabei konnten bis jetzt nie Salmonellen nachgewiesen werden. Wir fordern hiermit, die Möglichkeit zu schaffen, um im Falle eines negativen Salmonellenbefundes, Ausnahmeregelungen für das Verbringen von Geflügelkot in Trinkwasserschutzgebiete zu erlassen.

Wir wollen ausdrücklich darauf hinweisen, dass möglichst geschlossene Nährstoffkreisläufe in der Biolandwirtschaft oberstes Ziel sind. Dies wird mit dem oben genannten Verbot stark eingeschränkt. Wird uns als Betrieb die Möglichkeit verwehrt Ackerflächen in regelmäßigen Abständen organisch zu düngen, verarmen diese Flächen zusehends. Auch deswegen, weil die Möglichkeit einer chemischen Düngung im Biolandbau nicht besteht. Als Folge geht die Bodenfruchtbarkeit verloren, wodurch Erträge langfristig nicht mehr abgesichert sind.

In der Hoffnung auf die Berücksichtigung unserer Einwände verbleiben wir freundlich,

Isabelle und Philippe Matgé-Stoltz





GEMENG

HELPERKNAPP

2, rue de Hollenfels • L-7481 Tuntange

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Entré le

24 SEP. 2019

SIDOC

COMMUNE HELPERKNAPP

Extrait du REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 21 août 2019

Publication et convocation des conseillers communaux : 13 août 2019

Présents : MM. Frank Conrad, bourgmestre, Jean-Claude Mathekowitsch,
Patrick Ludwig, échevins
Paul Mangen, Joske Vosman, M^{me} Sylvie Gieres-Deitz, Jean-Claude
Bisenius, Henri Noesen, M^{me} Laurence Gengler-Valmorbida,
Serge Erpelding

Absents (excusés) : M^{me} Christiane Eicher-Karier, échevine, MM. Ben Baus, Gilles Losch,
conseillers

Point de l'ordre du jour : 4

OBJET : Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection / avis

Le conseil communal,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, notamment l'article 44 concernant la délimitation de zones de protection autour des captages d'eau destinée à la consommation humaine

Vu l'avant-projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine « Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, Kr-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort »

Vu le dossier de délimitation des zones de protection autour des captages susvisés

Notant que lors de l'enquête publique, le dossier y relatif a été affiché à la maison communale et publié sur le site internet communal pendant trente jours à partir du 2 avril 2019 et qu'aucune observation n'a été adressée au collège des bourgmestre et échevins à l'encontre de l'avant-projet grand-ducal y relatif

Attendu que le conseil communal doit aviser le dossier et le transmettre avec ses observations au ministère compétent (article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau)

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

KlimaPakt

Meng Gemeng engagéert sech



GEMENG

HELPERKNAPP

2, rue de Hollenfels • L-7481 Tuntange

Après en avoir délibéré conformément à la loi

décide avec neuf (9) voix oui et une (1) abstention

d'émettre un avis favorable quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine « Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, Kr-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort ».

L'eau souterraine destinée essentiellement à la consommation humaine est une ressource naturelle vitale qu'il faut préserver au maximum. Par conséquent, l'utilisation excessive de pesticides et d'engrais représente un risque potentiel de pollution des eaux souterraines et ainsi la délimitation de zones de protection représente une mesure indispensable en vue de garantir la qualité des eaux .

La présente délibération est transmise à l'autorité supérieure aux fins d'approbation.

Suivent les signatures.
Pour expédition conforme.
Tuntange, le 24 août 2019.

Le bourgmestre,

Le secrétaire communal f.f.,



KlimaPakt

Meng Gemeng engagéert sech



**Registre aux délibérations
du conseil communal
de la commune de Kehlen**

Séance publique du 10 mai 2019

Annonce publique de la séance et convocation des conseillers: 3 mai 2019

Présents: MM. Eischen Félix, bourgmestre; Scholtes Guy et Koch Lucien, échevins;
MM. Bissen Marc, Bonifas Larry, Breden Guy, Hansen Thomas, Kockelmann
Romain, Kohlen Guy et Noesen André, conseillers;
M. Back Mike, secrétaire communal.

Excusés: Mme Heintz Nathalie, conseiller, excusée.

Point de l'ordre du jour: **10**

Objet: Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

Le Conseil Communal,

Vu le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort;

Précisant que ledit projet de règlement grand-ducal a été déposé du 2 avril 2019 au 2 mai 2019 inclus à la maison communale, où le public pouvait en prendre connaissance;

Considérant les prises de positions et/ou réclamations présentées par un certain nombre d'habitants de la commune de Kehlen, respectivement de personnes étant propriétaires de terrains situés sur le territoire de la commune de Kehlen;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et notamment son article 44;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Après en avoir délibéré conformément à la loi, unanimement

Avis favorablement le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, tel qu'il est présenté;

Demande néanmoins à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable de considérer les prises de positions et/ou réclamations présentées.

A Kehlen, date qu'en tête.

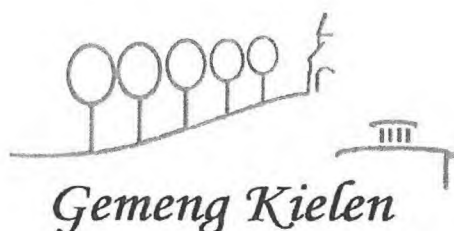
Le conseil communal,
(Suivent les signatures,)
Pour extrait conforme,
Kehlen, le 10 mai 2019,

Le Président,
Eischen Félix,



Le Secrétaire,
Back Mike,





AVIS AU PUBLIC

PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL PORTANT CRÉATION DES ZONES DE PROTECTION AUTOUR DES CAPTAGES D'EAU SOUTERRAINE LAUTERBOUR, PEIFFER, KLINGELBOUR 1 ET 2, TRO'N, KLUCKENBACH 1 À 6, SCHMIT 1 ET 2, FEYDER 1 À 3, KREMER, GUIRSCH, KEHLEN, STOLTZ, WIERSCH 1 À 3, WAGNER, BUCHHOLTZERBOUR, WAESCHBOUR, WYKERSLOOTH, CAMPING, OLMESBOUR, SIMMERSCHMELZ, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 ET KR-15-5 SITUÉES SUR LES TERRITOIRES DES COMMUNES DE HABSCHT, HELPERKNAPP, KEHLEN, KOERICH ET STEINFORT

Il est porté à la connaissance du public que, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre relative 2008 à l'eau, le projet de règlement grand-ducal portant création

situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort est déposé pendant trente jours à partir **du 2 avril 2019 jusqu'au 2 mai 2019 inclus** à la maison communale, au Service technique (1^{er} étage), où le public peut en prendre connaissance pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

Les observations des intéressés concernant le projet de règlement grand-ducal devront être présentées **par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans les 30 jours** à compter de la publication du dépôt à la maison communale, **soit jusqu'au 2 mai 2019 inclus**.

Kehlen, le 2 avril 2019

Pour le collège des bourgmestre et échevins
Le bourgmestre
Félix Eischen

Le secrétaire
Mike Back



Hilgert Marcel
7, Rue De Kehlen
L-8394 OLM



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsfahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Hilgert Marcel

Hall Georges
21, Rue De Simmerschmelz
L-8392 NOSPELT



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!



Hall Georges

Engel Emile
21, Grand-Rue
L-8391 NOSPELT



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Engel Emile



Biver Alain
36 A, Rue Leck
L-8390 NOSPELT

ADMINISTRATION COMMUNALE KEHLEN					
E	29 AVR. 2019				S
BG	EF	PE-FI	RE	SE	ST

26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

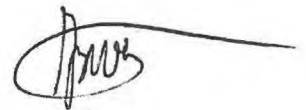
Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Biver Alain



Mousel Carlo
9, Rue De Kehlen
L-8295 KEISPELT



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitrat Auswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Mousel Carlo



Schmit Aloyse
25, Mierscherstrooss
L-8396 SEPTFONTAINES



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Schmit Aloyse



Müller Albert
8, Rue De L' École
L-8391 NOSPELT



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Müller Albert



Reiland-Schrenger
Im Reisloch
L-8390 NOSPELT

ADMINISTRATION COMMUNALE KEHLEN	
E	2 MAI 2019
No	

Nospelt, le 30 avril 2019

**Au Collège échevinal
de la Commune de Kehlen**
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Concerne: *Observations et revendications concernant le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine: Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch, KR-15-x situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort*

Mesdames, Messieurs,

Par la présente, nous soussignés Marie-Jeanne et Guy Reiland-Schrenger, agissant en notre qualité d'exploitant agricole et de propriétaire de terrains concernés, nous nous permettons de vous soumettre quelques observations ainsi que nos revendications concernant le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch, KR-15-x* situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort.

Tout d'abord, nous souhaitons souligner que nous saluons la volonté publique d'assurer la production d'eau potable et de protéger les ressources de celle-ci. L'eau constitue sans aucun doute une denrée essentielle pour nos sociétés actuelles et pour la société luxembourgeoise en particulier. Néanmoins aucun être vivant ne peut vivre en ayant recours uniquement à de l'eau et de l'air.

Ainsi ce qui est vrai pour la production d'eau l'est aussi pour la production d'une nourriture de qualité.

Dans le souci de servir notre société, nous avons trouvé notre vocation et nous sommes motivés à produire des denrées alimentaires de qualité utilisées majoritairement au niveau national dans des circuits courts de production et de distribution. Tel était le cas par exemple pendant l'année culturelle 2017/18 où nous avons produit, selon les méthodes les plus modernes d'une agriculture intégrée, du blé panifiable -Produit du Terroir- sous contrat avec les moulins de Kleinbettingen sur les plateaux en amont des sources d'eau. Pendant la même année nous avons introduit dans notre rotation la culture de lin oléagineux qui devra également être valorisée en circuit court d'ailleurs. L'expérience de la mise en pratique suivie de l'étude des résultats nous a révélée une différence de marge brute de l'ordre de 800€ par ha en faveur du blé panifiable. La comparaison avec le colza pour produire de l'huile alimentaire végétale ainsi que la production de semences en tant que membre LSG (Lëtzeburger Saatbaugenossenschaft), productions qui toutes sont des productions sous contrat en circuit court et à haute valeur ajoutée conduisent aux mêmes conclusions. Une approche intégrée de production ainsi que notre ouverture aux besoins des sociétés modernes nous motive à cultiver une année sur 5 du lin comme production alternative. Cependant vous comprenez aisément que la nécessité de réaliser en outre des performances socio-écologiques également des performances économiques pour pérenniser notre exploitation agricole et assurer un emploi digne de ce nom, ne nous permettra pas d'aller au-delà dans les conditions de nos systèmes de production, de transformation et de marché actuel. Nous insistons encore sur le fait que le blé a été produit avec un programme de fertilisation réduite avec obligation de résultats. Les résultats Nmin (reliquats azotés tout de suite après la récolte et en début d'hiver avant la période des lessivages) qui nous ont été fournis par les services officiels (Chambre d'Agriculture et Laboratoires des Services Techniques de l'Agriculture) étaient très convaincants, à savoir 10 kg de nitrates par ha au 6 novembre 2018.

Aussi nous vous demandons de laisser une possibilité pour concilier production d'eau et production de blé boulanger de haute qualité (idem production d'huile alimentaire et production de semences) et de renoncer à des mesures généralisées de limitation supplémentaire des quantités de fertilisants pour lesquelles les véritables experts de la production agricole ne trouvent pas d'arguments.

En outre le travail en circuit court et notre souci à travailler de manière intégrée et, par là de façon plus durable, nous ont conduits à utiliser des fertilisants organiques en provenance de la station de Biogas à proximité plutôt que des fertilisants chimiques. L'application des fumures organiques permet en même temps de favoriser la formation de complexes argilo-humiques, structures organominérales qui stabilisent les sols en cas de fortes pluies tout comme le travail réduit du sol, facteurs très importants dans la lutte

contre l'érosion des sols et par là d'écoulements superficiels. De plus, afin de ne pas compromettre la qualité de la récolte, il nous semble évident que l'usage réfléchi de tous les moyens de lutte d'une agriculture raisonnée puissent rester à disposition de l'exploitant agricole.

D'ailleurs dans les dossiers techniques il est fait mention très souvent de la complexité quant à la délimitation des zones. En considérant que la parcelle FLIK P0918013 se trouve en partie en zone 2 et en partie en zone 3, et que le rayon de délimitation dépasse avec 540m largement celui des autres zones de protection, et que les études montrent que les parcelles du plateau de Wëllerbiërg sont caractérisées par les mots „peu vulnérable“, nous vous demandons de classer le FLIK P0918013 avec tous ses numéros cadastraux en zone 3.

Pour ce qui est des demandes de dérogation vous n'êtes sans doute pas sans ignorer que cela impose à l'exploitant agricole des démarches administratives supplémentaires. Qui dit démarche supplémentaire pense aussi à travail supplémentaire et la question d'une rémunération exacte dans les situations de concurrence luxembourgeoise (production agricole dans le cadre de la Politique Agricole Commune et du point de vue parité secteur agricole et autres secteurs de l'économie au Luxembourg) s'impose. Etant donné que les décisions dans une approche durable se prennent de manière „just in time“, qu'en est-il des délais de réponse en cas de demande de dérogation? Un système de lutte intégrée peut très bien préconiser une mesure à prendre le plus vite possible, un weekend ou un jour férié par exemple. En effet la nature et les écosystèmes ne connaissent pas de congés.

C'est donc avec grande inquiétude que nous avons dû constater que le règlement projeté engendre beaucoup de questions et très peu de solutions. D'une façon générale le projet de règlement ne correspond pas à une approche globale pluridisciplinaire complète. Or, l'avenir de même que les progrès des sociétés futures et plus spécialement du Luxembourg en tant que pays-phare dans le sens d'un véritable développement durable qualitatif respectant à la fois le côté social, l'écologie et l'économie imposent plus que jamais une approche globale et interdisciplinaire.

Dans l'espoir de recevoir une réponse favorable, nous vous prions Mesdames, Messieurs, de bien vouloir accepter l'expression de nos sentiments distingués.

Marie-Jeanne et Guy Reiland-Schrenger



Bonifas Georges
26 Rue De Kehlen
L-8390 NOSPELT



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich
freundlich!

Bonifas Georges



Biver Joé
23, Rue Scharfeneck
L-8283 KEHLEN



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hinweisen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

112

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Laut vorliegendem Ausweisungsdossier würde das Betriebsgelände meines Aussiedlungsbetriebes (Katastrnummen: 1169/1903, 1169/1902, 1169/1901, 1169/1900 und 1189/6882 alle Sektion A de Kehlen) im zukünftigen Einzugsgebiet komplett in der Zone III liegen. Diese Katasterparzellen befinden sich allerdings am Rande des Einzugsgebietes. Zur Berechnung der Einzugsgebietsgröße wurde eine durchschnittliche Fördermenge von 3300 m³ pro Tag herangezogen, wohl wissend dass diese Fördermenge im Schnitt nur in den Jahren 2002 bis 2006 erreicht wurde. Zwischen 2007 und 2017 waren es im Schnitt lediglich 2400 m³ pro Tag demzufolge wäre das Einzugsgebiet deutlich kleiner anzusetzen. Ich fordere demzufolge die Herausnahme genannter Katasterparzellen aus dem Einzugsgebiet der Quellgruppe *Wiersch*.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Ich fordere eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausbezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich

mit freundlichen Grüßen

Biver Joé



Müller Marc
33, Rue De Roodt
L-8391 NOSPELT



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Müller Marc



Administration communale de Kehlen
attn. du collège échevinal

15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Lettre AR

Luxembourg, le 2 mai 2019



Concerne: réclamation dans le cadre de l'enquête publique concernant le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, (...) WIERSCH 1 à 3, Wagner (...) situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

m.réf.: PRIVE : Martine Lamesch – Marc Giorgetti: maison Dondelange – lieu-dit "Kéihbierg"

email : martine.lamesch@turkprum.lu

Monsieur le Bourgmestre,
Messieurs les échevins,

Nous sommes propriétaires de parcelles sises en zone verte au lieu-dit « Kéihbierg », portant les numéros cadastrales 1144/5926, 140/114, 140/40 et 140/108, d'une surface approximative de 1,5 hectare, dont une partie est située sur le territoire de la localité de Kehlen et l'autre partie sur le territoire de la localité de Dondelange (pièce n°1 extrait geoportal.lu ci-joint). Nous y habitons de façon permanente, en présence de certains nombres d'animaux. Nous sommes également locataires des parcelles portant les numéros cadastraux 1151/5930, 1212/5159, partie des parcelles 1213, 1214, 1147/5929, 1196/2 et 1195/5157 sis au lieu-dit « im Kuhberg » et lesquelles servent au pâturage de mes chevaux. Ces dernières appartiennent aux Consorts HEMMER, représentés par M. Paul Hemmer demeurant à L-5760 Hassel, 5, rue de Weiler-la-Tour.

Conformément à l'article 44 (7) de la loi modifiée du 19 décembre 2018 relative à l'eau, ci-après « la loi relative à l'eau », nous nous permettons d'introduire des objections contre le projet de règlement grand-ducal précité portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine, notamment en relation avec les sources WIERSCH 1 et 3,

TURK & PRUM
13a. avenue Guillaume
L-1651 Luxembourg

☎ +352 45 07 32 -1
☎ +352 45 59 42
www.turkprum.lu
www.european-law-firm.com

Charles TURK
Ancien Bâtonnier
François PRUM
Ancien Bâtonnier
François TURK
Danielle WAGNER
François DELVAUX

Lionel SPET
Aurélia COHRS
Aurore MERZ-SPET

Martine LAMESCH
Chr. KUHN-RÉGNIER
Christophe JOLK

Marie EHRMANN
Jean-Xavier MANGA
Julie DE CILLIA

Laura PALGEN
Chris BACKES

et Wagner, déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones, ci-après le « projet de RGR»..

Les zones de protection auraient été délimitées en fonction de leur distance par rapport au captage des sources d'eau et le temps d'infiltration à partir de laquelle une substance atteint la nappe d'eaux souterraines. Notre propriété ainsi que celle prise en affermage, sont situées en zone de protection rapprochée. Nous doutons fermement que le terrain pris en affermage soit situé à une distance inférieure à 540 m des points de captage Wiersch. Le plateau situé le long de la route de Luxembourg ne saurait en tout état de cause pas être concerné et ne devrait pas être inclus en zone II.

Au titre de l'article 3, nous sommes non seulement soumis aux restrictions découlant du règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, mais encore à d'autres restrictions ayant des répercussions plus incisives au droit de propriété que celle découlant du RGR 2013.

Ainsi, il découle de l'article 3 point 7 que « les pâturages sont interdits dans les zones de protection rapprochée » sans distinction aucune. Or, une telle interdiction pure et simple est sans aucune mesure avec les objectifs recherchés. S'il est bien compréhensible que le pâturage soit soumis à certaines restrictions concernant le nombre d'animaux y détenus et leurs conditions de détention, une interdiction pure et simple ne saurait se concevoir pour être hors proportion avec le but recherché, à savoir la protection de la zone d'alimentation des captages d'eau. Même si une infime probabilité subsistait quant à une éventuelle potentielle pollution due aux excréments des chevaux, il est certain qu'aucune relation cause à effets ne saurait être prouvée entre la pollution des eaux souterraines et les excréments de chevaux sur une prairie. Les interdictions et restrictions énoncées au projet de RGR et à l'annexe II du RGR 2013 sont disproportionnées et hors mesure avec le but recherché par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Par ailleurs, la distance par rapport au point de captage pour l'installation de la zone II est en principe 50 mètres. En l'espèce, cette zone a été étendue à un périmètre de 540 mètres ! Ceci est difficilement compréhensible, même si des essais auraient prouvé l'existence de vitesses de circulation plus rapide dans l'aquifère pour les terrains sis dans ce périmètre. Cette extension très importante du périmètre de protection couplée à des interdictions totales de pâturage, emploi d'engrais et de pesticides, est disproportionnée par rapport aux objectifs recherchés de protection des eaux mais également par rapport à d'autres zones de protection établies dans d'autres communes où n'existent pas ces mesures d'interdictions totales dans les zones de protection rapprochée (*notamment par rapport au 1.) RGR du 10. octobre 2018 portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraines situées sur les territoires des communes de Beckerich, Hobscheid, Septfontaines, Saeul ou 2) projet de RGR pour les sites de captage Kopstal (côté Ouest) et situées sur les territoires des communes de Kehlen et Kopstal*). Il y a donc une discrimination qui n'est pas basée sur des critères objectifs et vérifiables et qui n'est pas conforme à l'article 10 bis de la Constitution (égalité devant la loi). Il y a également atteinte au droit de propriété, l'application de toutes ces interdictions enlevant toute

affectation aux terrains agricoles et donc l'utilité de la possession ou location de ces terrains. Les attributs essentiels du droit de propriété sont ainsi enlevés et il résulte une violation de l'article 16 de la Constitution par l'exception d'illégalité du RGR projeté dépassant sa base légale et en privant les propriétaires de droits élémentaires sans aucune indemnisation aucune.

En l'espèce les pâturages sont couverts par une couverture végétale en principe peu vulnérable. Il est constant que le lessivage de substances polluantes, s'il y en avait, est bien plus faible sur les prairies permanentes que sur les terres arables. A priori, aucune restriction concernant la tenue de chevaux sur des prairies ne devait être établie, alors qu'aucune pollution n'est à craindre. Depuis 27 années, les terrains en propriété et ceux loués ont été exploités en bon père de famille, en plein respect avec la nature. Il suffit de prendre l'avis du préposé forestier qui était au service de la commune pendant les 25 dernières années (M. Fischbach). Le nombre maximum de chevaux y détenus n'a jamais dépassé 5 unités. La majorité du temps seulement 2 chevaux y étaient présents. Souvent, pendant l'hiver, pour ne pas abîmer les prairies et le paddock, ils ont été transférés dans une écurie possédant un manège couvert pour pouvoir être entraînés, même en cas de conditions météorologiques défavorables.

En zone II est également interdit tout paddock, défini comme « *enclos non consolidé, aménagé en plein air destiné à la promenade et l'entraînement de chevaux* ». Or, une telle interdiction d'user de son paddock reste sans justification aucune ! La loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux a été adoptée pour promouvoir la protection et le bien-être des animaux. Or, une sortie régulière et de préférence journalière de chevaux ou poneys sur un paddock pendant 1 à 4 heures appartient aux soins appropriés à fournir à un animal en vertu de l'article 4 de la loi précitée. Les animaux, surtout les équidés, ont besoin de se promener quotidiennement et de ne pas rester enfermé dans un box 24 heures sur 24 heures. Or, le résultat de ces interdictions, aboutira à cet effet. De même, en cas d'existence d'un paddock ou étable se trouvant en exploitation au moment de la promulgation du projet de RGR, il devrait néanmoins faire l'objet d'une autorisation de la part du ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions, sans qu'aucun critère pour pouvoir bénéficier de cette autorisation ne soit énoncé ni dans la loi ni dans le projet du RGR, de sorte qu'on se trouve dans l'incertitude la plus totale, risquant d'aboutir à une attribution arbitraire des autorisations. Le même raisonnement s'applique à l'élevage de volaille en plein air qui est soumise à autorisation si le nombre est inférieur à 25. Si des poules sont tenues à des fins privées, pour la production d'œufs, faudrait-il également une autorisation ? En tout cas, la tenue de poules pondeuses ne saurait être qualifiée d'activité d'élevage.

Selon l'article 44 (3) de la loi relative à l'eau, l'objectif du projet de RGR est d'interdire, réglementer ou soumettre à autorisation les ouvrages, installations travaux ou activités qui sont susceptibles de porter atteinte à la qualité de la ressource hydrique ou à son débit exploitable. Il faut dès lors qu'existe une probabilité suffisamment certaine que l'activité y exercée soit en mesure d'altérer la qualité de l'eau. Or, il est difficilement imaginable qu'un paddock à chevaux destiné à la promenade ou à l'entraînement de chevaux, enceinte utilisée ponctuellement pendant quelques heures par jour, qui fait l'objet d'un nettoyage quotidien, soit nuisible à nos ressources d'eau à un tel point qu'il puisse faire l'objet d'une

interdiction pure et simple, sans possibilité de dérogation. Le paddock sert justement à ménager un juste équilibre à l'emploi des prairies, dans la mesure où en cas de fortes pluies, les chevaux risquent de les abîmer et restent donc dans l'enclos qualifié de « paddock ».

Au titre de l'article 4 du RGR 2013, précité, les constructions existantes dans ces zones peuvent continuer à servir à l'usage auquel elles sont destinées, sans préjudice de la prescription, par l'acte portant création de zone de protection, des conditions d'usage et d'exploitation nécessaires à préserver la qualité de l'eau souterraine ou de son débit exploitable. Or, le projet de RGR sous rubrique reste muet à ce sujet. Pour plus de clarté et pour éviter toute insécurité juridique, nous vous prions de bien vouloir inclure une possibilité de dérogation à l'interdiction totale d'usage de notre paddock (en fait nous sommes les seuls concernés par cette interdiction) au présent projet de RGR, afin que le ministre puisse être habilité à nous délivrer une autorisation pour l'utilisation de notre paddock existant.

Le projet de RGR, en son article 3, point 14 énonce que «*sur demande introduite conformément à l'article 23, §1^{er}, lettre q), de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le membre du gouvernement ayant la gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser certains ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités par dérogation aux dispositions des points 7 à 13 du présent article sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine* ». Or, une telle disposition conférant un certain pouvoir d'appréciation au ministre, fait défaut en ce qui concerne l'utilisation d'un paddock existant dans le présent projet de RGR. Il se peut que la lecture que le ministre fait du projet de RGR et du RGR 2013 consiste à autoriser de façon automatique les constructions et activités existantes (pâturage) sous réserve de certaines restrictions et de n'interdire que toute nouvelle construction ou activité, notamment construction d'un paddock, tel que ceci semble se dégager de l'article 5 du projet de RGR. Dans ce cas, nos objections afférentes au paddock deviendraient sans objet.

En ce qui concerne, l'interdiction totale de pâturage, elle est inappropriée si le propriétaire ou locataire s'engage à respecter une utilisation limitée à 2 à 4 unités de bétails ou équidés sur une prairie d'un hectare pour un temps limité. Le projet de RGR litigieux fixe un cadre extrêmement rigide non adopté aux circonstances d'espèces ne prenant nullement en considérations les réalités du terrain. Le texte proposé du projet de RGR se limite à tracer un cadre excessivement général tout en reléguant au ministre le pouvoir de régler pratiquement les modalités quant à la délivrance d'une autorisation et quant aux prescriptions spécifiques à respecter. Ceci ne correspond pas au prescrit de l'article 76, alinéa 2 de la Constitution. Le dispositif mis en place n'étant par ailleurs pas conforme à la loi qui lui sert de base, le projet de RGR s'expose encore à la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Les prairies, se trouvant sur notre propriété et ceux qui ont été prises en affermage, ont été soigneusement entretenues en n'ayant recours que très ponctuellement et à des endroits précis à des engrais et « pesticides » peu agressifs et ceci seulement tous les 2 à 3 ans. Il est clair qu'en cas d'interdiction de pâturage, d'épandage d'engrais et de pesticides, les parcelles seront inexploitables et ne pourront plus servir à un usage quelconque dans un

laps de temps très court, surtout les prairies pris en location, vu qu'il est impossible d'y faire du foin, vue la déclivité du terrain. En tout cas, l'interdiction totale de pâturage (point 7), d'utiliser des engrais (point 8) et des produits phytopharmaceutiques (point 13) de l'article 3 porte gravement atteinte au droit de propriété qui perd toute sa valeur, de même qu'à son exploitation agricole. Si des restrictions s'imposent quant aux produits employés et aux quantités maximales autorisées, ceci pourra être atteint au moyen d'un programme de vulgarisation agricole établi dans le respect de la nature et conformément aux objectifs de protection des points de captages des sources d'eau.

De maintes plantations ont été réalisées sur notre propriété et servent de refuge à de nombreuses espèces animales et insectes. Nous disposons également d'une surface « gazon » qui doit être régulièrement entretenue, même s'il s'agit seulement d'une surface infime par rapport au reste de la propriété. Serait-ce toujours possible de l'entretenir au vu du libellé restrictif du projet de RGR ? Pourrait-on utiliser notre jardin ? Garder nos chiens ? Nos poules ?

En septembre 2018, nous avons été raccordés au service public d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et fibre optique de la poste. Malheureusement le raccordement au réseau public d'assainissement des eaux n'a pas été réalisé vu de multiples contraintes existant et les frais extrêmement élevés y liés. Il est constant qu'il faudrait remplacer notre fosse septique avec trop plein par une fosse septique sans trop plein et nous nous voulons bien plier à cette exigence, de même à remplacer notre cuve souterraine de mazout, qui ne semble pas être une à double paroi.

A la lecture du projet de RGR portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine du site de captage Kopstal et situées sur les territoires des communes de Kehlen et Kopstal, il est indiqué à l'article 3, point 17, que « *pour les installations existantes, la mise en conformité aux dispositions reprises ci-devant devient obligatoire 5 ans après l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal* ». Une disposition similaire fait défaut dans le présent projet de RGR et il serait opportun d'y insérer une durée pour donner une prévisibilité et garantir la sécurité juridique aux administrés pour qu'ils puissent planifier au vue des frais importants qui vont leur incomber.

En espérant que vous allez intervenir en notre faveur, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Bourgmestre, Messieurs les Echevins, ainsi que Madame la Ministre, qui recevra transmission de ces observations, l'expression de ma plus haute considération.


Martine Lamesch



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

Kéihbiërg - Dondelange Giorgetti-Lamesch

map.geoportail.lu

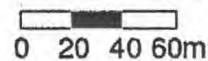
Das öffentliche Geoportal des Grossherzogtums Luxemburg



Date d'impression: 01/04/2019 14:50

www.geoportail.lu ist ein Portal zur Einsicht von geolokalisierten Informationen, Daten und Diensten, die von den öffentlichen luxemburgischen Behörden zur Verfügung gestellt werden. Haftung: Obwohl die Behörden mit aller Sorgfalt auf die Richtigkeit der veröffentlichten Informationen achten, kann hinsichtlich der Inhaltlichen Richtigkeit, Genauigkeit, Aktualität, Zuverlässigkeit und Vollständigkeit dieser Informationen keine Gewährleistung übernommen werden. Informationen ohne rechtliche Garantie. Copyright: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Ungefäherer Maßstab 1: 2500



<http://g-o.lu/3/N9st>





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

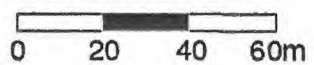
map.geoportail.lu
Das öffentliche Geoportal des Grossherzogtums Luxemburg



Date d'impression: 02/05/2019 14:42

www.geoportail.lu ist ein Portal zur Einsicht von geolokalisierten Informationen, Daten und Diensten, die von öffentlichen luxemburgischen Behörden zur Verfügung gestellt werden. Haftung: Obwohl die Behörden mit aller Sorgfalt auf die Richtigkeit der veröffentlichten Informationen achten, kann hinsichtlich der inhaltlichen Richtigkeit, Genauigkeit, Aktualität, Zuverlässigkeit und Vollständigkeit dieser Informationen keine Gewährleistung übernommen werden. Informationen ohne rechtliche Garantie. Copyright: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Ungefährer Maßstab 1: 1500



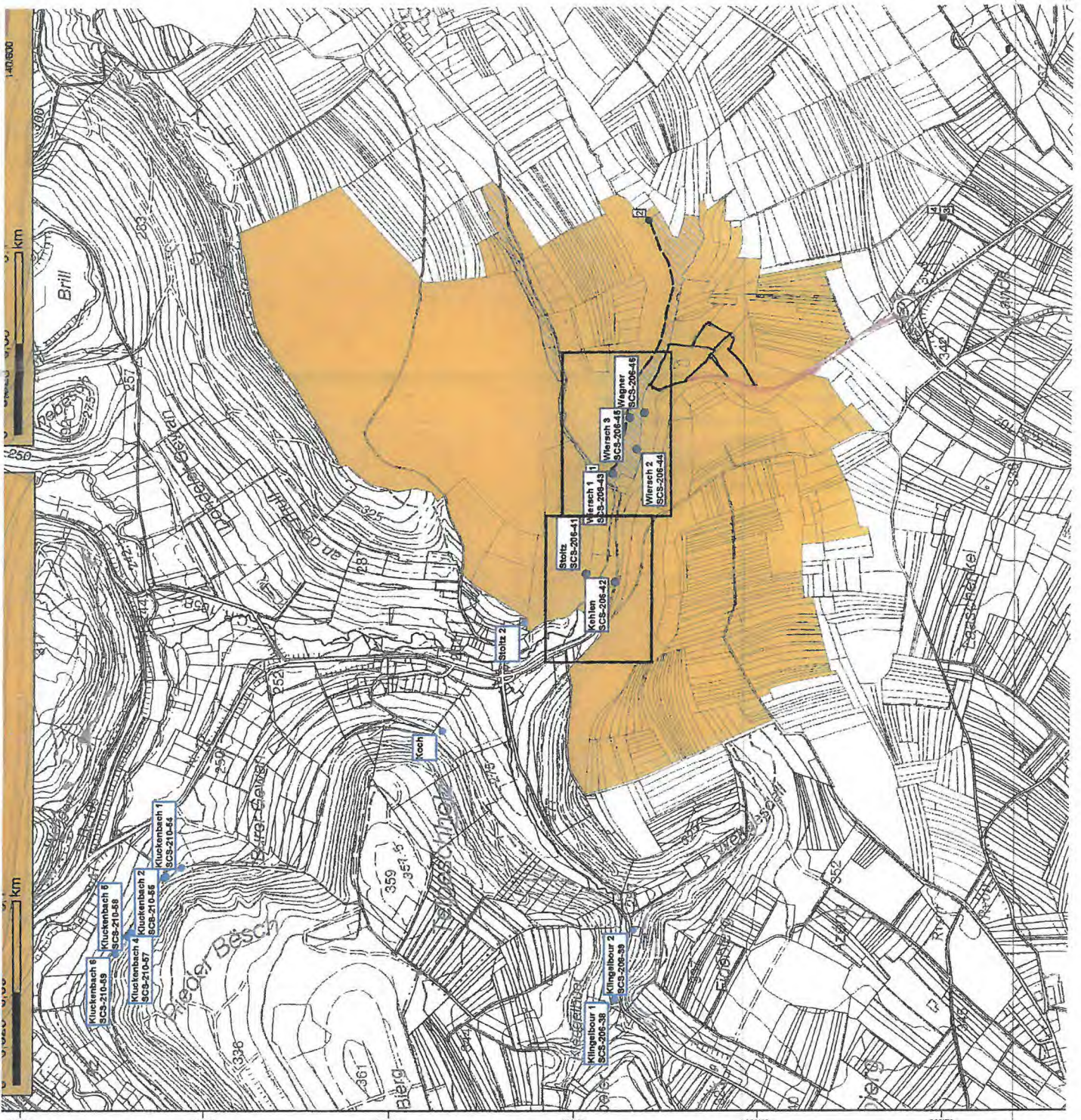
<http://g-o.lu/3/ORC3>





Standortkoordinaten

Luref	70943 E 183021 N
Lon/Lat WGS84	6.04263 E 149.68168 N
Lon/Lat WGS84 DMS	6° 02' 33,4" E 149° 40' 54,0" N
Lon/Lat WGS84 DM	6° 02.55753' E 149° 40.90050' N
WGS84 UTM	286673 5507438 (UTM32N)
Höhe	330,51 m
Nächstgelegene Adresse	2,Rte de Luxembourg,7423 Dondelange
Ungefähre Entfernung	162 Meter



55.000 54.500 54.000 53.500 53.000 52.500

Administration communale de Kehlen
attn. du collège échevinal

15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen



Lettre AR

Luxembourg, le 2 mai 2019

Concerne: réclamation dans le cadre de l'enquête publique concernant le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, (...) WIERSCH 1 à 3, Wagner (...) situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

m.réf.: Dr. Paul HEMMER – lieu-dit "Kéihbiërg"

email : martine.lamesch@turkprum.lu

Monsieur le Bourgmestre,
Messieurs les échevins,

J'ai l'honneur de vous informer que je m'occupe de la sauvegarde des intérêts Consorts HEMMER, représentés par M. Paul Hemmer demeurant à L-5760 Hassel, 5, rue de Weiler-la-Tour, qui sont propriétaires des parcelles portant les numéros cadastraux 1151/5930, 1212/5159, partie des parcelles 1213, 1214, 1147/5929, 1196/2 et 1195/5157 sis au lieu-dit « im Kuhberg ».

Conformément à l'article 44 (7) de la loi modifiée du 19 décembre 2018 relative à l'eau, ci-après « la loi relative à l'eau », mes mandants se permettent d'introduire des objections contre le projet de règlement grand-ducal précité portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine, notamment en relation avec les sources WIERSCH 1 et 3, et Wagner, déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones, ci-après le « projet de RGR »..

Les zones de protection auraient été délimitées en fonction de leur distance par rapport au captage des sources d'eau et le temps d'infiltration à partir de laquelle une substance atteint la nappe d'eaux souterraines. La propriété de mes mandants est située en zone de protection rapprochée. Mes mandants doutent fermement que leurs terrains soient situés à

turk prum
13a, avenue Guillaume
L-1651 Luxembourg
+352 45 07 32 -1
+352 45 59 42
www.turkprum.lu
www.european-law-firm.com

Charles TURK
Avocat Bâtonnier
François PRUM
Avocat Bâtonnier
François TURK
Danielle WAGNER
François DELVAUX

Lionel SPET
Aurélia COHRS
Aurore MERZ-SPET

Martine LAMESCH
Chr. KUHN-RÉGNIER
Christophe JOLK

Marie EHRMANN
Jean-Xavier MANGA
Julie DE CILLIA

Laura PALGEN
Chris BACKES

member of EEIG

European Law Firm*

une distance inférieure à 540 m des points de captage Wiersch. Le plateau situé le long de la route de Luxembourg ne saurait en tout état de cause pas être concerné et ne devrait pas être inclus en zone II.

Au titre de l'article 3, mes mandants sont non seulement soumis aux restrictions découlant du règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, mais encore à d'autres restrictions ayant des répercussions plus incisives au droit de propriété que celle découlant du RGR 2013.

Ainsi, il découle de l'article 3 point 7 du projet de RGR que « *les pâturages sont interdits dans les zones de protection rapprochée* » sans distinction aucune. Or, une telle interdiction pure et simple est sans aucune mesure avec les objectifs recherchés. S'il est bien compréhensible que le pâturage soit soumis à certaines restrictions concernant le nombre d'animaux y détenus et leurs conditions de détention, une interdiction pure et simple ne saurait se concevoir pour être hors proportion avec le but recherché, à savoir la protection de la zone d'alimentation des captages d'eau. Même si une infime probabilité subsistait quant à une éventuelle potentielle pollution due aux excréments d'animaux, il est certain qu'aucune relation cause à effets ne saurait être prouvée entre la pollution des eaux souterraines et les excréments d'animaux sur une prairie. Les interdictions et restrictions énoncées au projet de RGR et à l'annexe II du RGR 2013 sont dès lors disproportionnées et hors mesure avec le but et les objectifs recherchés par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

La distance par rapport au point de captage pour l'installation de la zone II est en principe 50 mètres. En l'espèce, cette zone a été étendue à un périmètre de 540 mètres ! Ceci est difficilement compréhensible, même si des essais auraient prouvé l'existence de vitesses de circulation plus rapide dans l'aquifère pour les terrains sis dans ce périmètre. Cette extension très importante du périmètre de protection couplée à des interdictions totales de pâturage, emploi d'engrais et de pesticides, est disproportionnée par rapport aux objectifs recherchés de protection des eaux, mais également par rapport à d'autres zones de protection établies dans d'autres communes où n'existent pas ces mesures d'interdictions totales dans les zones de protection rapprochée (*notamment par rapport au 1.) RGR du 10 octobre 2018 portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraines situées sur les territoires des communes de Beckerich, Hobscheid, Septfontaines, Saeul ou 2) projet de RGR pour les sites de captage Kopstal (côté Ouest) et situées sur les territoires des communes de Kehlen et Kopstal*). Il y a donc une discrimination qui n'est pas basée sur des critères objectifs et vérifiables et qui n'est pas conforme à l'article 10 bis de la Constitution (égalité devant la loi). Il y a également atteinte au droit de propriété, l'application de toutes ces interdictions enlevant toute affectation aux terrains agricoles et donc l'utilité de la possession ou location de ces terrains. Les attributs essentiels du droit de propriété sont ainsi enlevés, qui ont perdu toute valeur vénale et il résulte une violation de l'article 16 de la Constitution par l'exception d'illégalité du RGR projeté dépassant sa base légale et en privant les propriétaires de droits élémentaires sans aucune indemnisation aucune.

En l'espèce les pâturages sont couverts par une couverture végétale en principe peu vulnérable. Il est constant que le lessivage de substances polluantes, s'il y en avait, est bien plus faible sur les prairies permanentes que sur les terres arables. A priori, aucune restriction concernant la tenue d'animaux sur des prairies ne devait être établie, alors qu'aucune pollution n'est à craindre.

Le projet de RGR, en son article 3, point 14 énonce que «*sur demande introduite conformément à l'article 23, §1^{er}, lettre q), de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le membre du gouvernement ayant la gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser certains ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités par dérogation aux dispositions des points 7 à 13 du présent article sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine* ».

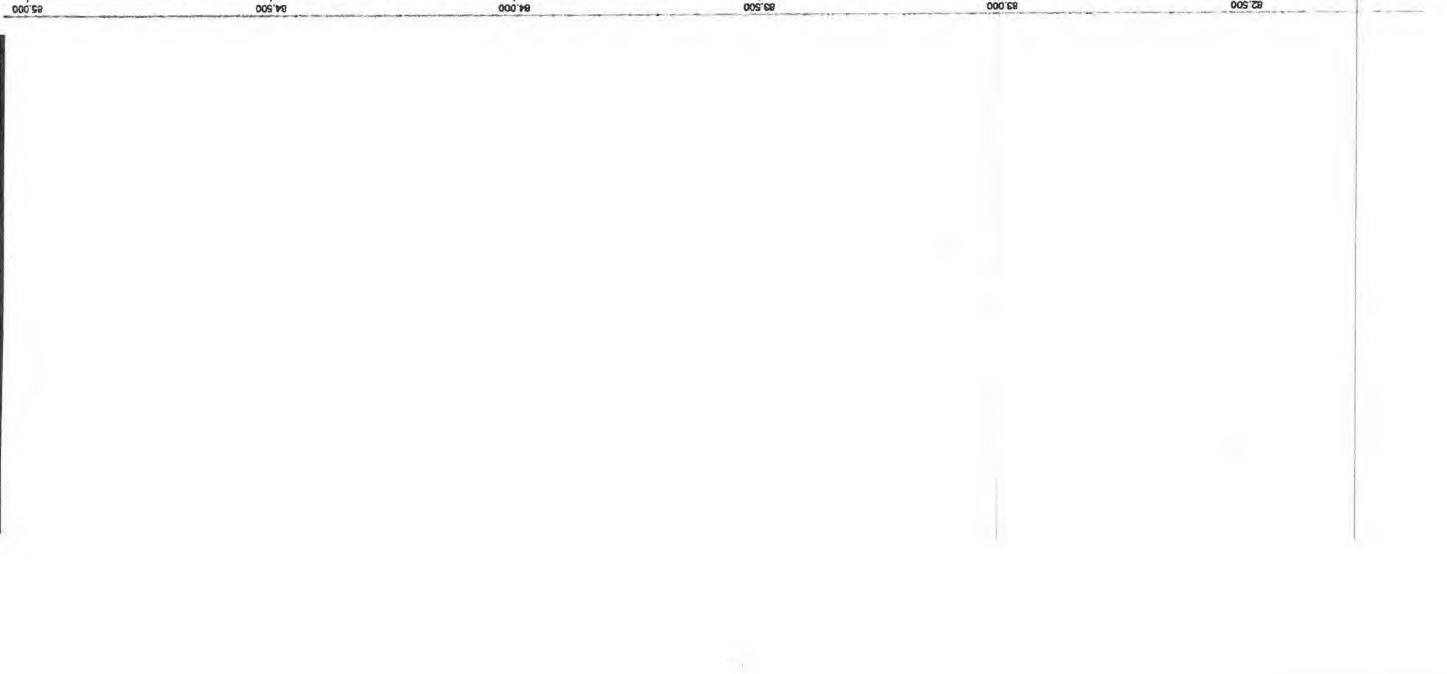
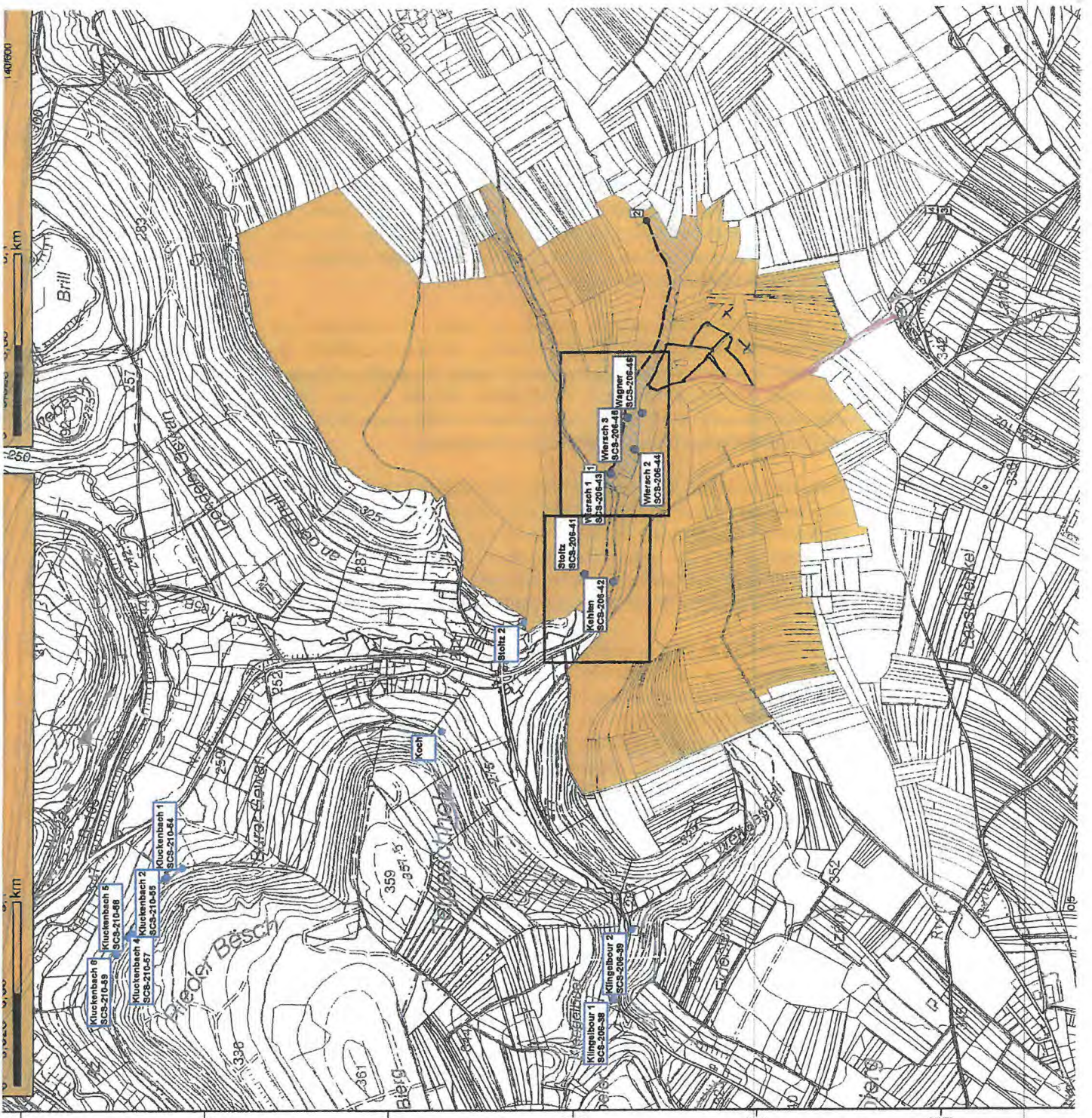
Le texte proposé du projet de RGR se limite à tracer un cadre excessivement général tout en reléguant au ministre le pouvoir de régler pratiquement les modalités quant à la délivrance d'une autorisation et quant aux prescriptions spécifiques à respecter. Ceci ne correspond pas au prescrit de l'article 76, alinéa 2 de la Constitution. Le dispositif mis en place n'étant par ailleurs pas conforme à la loi qui lui sert de base, le projet de RGR s'expose encore à la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Les terrains de mes mandants ont été donnés en affermage à différents locataires. Il est clair qu'en cas d'interdiction de pâturage, d'épandage d'engrais et de pesticides, les parcelles seront inexploitable et ne pourront plus servir à un usage quelconque dans un laps de temps très court. En tout cas, l'interdiction totale de pâturage (point 7), d'utiliser des engrais (point 8) et des produits phytopharmaceutiques (point 13) de l'article 3 porte gravement atteinte au droit de propriété qui perd toute sa valeur, de même qu'à son exploitation agricole. Aucun agriculteur ou personne privé ne prendrait plus en location de tels terrains et mes mandants subissent un préjudice financier important du fait de ce classement.

En espérant que vous allez intervenir en faveur de mes mandants, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Bourgmestre, Messieurs les Echevins, ainsi que Madame la Ministre, qui recevra transmission de ces observations, l'expression de ma plus haute considération.

Martine Lamesch







LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

map.geoportail.lu
Das öffentliche Geoportal des Großherzogtums Luxemburg



Date d'impression: 02/05/2019 14:41

www.geoportail.lu ist ein Portal zur Einsicht von geolokalisierten Informationen, Daten und Diensten, die von den öffentlichen luxemburgischen Behörden zur Verfügung gestellt werden. Haftung: Obwohl die Behörden mit aller Sorgfalt auf die Richtigkeit der veröffentlichten Informationen achten, kann hinsichtlich der inhaltlichen Richtigkeit, Genauigkeit, Aktualität, Zuverlässigkeit und Vollständigkeit dieser Informationen keine Gewährleistung übernommen werden. Informationen ohne rechtliche Garantie. Copyright: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Ungefährer Maßstab 1: 1500
0 20 40 60m

<http://g-o.lu/3/wmz5>





Standortkoordinaten

Land 99479 Eichenbühl
Lon/Lat WGS84 6.35364 E | 49.49993 N
Lon/Lat WGS84 DMS 6° 21' 13,1" E | 49° 29' 59,7" N
Lon/Lat WGS84 DM 6° 21,21841' E | 49° 29,99589' N
WGS84 UTM 308394 | 5486399 (UTM32N)
Höhe 150.40 m
Nächstgelegene Adresse 1, An der Klaus, 5495 Wintrange
Ungefähre Entfernung 52 Meter

Fischbach Jean-Marc
26, Rue D' Olm
L-8281 KEHLEN

ADMINISTRATION COMMUNALE KEHLEN					
E	2 MAI 2019				S
BG	EF	PE-FI	RE	SE	ST

26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Fischbach Jean-Marc



Hilgert Frères
18, Rue Brameschhof
L-8285 KEHLEN



Kehlen, den 26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlauben wir uns, Ihnen verschiedene Anmerkungen zukommen zu lassen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen die in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis möchten wir darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist dies äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen, ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines

stabilen Bodengefüges und der natürlichen Bodenfruchtbarkeit. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Wir fordern demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III schlägt das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Wir möchten darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen wurden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen (AUP) kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, so dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) sowohl als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleiben wir hochachtungsvoll.

Hilgert Frères



Binck Jeff
Rue De Nospelt
L-8283 KEHLEN



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Binck Jeff



COMMUNE DE KOERICH



REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 05 JUIN 2019

Date de l'annonce publique de la séance : 28/05/2019.

Date de la convocation des conseillers : 28/05/2019.

Présents : M. Jean Wirion, bourgmestre, MM. Norbert Welu et Yves Weyland, échevins,
M. Eugène Kemp, Mme Jasmine Lanckohr, Mme Vanessa Fernandes Cavaco, M. Marc Jacobs, Mme
Véronique Scherer-Thill, M Oliver Peters conseillers
M. Patrick Lecoq, secrétaire communal.

Absents excusé : /

Absents non-excuse : /

N° 5: Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort – avis du conseil communal

LE CONSEIL COMMUNAL,

- Vu la loi communale du 13 décembre 1988 telle qu'elle a été modifiée ;
- Revue la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- Revue la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- Considérée la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- Revu plus particulièrement l'article 44 de la précitée loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- Considéré que la Commune a initié l'enquête publique prévue en exécution des dispositions de l'article 44 susmentionné (paragraphe 6), invitant le public concerné à prendre connaissance des pièces afférentes au projet de règlement grand-ducal dont question dans la présente ;
- Eu égard aux observations introduites par des intéressés dans le délai imparti au sujet du projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, observations transmises ensemble avec le dossier relatif au projet de règlement au conseil communal afin de soumettre à son avis ;
- Etant établi qu'il appartient en conséquence au conseil communal d'émettre un avis concernant le précité projet de règlement grand-ducal et de le transmettre ensemble avec les réclamations lui transmises à la Ministre de l'Environnement, du climat et du développement durable ;

après avoir délibéré conformément à la loi :

décide, à l'unanimité des voix des membres votants,

soit 8 voix sur 8, le conseiller Kemp n'ayant pas participé au vote alors même qu'il a, à titre personnel, introduit une réclamation lors de procédure d'enquête publique

- de transmettre les réclamations reçues en précisant, dans le cadre de l'avis à émettre, ce qui sult, en l'occurrence :



COMMUNE DE KOERICH



REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

- a. que, de son avis, les dédommagements à accorder aux personnes (professionnels ou privés) dont les parcelles sont touchées par les restrictions relatives à la création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine devraient se faire à hauteur du préjudice réellement encouru (y inclus les frais supplémentaires leur incombant en cas d'acquisition d'une parcelle de remplacement équivalente) et non pas seulement en fonction du revenu supputé calculé (resp. estimé) en fonction d'une parcelle de terrain devenue impropre à l'exploitation ;
- b. que, de son avis, l'on ne devrait pas condamner l'entièreté d'une parcelle dans les cas avérés – cf. réclamations jointes - où seul une partie infime de la parcelle se situe endéans les zones définies autour des captages d'eau souterraine ;
- c. que, de son avis, l'interdiction totale d'engrais organique qui semble suggérée par le texte soumis à son avis, lui semble quelque peu disproportionnée alors que, sauf erreur de sa part, cette interdiction va au-delà des préconisations des Bureaux d'études spécialisés saisis lors de la phase d'élaboration du projet de règlement dont question et que, a priori, l'utilisation d'engrais organique, s'il est à limiter, paraît parfaitement défendable pour autant à ce qu'il soit limité à de doses/utilisation raisonnables, de sorte à ce qu'il faudrait plutôt concrètement définir les dérogations possibles, dérogations qui, en l'état actuel des choses, ne semblent pas avoir été arrêtés et définies de façon claire et distincte ;
- d. que, de son avis, entendu les professionnels concernés, une interdiction totale de faire paître le bétail sur les parcelles concernées par le projet de règlement semble également disproportionnée – qu'ici aussi, il semble évident qu'une limitation s'impose mais qu'une interdiction totale semble se faire au mépris d'autres facteurs (tels que la présence des sangliers dans les forêts adjacentes) qui, nonobstant toute interdiction imposées via le règlement, auront d'office un impact sur les parcelles concernées ;
- e. qu'il attire finalement l'attention sur le cas spécifique des fosses sceptiques et notamment des frais encourus par les personnes disposant d'une fosse à débordement, que ce soit simplement via l'obligation de les vider systématiquement mais surtout si l'on considère un éventuel raccordement au réseau de canalisation existant : en effet dans certains cas, il est évident qu'un éventuel raccordement (pour des considérations de distance ou même seulement de topographie) serait lié à des frais non-négligeables, de sorte à ce qu'il pourrait sembler opportun de réfléchir à un éventuel subventionnement ou autre participation aux frais encourus par les personnes désirant se conformer au mieux aux prescriptions du règlement envisagé
- f. que, considérant que des observations ont été introduites par des intéressés dans le délai imparti au sujet du projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Gulrsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, en l'occurrence (et plus spécifiquement)
- Vu la réclamation introduite le 2 mai 2019 par M. Eugène Kemp en nom et pour le compte de la société Cloos & Kemp, 13, rue Pierre Braun, L-8359 Goebange ;
 - Vu la réclamation introduite le 30 avril 2019 par Mme Gengler-Schroeder Marie-Jeanne, 10a, chemin de la Fontaine, L-8386 Koerich ;
 - Vu la réclamation introduite le 06 mai 2019 par M. Nico Leclerc, 32, rue de Steinfort, L-8388 Koerich ;
 - Vu la réclamation introduite le 02 mai 2019 par M. Luc Mangen, 9b, rue de l'école ; L-8358 Goebange ;
 - Vu la réclamation introduite le 06 mai 2019 par Mme Marie-Louise Simon-Mangen, 10, rue du Château, L-8385 Koerich ;

le conseil communal transmet les observations introduites par les intéressés concernant le projet de règlement dont question dans la présente à la Ministre de l'Environnement, du climat et du développement durable



COMMUNE DE KOERICH



REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

et de transmettre le dossier complet, pièces à l'appui,

1. directement au Ministère de l'Environnement, du climat et du développement durable
2. au Ministère de l'intérieur pour prise de connaissance et à toutes fins utiles

Ainsi délibéré à Koerich, date qu'en tête,
Suivent les signatures :

Le Bourgmestre,
Jean Wirion

Pour extrait conforme,
Koerich, le 20.06.2019

Le secrétaire communal,
Patrick LECOQ



CLOOS & KEMP
13, Rue Pierre Braun
L-8359 GOEBLANGE



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Koerich
2, rue du Château
L-8385 Koerich

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

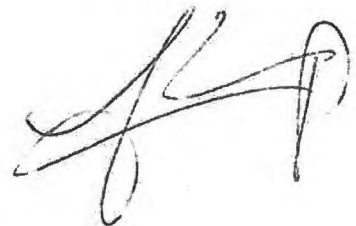
Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Kemp Eugène



Gengler-Schroeder Marie-Jeanne
10 A, Chemin De La Fontaine
L-8386 KOERICH

RECEVÉ
2019
AG KOERICH

26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Koerich
2, rue du Château
L-8385 Koerich

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp*

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

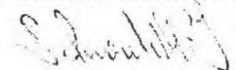
Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Gengler-Schroeder Marie-Jeanne



Leclerc Nico
32, Rue de Steinfort
L-8388 KOERICH

DATE D'ENTRÉE

03 MAI 2019

AG KOERICH

26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Koerich
2, rue du Château
L-8385 Koerich

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hinweisen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

Wir Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!



Leclerc Nico

Mangen Luc
9 B, Rue De L' École
L-8358 GOEBLANGE



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Koerich
2, rue du Château
L-8385 Koerich

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitrauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langfristig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst vage bzw. zweideutig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.

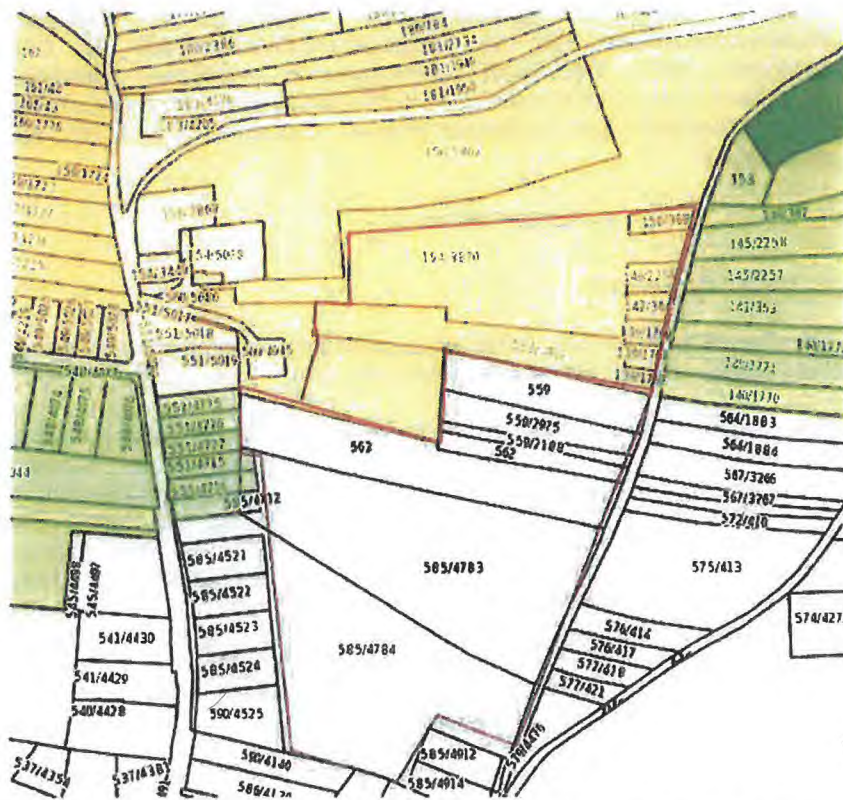
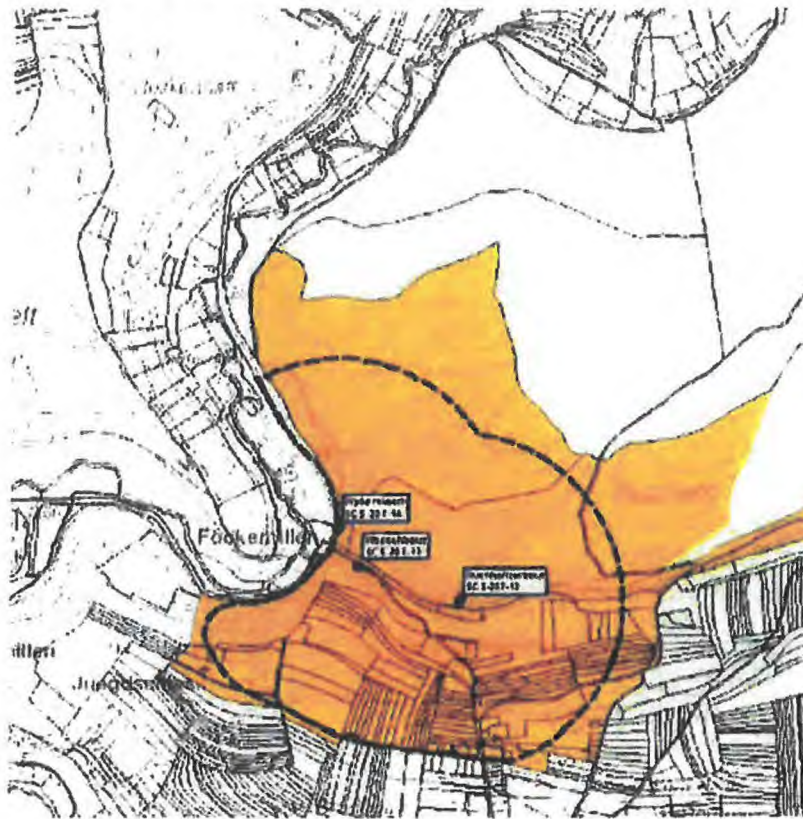


Abb.1.: Auszug des Katasterplans mit einer Darstellung der Schutzzonengrenzung

Bei der Abgrenzung der Schutzzone II wurden die Katasterparzellen: 154/3870, 150/368, 146/2256, 142/364, 139/1768, 139/1769, 139/1767, 552/3917, 154/3870, 560/5080 alle A de Koerich in die Zone II gelegt (siehe Abbildung 1). Die 50-Tageslinie (siehe Abbildung 2) wird herangezogen um die Abgrenzung der Schutzzone II festzulegen. Die Katasterparzellen 150/368, 146/2259, 142/364, 139/1769, 139/1768, 139/1767 liegen allerdings ganzheitlich außerhalb der 50-Tageslinie, diesbezüglich fordere ich dass diese Katasterparzellen in die Zone II verlegt werden. Im Kapitel 9.4.2 des Ausweisungsdossiers (Partie A) wird darauf hingewiesen dass zur Berechnung der 50-Tageslinie ein allgemeines Modell für den Luxemburger Sandstein herangezogen wurde, ohne über Tracerversuche bestätigen zu können dass dieses Modell auch auf das hier vorliegende Einzugsgebiet der Quellgruppe *Wykerslooth* übertragbar ist. Demzufolge ist die hiesige Abgrenzung der Zone II nur eine Vermutung. Ich fordere deswegen dass die Katasterparzellen

154/3870, 552/3917, 154/3870, 560/5080 die sich am Rande der Zone II befinden und von der 50-Tageslinie durchschnitten werden in die Zone III verlegt werden,



Die Landwirte müssen für die Ertragsseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Ich fordere eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Mangen Luc



Koerich, le 2 mai 2019.

Marie-Louise Simon-Mangen

10, rue du Château

8385 Koerich

Collège Échevinal de la Commune de Koerich

2, rue du Château

8385 Koerich

Objet : Demande d'enlèvement d'une parcelle d'une zone de protection des eaux

Monsieur le Bourgmestre, Messieurs les Échevins,

J'ai pu constater que mon terrain n° cad. Section A de Koerich 1608/3615, situé « Hannert dem Bësch » figure dans le projet de loi dans une zone de protection des eaux. Cette parcelle est divisée depuis 25 ans en 2 parties exploitées par des exploitants différents et séparées par une clôture. Ces parties portent deux numéros FLIK différents. Une partie (FLIK P0153975) est longue de ca 200 m et large de ca 15 m. Les deux parcelles voisines de cette partie ne sont pas dans la zone de protection des eaux. Je demande donc d'enlever cette bande de terre, qui n'est certainement pas plus importante que les parties avoisinantes, de la zone de protection des eaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de ma respectueuse considération.

(Pour Mme Simon-Mangen, Alphonse Simon, son fils)

Koerich, le 8 avril 2019

Dossier suivi par :
Steve Rodesch, tél. : 390256-20
E-Mail : steve.rodesch@koerich.lu
Réf. : StR. 090/2019

AVIS AU PUBLIC

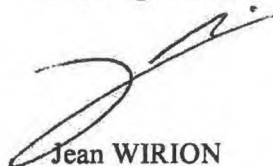
Art. 44 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort.

Il est porté à la connaissance du public que conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le dossier sur le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, sera déposé pendant trente jours à partir du 9 avril 2019 au 8 mai 2019 inclus à la maison communale où le public peut en prendre connaissance pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.


Les objections contre le projet doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins avant le 9 mai 2019.

Le bourgmestre,


Jean WIRION



Le secrétaire, f. f.


Tim EPSTEIN



EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
du Conseil communal
de Steinfort

Séance du 18 juillet 2019

Date de l'annonce publique de la séance: 12 juillet 2019

Date de la convocation des conseillers: 12 juillet 2019

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Entré le

07 AOÛT 2019

Présents : M. Pettinger, bourgmestre,

M. Gilberts, M. Wagner, échevins,

M. Matarrese, M. Frieden, Mme Dublin-Felten, M. Wirth, Mme
Asselborn-Huber, M. Zeimet, M. Falzani, Mme Houllard, conseillers

Mme Stockreiser-Pütz, secrétaire

Séance publique

13) Avis relatif au projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine situées entre autre sur le territoire de la commune de Steinfort

Le Conseil communal ;

Considérant que le Conseil communal est appelé à émettre son avis quant au projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine situées entre autre sur le territoire de la commune de Steinfort ;

Vu le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort ;

Vu les dispositions de l'article 44, paragraphe 6, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu l'avis publié pendant trente jours, à savoir du 3 avril 2019 au 2 mai 2019 inclus ;

Considérant que dans le cadre de l'enquête publique une objection contre le projet de règlement grand-ducal en question a été introduite par Monsieur Erny Jacqué ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme ;

décide à l'unanimité des voix :

d'émettre l'avis suivant relatif au projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine situées entre autre sur le territoire de la commune de Steinfort :

„Im Sinne einer nachhaltigen Gemeinde- und Landesentwicklung befürwortet die Gemeinde Steinfort generell die Ausweisung von Trinkwasser- und Quellschutzzonen. Kritisch werden hingegen jene Auflagen bewertet, die teilweise auch für den Bestand auferlegt werden. So unter anderem die notwendige Erneuerung bestehender Heizöltanks innerhalb von fünf Jahren, die erneute Genehmigung von Wärmepumpen oder die notwendige Erneuerung von Genehmigungen für die landwirtschaftlichen Tätigkeiten bestehender Betriebe.

Die Gemeinde fordert, dass sowohl Privatpersonen als auch Betriebe für jegliche Ausgaben, welche im Sinne dieser Großherzoglichen Verordnung auferlegt werden, finanziell durch die zuständigen staatlichen Instanzen entschädigt werden.

Die Gemeinde weist darauf hin, dass bereits genehmigte Projekte, wie PAP, ggfs. an die Erfordernisse der Trinkwasserschutzzone angepasst werden müssen. Wie die Ausführungen im vorliegenden Dossier zeigen, befinden sich jedoch nur kleine Siedlungsflächenanteile innerhalb der ausgewiesenen Zonen. Dementsprechend kann der Einfluss der Schutzzonenausweisung insgesamt als unerheblich eingestuft werden.

In Zusammenarbeit mit der Gemeinde Koerich ist ein Projekt für ein „Centre d'intervention et de secours“ am Ortsausgang von Steinfort an der N6. Die Gemeinde möchte auf diesen Problempunkt hinweisen und bitten, dies bei der Ausweisung der Schutzzone zu beachten.

Hinsichtlich der lokalen Bevölkerung wird dementsprechend von Seiten der Gemeinde gefordert, dass die von der Bevölkerung angebrachten Anmerkungen und Reklamationen bei der letztendlichen Fixierung der Schutzzone unbedingt berücksichtigt werden.“

La présente n'est pas soumise à approbation.

La présente est transmise à la Ministre de l'environnement, du Climat et du Développement durable aux fins voulues.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête. Suivent les signatures.

Pour expédition conforme.
Steinfort, le 5 août 2019



Andy Gilberts
Bourgmestre f.f.



Diane Stockreiser-Pütz
Secrétaire communal

AVIS

Projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

Il est porté à la connaissance du public que conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le dossier sur le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort, sera déposé pendant trente jours à partir du **3 avril 2019 au 2 mai 2019 inclus** à la maison communale où le public peut en prendre connaissance pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

Les objections contre le projet doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins avant le 3 mai 2019.

La demande peut être consultée au secrétariat communal.

pour le Collège des bourgmestre et échevins,



Guy Pettinger
Bourgmestre



Sam Mores
Secrétaire communal f.f.

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Il est certifié par la présente que le présent avis est affiché

en bonne et due forme à partir du ...21/4/2019...

Steinfort, le ...21/4/2019...

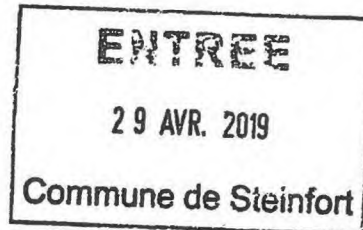


Le bourgmestre



Le secrétaire communal

Jacqué Erny
9, rue de Randlingen
L- 8366 HAGEN



26.04.2019

An den Schöffenrat der Gemeinde Steinfort
4, Square Patton
L-8443 Steinfort

Betrifft: Einwände gegen die großherzogliche Verordnung zur Ausweisung eines Wasserschutzgebietes um die Grundwasserentnahmestellen der Quellgruppen: *Lauterbour, Peiffer, Wykerslooth, Simmerschmelz, Riedergronn, Kluckebaach, Tro'n, Klengelbour, Wiersch des Syndicat des Eaux du Sud bzw. der Brunnen KR des SEBES auf den Territorien* der Gemeinden Koerich, Hobscheid und Kehlen, Steinfort und Helperknapp

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wasser ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedene Anmerkungen.

Der vorliegende Verordnungsentwurf sieht ein Ausbringungsverbot für organische Dünger und ein Beweidungsverbot in der nahen Schutzzone (Zone II) vor. Da diese Verbote im Zusammenhang mit der Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quelle zu sehen sind, ist es doch verwunderlich, dass das hier zuständige Studienbüro (Geoconseils) kein Totalverbot der organischen Düngung bzw. kein Verbot der Beweidung im Maßnahmenkatalog vorsieht. Empfohlen wird lediglich eine Reduzierung der organischen Düngung, diese nur für Ackerflächen, auf max. 130 kg organischer Stickstoff (Norg.). Dies deckt sich auch mit den Befunden zu bakteriologischen Verunreinigungen der Quellen. So sind es vor allem alte, noch nicht sanierte Quellen oder Quellen welche in Verbindung mit einem Oberflächengewässerkörper stehen (z.B. Koericherbaach infiltriert in die Quelle *Waeschbour*) welche regelmäßig bakteriologische Befunde über dem Trinkwassergrenzwert (TWG) aufweisen.

Aus agronomischer Sicht und im Sinne einer guten fachlichen Praxis will ich darauf hingewiesen, dass vor allem Grünland, darunter Dauergrünland und Feldfutter welches ganzjährig begrünt und komplett durchwurzelt ist ein sehr geringes Risiko für eine Nitratauswaschung darstellen, sodass ein Verbot der organischen Düngung auch diesbezüglich nicht gerechtfertigt ist. Wird langjährig auf die Zufuhr von organischer Substanz verzichtet, verarmen die Ackerflächen zusehends. Grundnährstoffe wie Phosphor und Kalium müssen zusätzlich über mineralische Dünger zugeführt werden. Im Hinblick auf geschlossene Nährstoffkreisläufe und Ressourcenschonung ist diese äußerst kritisch zu sehen. Zur Erhaltung des Humus als Kohlenstoffspeicher und Erosionspuffer, sowie zur Förderung der Bodenlebewesen ist eine organische Düngung zudem unersetzlich. Vor allem auf den leichten Sandböden, die in der Region vielerorts vorherrschen, ist der Erhalt und Aufbau des Humus enorm wichtig. Humus ist ein wichtiger Baustein zum Erhalt eines stabilen Bodengefüges. Hierdurch wird die Infiltrationskapazität erhöht, die Verschlammungsgefahr reduziert was sich letzten Endes in einer Reduktion des Erosionsrisikos niederschlägt.

Ich fordere demnach das Totalverbot der organischen Düngung sowie das Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II aufzuheben.

Innerhalb der Schutzzone III sieht das Studienbüro nur eine Begrenzung von 130 kg organischer Stickstoff (Norg.) auf Ackerland und nicht für Dauergrünland vor. Diesbezüglich stellt sich mir die Frage warum diese Einschränkung von 130 kg Norg. anschließend seitens des Wasserwirtschaftsamts (AGE) im Rahmen der Schutzzonenausweisung auch auf Dauergrünland übertragen wurde? Wohl wissend, dass auf Grünland, wie oben bereits erwähnt, nur eine geringe Auswaschungsgefahr für Nitrat besteht.

Durch eine in der Region ansässige Biogasanlage werden auf einem Großteil der landwirtschaftlichen Flächen im Einzugsgebiet Gärreste ausgebracht. Hierbei handelt es sich um eine Biogasanlage mit mesophiler Vergärung. In Versuchen konnte nachgewiesen werden, dass bereits bei einer Verweildauer des Substrats von nur 24 h 99% der E.Coli Bakterien abgetötet werden. Sodass die Gefahr einer bakteriologischen Verunreinigung der Quellen mit E. Coli Bakterien vor allem bei der Ausbringung von Gärresten minimiert ist.

Das Studienbüro empfiehlt Einschränkungen für die Anwendung von Pflanzenschutzmittel (PSM) für das gesamte Einzugsgebiet und schließt ein Totalverbot nicht aus. Weiterhin wird empfohlen freiwillige oder obligatorische Maßnahmen zur Reduktion der Gefahr eines PSM Eintrags umzusetzen. Diese Empfehlungen sind doch äußerst Waage bzw. zweiseitig. Ich will darauf hinweisen, dass überwiegend Wirkstoffe bzw. deren Abbauprodukte nachgewiesen werden, die ohnehin landesweit bzw. innerhalb provisorischer oder ausgewiesener Wasserschutzgebiete nicht mehr angewendet werden dürfen, gar seit längerer Zeit landesweit keine Zulassung mehr haben. Es handelt sich dabei um die Wirkstoffe Metazachlor, S-Metolachlor, Atrazine, Bentazone und Dichlorobenzamide. Diesbezüglich sind es für die Wirkstoffe Metazachlor und Metolachlor Altlasten die immer noch nachgewiesen werden können. Die Detektion von einigen wenigen Produkten rechtfertigt allerdings kein Totalverbot für sämtliche PSM in der engeren Schutzzone II.


Die Landwirte müssen für die Ertragseinbußen durch die hier verhängten Einschränkungen korrekt entschädigt werden. So ist die aktuelle Wasserschutzprämie (M12-Art.30) momentan nicht mit den Agrarumwelt und Klima Programmen kumulierbar. Ein Punkt der dringend geändert werden muss.

Wir fordern eine Abänderung der verschiedenen Verordnungen, dass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

In der Hoffnung auf eine positive Antwort verbleibe ich freundlich!

Jacqué Emy





**Projet de règlement grand-ducal
portant création de zones de
protection autour des captages
d'eau souterraine**



Kurzstellungnahme der Gemeinde Steinfort betreffend der geplanten Großherzoglichen Verordnung hinsichtlich der Abgrenzung einer Trinkwasserschutzzone auf dem Gemeindeterrain



20190828-LP-ENV

Auftraggeber

Administration communale de Steinfort

4, Square Patton
L-8443 Steinfort
www.steinfort.lu



Auftragnehmer

Luxplan S.A.

85-87, Parc d'Activités Capellen
L-8303 Capellen
Tél. : (+352) 26 390 1
Fax : (+352) 30 56 09
Internet : www.luxplan.lu



Projektnummer	20190828-LP-ENV	
Betreuung	Name	Datum
Erstellt von	Dr. Marco Hümann, Dipl. Umweltwissenschaftler Tél. : 26 390 - 330	Juni 2019
Geprüft von	Andreas Wener, Dipl. Geograph Tél. : 26 390 - 314	Juni 2019

Modifikationen

Index	Beschreibung	Datum

R:\2019\20190828-LP-ENV_Avis_Trinkwasserschutzzone_Steinfort\C_Documents\Docs_Luxplan

|||||

INHALT

1.	EINLEITUNG	4
2.	QUELLSCHUTZZONEN	5
3.	UMWELT- UND NATURSCHUTZFACHLICHE ASPEKTE	7
4.	URBANISTISCHE ASPEKTE	9
4.1.	GENERELLE ANMERKUNGEN	9
4.2.	AUSWIRKUNGEN AUF DEN PLAN D'AMÉNAGEMENT GENERAL (PAG)	10
5.	HYDROGEOLOGISCHE BZW. LANDWIRTSCHAFTLICHE ASPEKTE	14
6.	REKLAMATIONEN DER BEVÖLKERUNG	15
	REKLAMATION 1 – JACQUÉ ERNY, HAGEN	15
7.	ANMERKUNGEN DER GEMEINDE	16
	ANHANG	17

ABBILDUNGEN

Abb. 1 :	Lage der vorgesehenen Quellschutzzonen in Prozedur (www.geoportail.lu)	5
Abb. 2 :	Auszug Trinkwasserschutzzone (Projet de RGD)	6
Abb. 3 :	Geologische Übersichtskarte Luxembourg (Service Géologique 1996)	7

1. EINLEITUNG

Basierend auf dem modifizierten Wassergesetz vom 19. Dezember 2008 und im Besonderen dessen Artikel 44 sowie vor dem Hintergrund der europäischen Wasserrahmenrichtlinie (2000/60/EG) und der Nitratrichtlinie (91/676/EWG) weist der Staat Luxembourg Trinkwasserschutzzonen (Quellschutzzonen) auf dem nationalen Territorium aus. Die Ausweisung dieser Schutzzonen hat zum Ziel die unterirdischen Wassermassen zu schützen und eine nachhaltige Versorgung der Bevölkerung mit sauberem, unbelasteten Trinkwasser zu ermöglichen.

In Artikel 44 Abs.1 des Wassergesetzes ist beschrieben, dass die Schutzzonen in drei Bereiche unterteilt werden. Diese sind

- der unmittelbar um eine Quelle liegende Nahbereich (Zone de protection immediate; ZI),
- die mittlere Schutzzone (Zone de protection rapprochée ; ZII)
- und der entfernte Schutzbereich (Zone de protection éloignée ; ZIII).

In diesen Zonen können Aktivitäten oder Vorhaben, die einen potentiellen Effekt auf Quellen oder das Grundwasser haben können, verboten, mit Restriktionen belegt oder als genehmigungspflichtig definiert werden.

In der Großherzoglichen Verordnung vom 9. Juli 2013 (Règlement grand-ducal ; RGD) sind die administrativen Vorgaben für bestimmte Aktivitäten und Vorhaben in den verschiedenen Schutzzonen eindeutig geregelt. Demgegenüber sind die parzellengenauen Abgrenzungen der einzelnen Trinkwasserschutzzonen bisher noch nicht festgelegt. Diese sollen jeweils über eine eigene Großherzogliche Verordnung definiert werden.

In diesem Kontext wurden auf den Territorien der Gemeinden Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich und Steinfort die direkten Bereiche um die folgenden Quellfassungen als Schutzzone ausgewiesen: Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5. Diese Schutzzonen wurden rezent in einer vorläufigen Großherzoglichen Verordnung festgeschrieben. Nach Berücksichtigung aller eingegangenen Reklamationen im Rahmen der Öffentlichkeitsbeteiligung wird das RGD letztendlich verabschiedet.

Die vorliegende Stellungnahme der Gemeinde Steinfort zu diesem RGD bezieht sich im Wesentlichen auf die Schutzzonen auf dem Gemeindegebiet von Steinfort und wurde unter Mitarbeit von Zimplan S.à.r.l., InterAlia sowie Luxplan S.A. ausgearbeitet.



2. QUELLSCHUTZZONEN

Die in Prozedur befindlichen Quellschutzzonen im Bereich der Quellen Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 haben auf dem Gemeindegebiet von Steinfort eine Ausdehnung von ca. 75 ha. In der Gemeinde Steinfort liegen im Kontext der gesamten Schutzzone damit nur geringe Anteile. Hier sind hauptsächlich die ackerbaulich und forstlich genutzten Bereiche im Nordosten und Norden der Gemeinde betroffen. Hinsichtlich von Siedlungsbereichen ist die Ortschaft Steinfort selbst mit ihrem östlichen und nördlichen Ortsteilen von den ausgewiesenen Schutzbereichen umgeben.

Hauptsächlich Grund für die Ausweisung der Schutzzone an dieser Stelle ist das vorherrschende geologische Ausgangssubstrat des Luxemburger Sandsteins (li), der als Grundwasserleiter fungiert und aufgrund seiner relativ hohen Durchlässigkeit ein erhöhtes Gefährdungspotential für Verunreinigungen verschiedenster Art aufweist.



Abb. 1 : Lage der vorgesehenen Quellschutzzonen in Prozedur (www.geoportail.lu)

Die Quellschutzzonen beinhaltet drei Schutzbereichsklassen. So sind um die vorhandenen Quellen herum kleinflächige Zonen I ausgewiesen. Die Zonen II bilden einen größeren Radius um die Quellen herum. Den gesamten übrigen Teil bilden Schutzzonen der Klasse III. Die Klassen I und II sind in der Gemeinde Steinfort jedoch nicht vertreten.

Die Zone I (in der Abb.2 rosa) bildet den direkten Umkreis einer Quelle mit bis zu 20 m Ausdehnung zu jeder Seite. In diesem Bereich existieren laut RGD vom 9. Juli 2013 viele Restriktionen, da dieser Bereich sehr anfällig für Verschmutzungen ist, was direkte Auswirkungen auf die Qualität des Trinkwassers haben kann. Aus diesem Grunde ist das Areal auch meist umzäunt oder in ähnlicher Weise vor unbefugtem Betreten geschützt.

Zone II (in der Abb.2 orange) bildet die enge Schutzzone. Diese verhindert, dass mikrobiologische Verunreinigungen in die Quelle gelangen. Die enge Schutzzone erstreckt sich teilweise von der äußeren Grenze des Einzugsgebiets bis zu einer Entfernung, die einer Transferzeit von ungefähr 50 Tagen vom Grundwasser bis zum Einzugsgebiet entspricht.

Die Zone III (in der Abb.2 grün) bildet demgegenüber den Bereich des weiteren Einzugsgebietes der definierten Quellen. In dieser Zone sind laut RGD vom 2013 bestimmte Vorhaben oder Aktivitäten erlaubt. Nichtsdestotrotz sind für die meisten Aktivitäten Genehmigungen vom für Wasser zuständigen Ministerium erforderlich. Diese Genehmigungen sind bei der Wasserverwaltung (Administration de la gestion de l'eau, AGE) anzufragen.

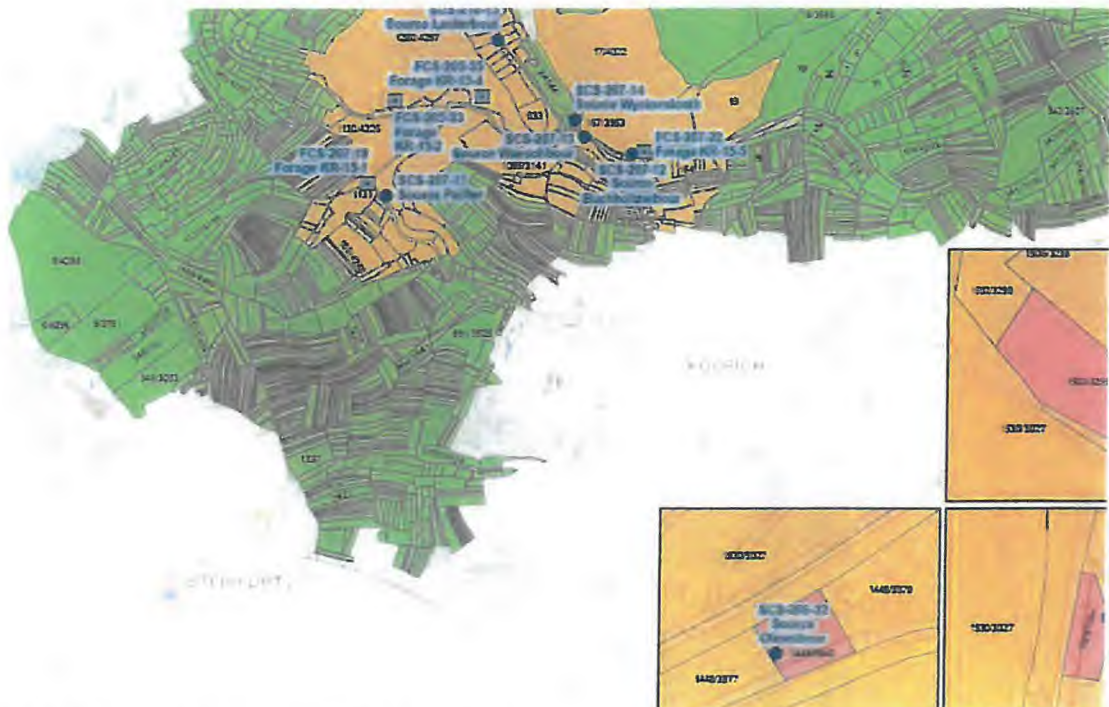


Abb. 2 : Auszug Trinkwasserschutzzone (Projet de RGD)

3. UMWELT- UND NATURSCHUTZFACHLICHE ASPEKTE

Aus umwelt- und naturschutzfachlicher Sicht ist eine Ausweisung von Trinkwasser- bzw. Quellschutzzonen unbedingt erforderlich. Die Versorgung der Bevölkerung mit sauberem und unbelasteten Trinkwasser ist nur dann möglich, wenn die Grundwasserleiter und Quellen vor Verunreinigungen und Belastungen geschützt werden.

Dieser notwendige Schutz betrifft besonders jene Landschaftsausschnitte, deren geologische Ausgangssubstrate und die daraus hervorgegangenen Böden als durchlässig bewertet werden müssen und die als Grundwasserleiter definiert sind. In Luxemburg fallen hierunter vor allem die Areale des Luxemburger Sandsteins (Grès de Luxembourg, li), die sich zentral von Südwesten nach Nordosten verteilen (Abb.3).

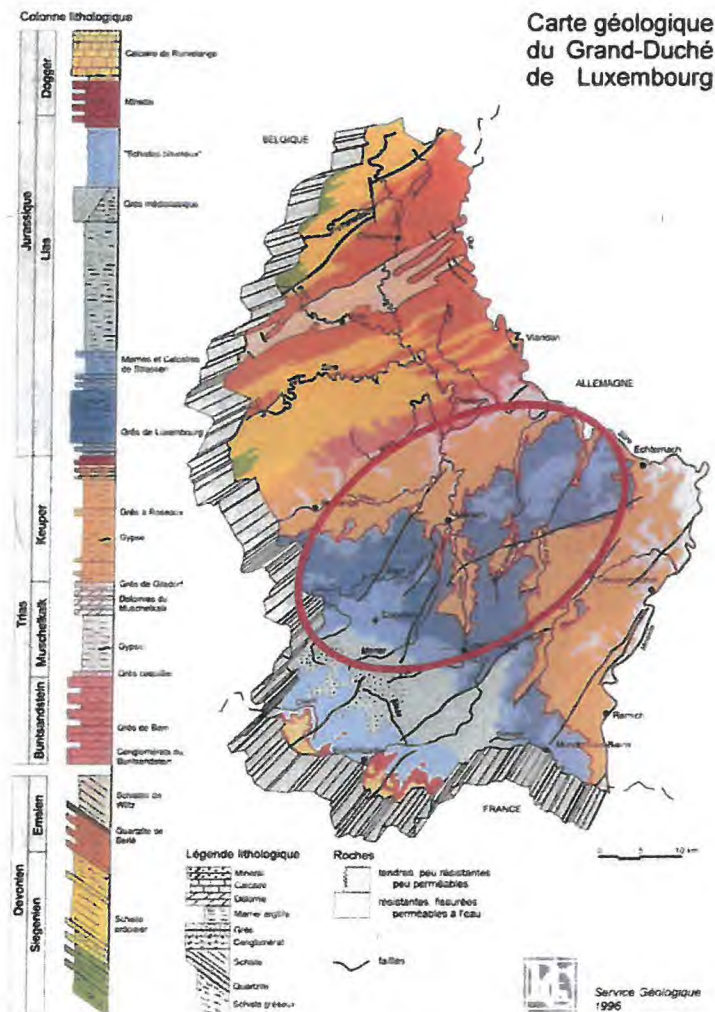


Abb. 3 : Geologische Übersichtskarte Luxemburg (Service Géologique 1996)

Da die Böden und geologischen Substrate der angesprochenen Bereiche gegenüber Verunreinigungen und Veränderungen im Vergleich zu anderen Landschaftsteilen sensibler ausgeprägt sind, ist eine Einschränkung verschiedener Aktivitäten und Vorhaben erforderlich. Die jeweiligen Einschränkungen sind für die drei unterschiedlichen Schutzzonen I, II und III im RGD vom 9. Juli 2013 aufgelistet.

Ohne eine Einschränkung von Aktivitäten oder Vorhaben im Bereich sensibler Grundwasserleiter und Quellen oder eine Genehmigungspflicht für definierte Vorhaben und Aktivitäten ist eine nachhaltige Sicherung sauberen Trinkwassers leider kaum möglich.

4. URBANISTISCHE ASPEKTE

Die Ausarbeitung dieses Kapitels wurde durch das PAG-Büro der Gemeinde Steinfort (Zimplan S.à.r.l.) umgesetzt.

4.1. GENERELLE ANMERKUNGEN

Im Zusammenhang mit der Ausweisung des Trinkwasserschutzgebietes Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 treten Überschneidungen der Trinkwasserschutzzone und einiger bereits urbanisierter sowie geplanter Gebiete des PAG-Entwurfs von Steinfort auf. Dies betrifft vor allem die Gewerbezone an der nördlichen Grenze Steinforts zu Habscht und Koerich. Sämtliche Überschneidungsbereiche zwischen der ZPS und dem Gemeindegebiet liegen in der weiteren Schutzzone, Zone III.

Generell ist die Ausweisung neuer Baugebiete in Zone III nur mit Genehmigung des für Wasser zuständigen Ministers erlaubt. Auch beim Bauvorhaben müssen einige Einschränkungen und Auflagen beachtet werden. So dürfen beispielsweise nur doppelwandige Heizöltanks installiert und betrieben werden. Erdwärmepumpen sind nur mit Genehmigung erlaubt. Weitere Einschränkungen sind der folgenden Tabelle und dem RGD vom 9. Juli 2013 zu entnehmen. Die Auflagen gelten auch für die bestehenden Gebäude. Bereits installierte Heizöltanks müssen innerhalb von fünf Jahren nach Ausweisung der Trinkwasserzone auf den neuesten Stand gebracht werden.

Depots, Werke, Installationen und Tätigkeiten, die entgegen den Bestimmung des RGD vom 9. Juli 2013 stehen, aber bei Inkrafttreten der Trinkwasserschutzzone bereits in Betrieb sind, können eine Ausnahmegenehmigung beantragen. Es soll sichergestellt werden, dass der funktionierende Betrieb gewahrt bleibt.

Durch die Ausweisung der Trinkwasserschutzzone werden Bauvorhaben insgesamt komplexer, da Genehmigungen für verschiedene Aspekte erforderlich werden, die das Vorhaben verlangsamen können. Hinzu kommen höhere Kosten für die Baumaßnahmen.

Anwohner mit einwandigen Heizöl- oder Lufttanks müssen ebenfalls mit Kosten für die Umrüstung rechnen.

Besitzer von Erdwärmepumpen müssen hierzu Genehmigungen beantragen.



4.2. AUSWIRKUNGEN AUF DEN PLAN D'AMÉNAGEMENT GENERAL (PAG)

Die geplante Trinkwasserschutzzone betrifft nach PAG-Entwurf (Stand Juni 2019) ca. 12 ha ausgewiesener, urbanisierter Fläche (siehe Tabelle 1). Überwiegend sind dies ECO-c1 Zonen, aber auch ein kleiner Teil einer HAB-1 Zone ist betroffen.

Neben bereits bebauter Fläche liegen auch zwei NQ-Flächen („Hinter der Berk – Phase III“) in der geplanten Trinkwasserschutzzone: „Hinter der Berk – Phase II“ und „Hinter der Berk – Phase III“. Zusammen ergibt das insgesamt ca. 1,6 ha Bauzone, die den zukünftigen Bestimmungen der geplanten ZPS unterliegen werden. Wie in den generellen Anmerkungen bereits angedeutet, wird es auch im Bereich der Bestandsflächen (bestehende Häuser aber auch noch nicht bebaute Baulücken) notwendig werden, die Konformität der installierten technischen Infrastrukturen (Heizöltanks, Wärmepumpen, Abwasserleitungen, usw.) zu prüfen und ggfs. anzupassen oder komplett zu tauschen. Alle fünf Jahre müssen die Eigentümer von Abwasser- und Mischwassernetzen, Kläranlagen und Anlagen zur Handhabung und Lagerung von Flüssigstickstoffdüngemitteln, Pflanzenschutzmitteln, Mist und Gülle eine Dichtheitsprüfung durchführen lassen und die Ergebnisse der Wasserverwaltung übermitteln.

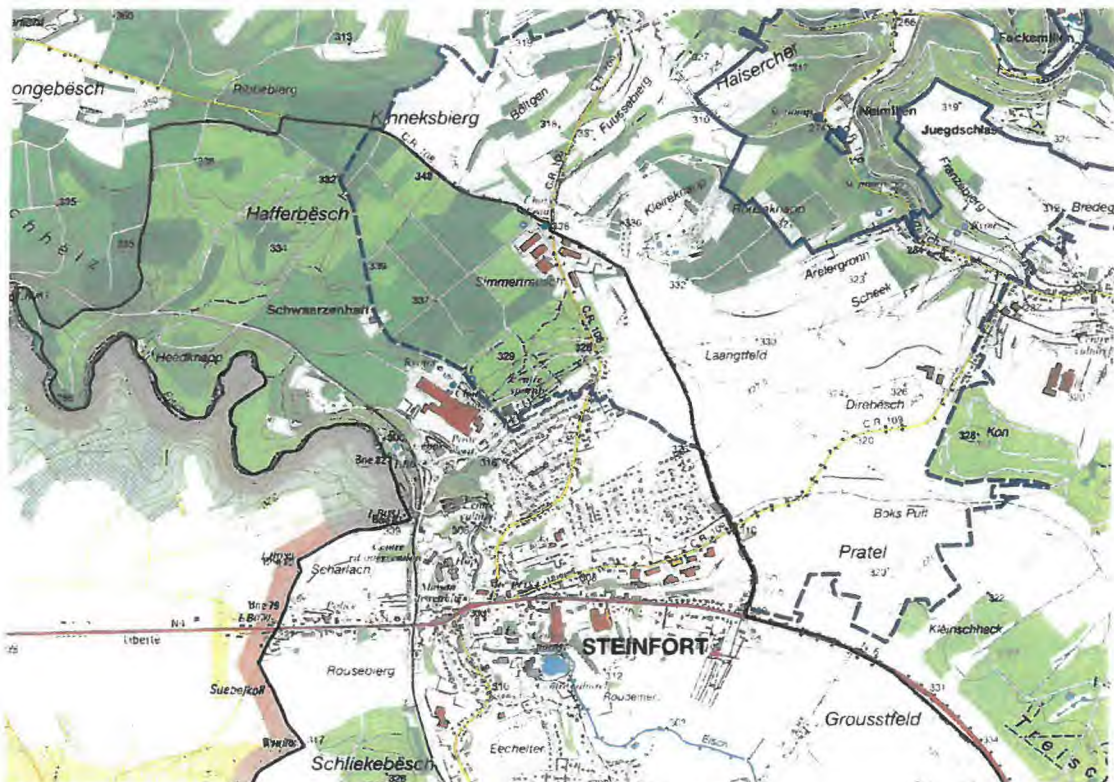


Abb. 4 : Topographische Karte mit Abgrenzung der ZPS (Zilmpla s.à r.l. 2019)



Der Straßenbau und -umbau darf nur mit Genehmigung des Ministers erfolgen und muss mit den besten Techniken, die verfügbar sind, umgesetzt werden.

Der Großteil der Trinkwasserschutzzone wird jedoch in der Grünzone (Zone verte) der Gemeinde Steinfort liegen. Das bedeutet, dass nicht die urbanen Bereiche, sondern die forstwirtschaftlichen Areale (Zones forestière; FOR) mit rund 55 ha Flächenanteilen am stärksten betroffen sind. Aber auch etwa 9 ha agrarwirtschaftliche Flächen (Zones agricoles) liegen innerhalb der ZPS.

Landwirtschaftliche Betriebe, deren Parzellen innerhalb der Trinkwasserschutzzone liegen, unterliegen bestimmten Restriktionen. Diese sind im RGD vom 9. Juli 2013 und dem (Projet-)RGD der spezifischen ZPS einzusehen. Unter anderem ist die Menge der organischen und mineralischen Düngezufuhr in den geschützten Bereichen begrenzt (siehe Tabelle 2). Ziel dieser Einschränkungen ist es, Verunreinigungen oder Belastungen des Trinkwassers mit Stickstoff zu verhindern oder zu minimieren. Die Düngung mittels Klärschlamm, Abwässern und Geflügelkot ist hier dementsprechend ebenfalls untersagt. Für den Obst- und Gemüseanbau muss eine Genehmigung des Ministers eingeholt werden.

Bezogen auf die Forstwirtschaft sind vor allem die Rodungsbeschränkungen auf Areale mit einer Größe von über 25 ar relevant. Nasslager und Lagerflächen für Nutzholz sowie Erstaufforstungen benötigen eine Genehmigung. Allerdings liegt der betroffene Waldbereich in dem nationalen Schutzgebiet Schwaarzenhaff – Jongebësch (RD 14), weswegen viele Beschränkungen der ZPS bereits jetzt gelten.

In Trinkwasserschutzzonen liegende, landwirtschaftlich genutzte Flächen sind jedoch nicht nur benachteiligt. Sie sind beispielsweise, im Vergleich zu anderen Betrieben, dazu qualifiziert am Förderprogramm 482 – „Extensivierung von Grünland“ der Agrar-Umwelt-Klimamaßnahmen PDR2014-2020 des Agrarministeriums teilzunehmen¹ und so aktiv zum Wasser- und Naturschutz beizutragen.

¹ <https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/agrar-klima-umwelt.html>

TABELLE 1: FLÄCHENANTEILE UND RESTRIKTIONEN DER TRINKWASSERSCHUTZZONE – URBANER BEREICH

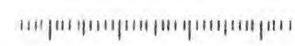
PAG-Entwurf	Betroffene Flächenanteile [ha]	Restriktionen in der Zone III (RGD 9. Juli 2013 / projet RGD ZPS)*
HAB-1/2	2,69 ha	Ausweisung neue Baugebiete nur mit Genehmigung Straßenbau und -umbau nur mit Genehmigung
BEP	1,79 ha	Installation, Erweiterung und Betrieb von Wärmepumpen, Sonden und geothermische Sensoren nur mit Genehmigung, wenn keine Gefährdung der Wasserqualität Unterirdische Öltanks müssen doppelwandig sein und mit Alarmpfeife oder elektronische Füllbegrenzer mit Lecksuchgerät ausgestattet sein und vor Inbetriebnahme durch AGE zertifiziert werden Einwandige Lufttanks müssen in einem externen Tank untergebracht werden → Bestehende Tanks müssen innerhalb von 5 Jahren auf den neuesten Stand gebracht werden Bau, Betrieb, An- und Umbau von landwirtschaftlichen Gebäuden nur mit Genehmigung
ECO-c1	7,52 ha	Ausweisung neuer Industriezonen nur mit Genehmigung Bau, Umbau, Betrieb von Industrieanlagen, die die Wasserqualität verändern können (Raffinerien, Stahlindustrie, Chemieindustrie, Kraftwerke) ist verboten Schmierstoffe und Trennmittel benötigen eine Genehmigung
Zone urbanisées ou destinées à être urbanisées	12 ha	

* Auswahl an Restriktionen, vollständige Auflistung im RGD von 2013 und dem Projet-RGD portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort

TABELLE 2: FLÄCHENANTEILE UND RESTRIKTIONEN DER TRINKWASSERSCHUTZZONE - GRÜNZONE

PAG-Entwurf	Betroffene Flächenanteile [ha]	Restriktionen in Zone III (RGD 9. Juli 2013)*
AGR	8,50 ha	<p>Düngung (mineralisch und organisch):</p> <ul style="list-style-type: none"> Keine Düngung mit Klärschlamm, Abwässern, Geflügelmist Höchstmenge Ackerland: 130 kg N_{org} / ha Höchstmenge Grünland: 170 kg N_{org} / ha <p>Reine Hülsenfrüchte können nur einmal alle 5 Jahre gepflanzt werden</p> <p>Bau, Betrieb, An- und Umbau von Baumschulen, Gartenbaubetrieben, Wein-, Obst- und Gemüseanbau nur mit Genehmigung</p>
FOR	54,63 ha	Abholzung > 25 Ar nicht erlaubt
Grünzone	63,13 ha	

* Auswahl an Restriktionen, vollständige Auflistung im RGD von 2013 und dem Projet-RGD portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort



5. HYDROGEOLOGISCHE BZW. LANDWIRTSCHAFTLICHE ASPEKTE

Die Ausarbeitung dieses Kapitels wurde durch das Büro InterAlia umgesetzt. Der Avis wird an dieser Stelle nicht eingebunden, sondern wird separat im Anhang beigefügt.

6. REKLAMATIONEN DER BEVÖLKERUNG

Die Gemeinde Steinfort veröffentlichte die Information des projektierten RGD zur geplanten Trinkwasserschutzzone am 03. April 2019. Die Bevölkerung wurde aufgerufen ihre Reklamationen und Anmerkungen zum Projet-RGD bis zum 03. Mai 2019 bei der Gemeinde einzureichen. Folgende Reklamationen wurden der Gemeinde zugesandt. Die Reklamationen finden sich auch im Anhang des Dokumentes.

REKLAMATION 1 – JACQUÉ ERNY, HAGEN

In der Reklamation werden verschiedene Kritikpunkte zur geplanten Fixierung der Trinkwasserschutzzone bzw. deren RGD angesprochen.

1. Forderung der Aufhebung des Totalverbots von organischem Dünger sowie dem Beweidungsverbot für die engere Schutzzone II.
2. Infragestellung der Begrenzung des Norg-Einsatzes auf 130 kg innerhalb der Schutzzone III.
3. Anmerkung, dass die Aussagen zur Einschränkung der Anwendung von Pflanzenschutzmitteln (PSM) zu vage formuliert sind.
4. Forderung einer angemessenen Entschädigung der betroffenen Landwirte für potentielle Ertragseinbußen.
5. Forderung der Abänderung der entsprechenden Verordnungen, sodass sowohl die Wasserschutzprämie (M12-Art 30) als auch die AUK Programme vollständig pro Parzelle ausgezahlt werden können.

7. ANMERKUNGEN DER GEMEINDE

Die Gemeindeverantwortlichen sind sich der geplanten Festlegung der Trinkwasser- und Quellschutzzone Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 und des geplanten Règlement grand-ducal bewusst.

Der Gemeinde ist darüber hinaus klar, dass nur geringe Anteile der für diese Schutzzone definierten Flächen auf dem Gemeindeterrain von Steinfort liegt.

Im Sinne einer nachhaltigen Gemeinde- und Landesentwicklung befürwortet die Gemeinde Steinfort generell die Ausweisung von Trinkwasser- und Quellschutzzonen. Kritisch werden hingegen jene Auflagen bewertet, die teilweise auch für den Bestand auferlegt werden. So unter anderem die notwendige Erneuerung bestehender Heizöltanks innerhalb von fünf Jahren, die erneute Genehmigung von Wärmepumpen oder die notwendige Erneuerung von Genehmigungen für die landwirtschaftlichen Tätigkeiten bestehender Betriebe.

Die Gemeinde weist darauf hin, dass bereits genehmigte Projekte, wie PAP, ggfs. an die Erfordernisse der Trinkwasserschutzzone angepasst werden müssen. Wie die Ausführungen im vorliegenden Dossier zeigen, befinden sich jedoch nur kleine Siedlungsflächenanteile innerhalb der ausgewiesenen Zonen. Dementsprechend kann der Einfluss der Schutzzonenausweisung insgesamt als unerheblich eingestuft werden.

In Zusammenarbeit mit der Gemeinde Koerich ist ein Projekt für ein „Centre d'intervention et de secours“ am Ortsausgang von Steinfort an der N.6. Die Gemeinde möchte auf diesen Problempunkt hinweisen und bitten, dies bei der Ausweisung der Schutzzone zu beachten.

Hinsichtlich der lokalen Bevölkerung wird dementsprechend von Seiten der Gemeinde gefordert, dass die von der Bevölkerung angebrachten Anmerkungen und Reklamationen bei der letztendlichen Fixierung der Schutzzone unbedingt berücksichtigt werden.

ANHANG

- Anhang 1:** Avis hydrogéologique Projet de règlement grand-ducal création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort (InterAlia, Juni 2019)
- Anhang 2:** Reklamation 1 – Jacqué Erny, Hagen (26.04.2019)



Avis hydrogéologique « Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lauterbour, Peiffer, Klingelbour 1 et 2, Tro'n, Kluckenbach 1 à 6, Schmit 1 et 2, Feyder 1 à 3, Kremer, Guirsch, Kehlen, Stoltz, Wiersch 1 à 3, Wagner, Buchholtzerbour, Waeschbour, Wykerslooth, Camping, Olmesbour, Simmerschmelz, KR-15-1, KR-15-2, KR-15-4 et KR-15-5 situées sur les territoires des communes de Habscht, Helperknapp, Kehlen, Koerich et Steinfort »

INFORMATIONS

Etat	Nom	Date
Rédacteur	Laurence PLENECASSAGNE	20/06/2019
Vérificateur	Jacques NAU	20/06/2019

REMARQUES

REVISIONS

APPREUVE

Table des matières

1	Aperçu du contexte réglementaire général.....	3
2	Spécificités du projet de RGD actuel en lien avec la réglementation et la commune de Steinfurt	4
3	Références	7

1 Aperçu du contexte réglementaire général

La délimitation des zones de protection relatives à un captage d'eau destiné à la consommation humaine (ici abrégé en ZPS) relève d'une série de lois et règlements brièvement décrits ci-dessous.

1/ En premier lieu, l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 a été modifié par l'art. 18 de la loi du 20 juillet 2017 et :

- stipule que la délimitation des ZPS est obligatoire pour les exploitants d'eau potable. Celui-ci est tenu de présenter un dossier de délimitation au Ministère du Développement Durable et des Infrastructures (MDDI) – aujourd'hui Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) ;

- établit que des règlements grand-ducaux (dits spécifiques) délimitant les ZPS vont être adoptés/publiés pour une ou plusieurs ZPS ;

- définit la nature des ZPS (ZI, ZII, ZII-V1 et ZIII).

Remarques : Les autres aspects de/des lois ne sont pas abordés ici.

2/ Le **règlement grand-ducal du 9 juillet 2013** regroupe l'ensemble des mesures administratives obligatoires dans les ZPS. Chaque catégorie et type d'activité y est répertorié. Il est défini pour chacune des activités dans chacune des zones si elles sont autorisées, interdites ou soumises à autorisation.

Ce règlement ne constitue pas un règlement de délimitation proprement dit, il établit seulement les règles à l'intérieur de celle-ci.

3/ Le **RGD portant création des zones de protection** établit cette délimitation. Il passe par une forme « projet » sous laquelle il est envoyé aux communes concernées pour avis et pour mise en place de la consultation publique. Toutes les autres administrations ou chambres professionnelles concernées sont également consultées. Le futur règlement regroupe :

- d'une part, un plan de délimitation des ZPS avec une liste de parcelles attenantes ;

- d'autre part, la liste des règles spécifiques applicables dans ces zones. C'est-à-dire qu'il complète les règles établies dans le RGD du 9 juillet 2013 mais qu'il ne le remplace pas. Il permet de désigner et de nommer, par exemple, quelle route est concernée par une interdiction de matière dangereuse ou quel plateau doit appliquer des restrictions supplémentaires en ce qui concerne les nitrates. Il contient un

« exposé des motifs » qui argumente, au regard de la qualité de l'eau captée et des problématiques hydrogéologiques, la délimitation des zones.

Lors de la phase de consultation publique les communes concernées et les habitants sont amenés à donner leurs avis sur la délimitation et peuvent éventuellement la contester (cf. art. 18 (6) de la loi du 20 juillet 2017).

4/ Enfin, conformément à l'article 18, paragraphe 9 de la loi modifiée du 20 juillet 2017, un **programme de mesures** doit être établi par l'exploitant d'un point de prélèvement. Ce programme de mesures (déjà abordé dans ses grandes lignes dans le dossier ZPS) détaillera de façon très précise le type de mesures ainsi que les priorités des mesures à appliquer sur les différents types de zone (ZII, ZII-V1, ZIII). Les mesures sont spécifiques au type d'activités et des subsidés sont dans certains cas prévus. Les mesures agricoles par exemple font l'objet d'un programme de coopération spécifique associé sous certaines conditions avec des subsidés. Les Administrations de la Gestion de l'Eau (AGE) et des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) sont en étroite collaboration à ce sujet. Sur base du volontariat, les mesures de coopération agricole peuvent assouplir temporairement certaines obligations contenues dans les règlements de 2013 et dans le RGD spécifique (de délimitation des ZPS).

2 Spécificités du projet de RGD actuel en lien avec la réglementation et la commune de Steinfurt

Le RGD spécifique est établi suivant les particularités des sites de captages considérés.

Seule une petite partie des zones de protection concerne la commune de Steinfurt. Il s'agit d'une zone principalement agricole située en ZIII en limite nord-est d'agglomération.

Les ZIII constituent les zones les moins contraignantes en termes de réglementation. De nombreuses activités sont autorisées sous réserve de demande d'autorisation auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Le thème principal mis plus particulièrement en évidence dans le présent projet de RGD en lien avec le territoire de Steinfurt est relatif au volet agricole. Il ne s'agit pas de contestations sur l'étendu ou la façon de délimiter les zones qui font l'objet de remarques, mais les mesures qui y sont préconisées. Les aspects ne concernant directement pas la commune de Steinfurt ne seront pas abordés ici.

En ce qui concerne les **activités agricoles, sylvicoles et horticoles**, le RGD spécifique prévoit des restrictions supplémentaires par rapport au RGD de 2013 en ce qui concerne les épandages agricoles

et l'utilisation de produits phytosanitaires. Les remarques émanant d'un agriculteur sur le présent règlement sont de trois ordres :

- Remarques générales sur les pratiques agricoles. Ces aspects n'ayant pas de lien direct avec la délimitation ou le projet de règlement, ils ne peuvent être discutés ici.
- Remarques générales sur les stratégies politiques à l'échelle nationale. Ces aspects n'ayant pas de lien direct avec la délimitation ou le projet de règlement, aucune prise de position ne peut être faite dans le présent avis.
- Décalage entre certaines recommandations du dossier de délimitation et le projet de règlement grand-ducal. Le règlement grand-ducal regroupe les mesures de plusieurs dossiers de délimitation des ZPS. Les mesures proposées dans chacun des dossiers ont été adaptées à la situation de chaque ZPS. Pour des raisons qui lui incombent, l'Administration de la Gestion de l'Eau a jugé utile d'uniformiser les pratiques sur la zone du RGD. On peut supposer que cela a été fait pour des raisons de cohérence et de logique territoriale, et en vue de la future collaboration régionale. Cela est valable tant pour les aspects relatifs aux nitrates que ceux relatifs aux pesticides, qui sont élevés voire au-dessus des normes en vigueur. L'interdiction totale des pesticides évoqués est logique au vu des concentrations actuellement détectées dans les captages d'eau potables. L'ajout de nouvelles substances à la situation actuelle déjà critique n'irait pas dans le sens d'une amélioration de la situation et le principe de précaution s'impose.

Le règlement spécifique insiste dans plusieurs passages sur le programme de mesures qui sera mis en place dans la continuité des ZPS. Lors de l'établissement de ces programmes de mesures des groupes de travail seront organisés afin que les agriculteurs porteurs d'idées puissent influencer les mesures du programme de mesures.

Nous conseillons à la commune d'orienter les agriculteurs vers leurs conseillers agricoles respectifs. Des dérogations au niveau du règlement spécifique sont en effet possibles sous certaines conditions et des solutions au cas par cas pourront être élaborées.

Les programmes de mesures associés à ces ZPS vont permettre d'animer les zones de protection en lien avec tous les acteurs présents sur le territoire. La coopération agricole qui sera mise en place sur les territoires concernés par les ZPS va permettre d'impliquer tous les acteurs concernés directement ou indirectement par la protection de l'eau.



En tant que commune membre du SES recevant par l'intermédiaire de celui-ci également les eaux du SEBES, la commune est concernée par la préservation de la qualité de l'eau et sera associée aux démarches concernant les programmes de mesures.

Capellen, le 20.06.2019

Jacques NAU
Administrateur délégué, Bioingénieur

Laurence PLENECASSAGNE
Hydrogéologue

3 Références

Ministère d'Etat, S. c. (2008). *Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Protection et gestion des eaux*. Luxembourg: Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Ministère d'Etat, S. c. (2013). *Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses (ou parties de masses) d'eau souterraines servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine*. Luxembourg: Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Ministère d'Etat, S. c. (2017). *Loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau*. Luxembourg: Journal officiel du Grand-duché de Luxembourg.